

مركزاً من لاهل

Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 16639 - 7,30 F - 1,13 EURO

MERCREDI 19 AOÛT 1998

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

ANNONCES CLASSÉES

■ Quatre pages
d'offres d'emplois
p. 19 à 22

Bill Clinton avoue et contre-attaque

● Le président des Etats-Unis a reconnu « une relation qui n'était pas convenable » avec Monica Lewinsky ● S'excusant d'avoir « trompé » l'opinion et son épouse, il a accusé Kenneth Starr d'enquêter sur sa vie privée ● Il a appelé les Américains à tourner la page



Julien Green referme son Journal

L'écrivain américain de langue française Julien Green, auteur notamment d'un gigantesque *Journal*, est mort jeudi 13 août à Paris à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans. En mai, il nous avait regu chez lui, rue Vaneau. p. 16 et 17

La désunion de la gauche critique

La gauche de la gauche a du mal à s'accorder sur les stratégies à mettre en place pour se faire entendre. p. 5

Biens juifs : le tour des assureurs

Les grandes compagnies d'assurances envisagent de conclure un accord similaire à celui conclu entre les banques suisses et les organisations juives. p. 10

Leur France

Deuxième témoignage d'écrivain étranger vivant dans l'Hexagone. L'Américain Norman Spinrad s'interroge sur l'exception française. p. 8 et notre grand jeu concours p. 24

Baisse contenue du rouble

Le rouble a moins chuté que prévu après l'assouplissement de ses capacités de fluctuation par rapport au dollar. p. 3 et notre éditorial p. 9

Un espoir contre le cancer du sein

Une expérimentation sur des rats ouvre l'hypothèse d'une thérapie génique du cancer du sein. p. 24

On « monte » moins à Paris

L'accroissement démographique de l'Île-de-France se fait de moins en moins par l'immigration. p. 7

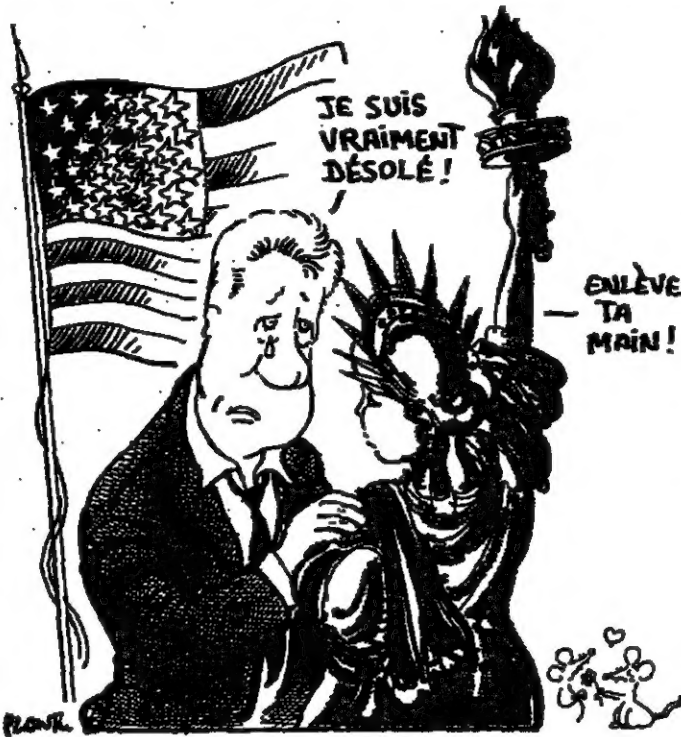
Allemagne, 3 Dtl; Autriche-Guyane, 9 F; Belgique, 25 F; Brésil, 40 F; Canada, 2,50 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 200 F CFA; Danemark, 18 Kr; Espagne, 200 Ptas; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 400 Dr; Hongrie, 1.400 F; Italie, 2000 L; Luxembourg, 40 F; Maroc, 10 Dhs; Norvège, 140 Kr; Pays-Bas, 3 Fl; Portugal, 200 Esc; République tchèque, 100 Kč; Royaume-Uni, 1 £; Suède, 100 F S; Suisse, 10 F S; Taiwan, 120 Nts; USA, 1 Dlr; 2,20 F.

M 0147-819-7.50 F



L'AVEU et l'attaque : ainsi pourrait-on résumer l'intervention télévisée de Bill Clinton, qui, lundi soir 17 août, a reconnu avoir eu « une relation qui n'était pas convenable » avec Monica Lewinsky, tout en critiquant l'enquête du procureur indépendant Kenneth Starr sur une affaire que le président américain a qualifiée de « privée ».

Les premières réactions enregistrées dans la classe politique témoignent d'un certain soulagement chez ses adversaires républicains. M. Clinton a fait part de ses « profonds regrets » pour avoir « trompé » et l'opinion et son épouse. En janvier, il avait assuré devant la justice, sous serment, n'avoir jamais entretenu de relations sexuelles avec M^{lle} Lewinsky. Sans être plus explicite, il a avancé que cette réponse avait alors été « légalement exacte ». Le président des Etats-Unis a ainsi sous-entendu qu'il ne pouvait être poursuivi pour « perjure », ce qui serait un motif théoriquement suffisant pour déclencher au Congrès



une procédure de destitution (« impeachment »). C'est le procureur Starr qui en jugera dans le rapport qu'il devra prochainement remettre au Congrès. M. Clinton s'est adressé au pays après avoir répondu durant plus de trois heures aux questions du juge et de ses assistants lors d'une audition retransmise à un grand jury. M. Clinton a dit à la télévision avoir « sincèrement » répondu à toutes les questions qui lui avaient été posées. Mais il a aussi lancé une vigoureuse attaque contre l'investigation menée contre lui par le juge Starr dans un domaine, sa vie privée, « qui n'est l'affaire de personne », a-t-il dit, sinon la sienne et celle de sa famille. Il a exhorté le procureur à mettre un terme à cette enquête et a lancé un appel à ses compatriotes : « Je vous demande de laisser le spectacle de ces sept derniers mois afin de recentrer notre attention sur les défis et toutes les promesses du prochain siècle américain ».

Lire page 2

La pègre verrouillait les assemblées d'actionnaires de la Japan Airlines

TOKYO

de notre correspondant
Même Japan Airlines ! Telle est la réflexion désabusée que suscite chez les Japonais la révélation des liens qu'entretenait avec la pègre la JAL, première compagnie aérienne du pays. Son président, Isao Kaneko, a reconnu les faits, lundi 17 août. La police, qui a arrêté trois racketteurs professionnels, soupçonne en effet la JAL de leur avoir payé 80 millions de yens depuis 1990 afin d'assurer le bon déroulement de ses assemblées d'actionnaires.

Ce scandale confirme l'existence des liens profonds qu'entretenaient les entreprises et le monde interlope de la pègre. A la décharge de la JAL, on peut faire valoir que le montant de ses dons aux racketteurs – présentés comme la rémunération de location de pots de fleurs – était modeste comparé aux milliards de yens déboursés dans le passé par la banque Dai Ichi Kangyo (DKB) ou par la première maison de titres du pays, Nomura. Ce qui en revanche aggrave le cas de la JAL, c'est que les racketteurs avec lesquels elle traitait sont liés à l'un des deux grands syndicats du crime de

la région de Tokyo : Sumiyoshi-kai. Ceux que l'on nomme les « professionnels des assemblées d'actionnaires » (*sokaiya*) constituent une institution souterraine de la gestion « à la japonaise » en vigueur depuis l'introduction des titres en Bourse à la fin du siècle dernier.

Ces individus détiennent un petit nombre d'actions dans de nombreuses sociétés. A ce titre, ils participent aux assemblées d'actionnaires afin d'éviter que le conseil d'administration ne soit mis en difficulté par des questions épineuses, en monopolisant par exemple le temps de parole accordé aux porteurs de parts. C'est ainsi que furent jugulées les demandes d'explication des actionnaires d'une usine polluante, responsable du drame de la maladie de Minamata dans les années 70. C'est encore un *sokaiya*, dont le nom figure sur la liste des « VIP » de la Japan Airlines, qui fit taire le parent d'une des victimes du dramatique accident survenu en 1985 (plus de cinq cents morts), lors de l'assemblée d'actionnaires, l'année suivante.

En 1982, la réforme du code de commerce a interdit la rémunération des *sokaiya* par les entreprises. Mais, si elle a réduit leur nombre,

elle n'a pas éradiqué cette forme de parasitisme économique. Elle a surtout eu un effet pervers : « gangstériser » davantage les *sokaiya* dont la criminalisation avait commencé au cours des années 70. Ils commencèrent à mener double jeu : « chiens de garde » des conseils d'administration et, en même temps, maîtres chanteurs menaçant la réputation de l'entreprise. Dans la plupart des cas, les entreprises préfèrent payer et garder les *sokaiya* en réserve plutôt que de dénoncer leur chantage à la police.

Les racketteurs sont ainsi devenus un mécanisme consubstantiel de la vie des affaires. Après la finance et les services, l'industrie fut touchée, par exemple Mitsubishi Motors. Le groupe de *sokaiya* avec lequel traitait la JAL travaillait aussi pour Toyota et pour Nissan. La « bulle spéculative » de la fin des années 80 n'a pas seulement engendré un monceau de mauvaises dettes : elle a aussi accentué la collusion entre le crime organisé et des acteurs apparemment respectables de la vie économique.

Philippe Pons

Lire page 4

La chasse tue les hommes aussi

LA CHASSE ne tue pas que les animaux. Au cours de la saison allant de juillet 1997 à février 1998, 45 personnes ont été tuées dans un accident de chasse et 104 blessées gravement. Ces chiffres sont les plus élevés depuis vingt ans et, même s'ils proviennent d'une totalisation de l'Office national de la chasse (ONC) réalisée pour la première fois, ils soulignent une recrudescence récente des accidents que l'ONC qualifie d'« inquiétante », tout en la relativisant par le nombre total de pratiquants (1,5 million). L'enquête nationale montre que les victimes sont en grande majorité (91 %) des chasseurs et que les accidents mortels ont surtout lieu au sud de la Loire.

Lire page 6

La perche au féminin



MAURICE HOUVION

ENTRAÎNEUR du champion olympique Jean Galfione, Maurice Houvion donne aussi ses conseils aux Françaises Caroline Ammel et Amandine Homo, qui participent à Budapest à la première épreuve féminine de saut à la perche de l'histoire des championnats d'Europe d'athlétisme.

Lire page 13

POINT DE VUE

Cap à gauche, cap vers l'audace

par Jack Lang

La confiance rétablie, la croissance repartie, l'espoir au rendez-vous. Ne boudons pas notre plaisir et savourons cet instant de grâce. La politique d'équilibre et de sagesse conduite avec talent par le gouvernement Jospin a rassuré la nation, élargi l'assise populaire de la gauche et redonné ardeur et optimisme au pays. L'espérance appelle l'audace. Nombreux sont ceux qui, confiants dans leur gouvernement, attendent que son capitaine, fort de ce premier succès, s'en serve comme d'un levier d'un changement encore plus profond et oriente clairement notre action vers le cap de l'audace.

L'audace consiste d'abord à reléguer au magasin des accessoires ce cliché éculé : l'étatisme serait de gauche, la libération de l'économie serait de droite. Le gouvernement actuel a esquissé un New Deal idéologique en pilotant la privatisation – osons ce vilain mot ! – de plusieurs compagnies nationales.

Sans tambour ni trompette, mais avec détermination et efficacité. Ces sessions d'actifs ne sont en soi ni de droite ni de gauche. Ce sont leurs modalités (clandestines ou transparentes) ou leurs finalités (simple bouche-trou des finances publiques ou source de dynamique économique) qui en définissent la coloration politique. Un Etat libéré de ses scléroses et de ses boulets, de ses déficits et de ses dettes, donnera toutes ses chances à la création trop souvent bridée de richesses économiques. Telle est l'une des missions de la gauche contemporaine : faire émerger ce que Denis Olivennes appelle une « économie solidaire de marché ».

Lire la suite page 9

Jack Lang est ancien ministre, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

International	2	Aujourd'hui	13
France	5	Météorologie	15
Société	6	Jeune	15
Régions	7	Culture	16
Histoire	8	Carnet	18
Entreprises	10	Abonnements	18
Communication	11	Annonces classées	19
Tableau de bord	11	Radio-Télévision	23

CONFESSION Bill Clinton a avoué, lundi 17 août, à la télévision américaine, avoir eu une « relation qui n'était pas convenable » avec Monica Lewinsky, il y a plus de deux

ans. Le président contredisait ainsi une précédente déposition, faite sous serment, dans l'instruction de l'affaire Paula Jones, qui s'est soldée par un non-lieu. ● M. CLINTON a

avancé que cette déposition avait été « légalement exacte », sans s'expliquer davantage. Il a ajouté « profondément regretter » sa liaison avec M^{me} Lewinsky, mais précisé,

en attaquant vigoureusement le procureur indépendant Kenneth Starr, que celle-ci relevait strictement de sa vie privée. ● LE PRÉSIDENT a fait cette déclaration après

avoir, depuis la Maison Blanche, répondu aux questions du juge Starr et de ses adjoints, lors d'une audition de plus de trois heures retransmise à un grand jury.

M. Clinton avoue une liaison avec M^{me} Lewinsky et attaque le juge Starr

Dans une brève intervention télévisée, lundi soir 17 août, le président américain a reconnu avoir eu une relation « qui n'était pas convenable » avec l'ancienne stagiaire de la Maison Blanche. Qualifiant l'affaire de strictement privée, il a dénoncé l'enquête menée par le procureur indépendant

NEW YORK
de notre correspondant
Les deux tiers des Américains ont regardé lundi soir 17 août, selon une estimation de CNN, l'extraordinaire confession télévisée de leur président, accusé à des aveux sans précédent sur sa vie privée par la menace d'une grave crise des institutions. Et ce président, Bill Clinton, leur a dit ce que, résigné, ils voulaient entendre : qu'il avait commis une faute en entretenant des relations « qui n'étaient pas convenables » avec une jeune stagiaire, qu'il en assumait l'entière responsabilité, qu'il « regrettrait profondément » d'avoir « trompé les gens », y compris sa propre femme, en ne disant pas toute la vérité dès le début de l'enquête, et qu'il était temps de tourner le dos au « spectacle de ces sept derniers mois » pour s'atteler enfin aux affaires du pays.

Ce furent des aveux soigneusement calculés, calibrés à l'adverbe près. Un discours sobre, aussi digne que possible, dont l'objet à lui seul était suffisamment humiliant pour ne pas l'aggraver par des effets de manche larmoyants. Il n'y eut donc ni excuses grandiloquentes, ni détails sordides, ni accents dramatiques dans cette allocution de quelques minutes, prononcée d'une voix ferme à 10 heures du soir non pas dans le Bureau ovale, comme le veut la tradition pour les grandes occasions, mais dans cette pièce même de la Maison Blanche, la salle des cartes, où le président avait été soumis l'après-midi, pendant plus de 3 heures, à l'interrogatoire du procureur indépendant Kenneth Starr et de ses deux adjoints, retransmis par circuit vidéo devant le grand jury.

Debout devant la fenêtre, en costume sombre, chemise blanche et cravate bleue, Bill Clinton a voulu donner à ses compatriotes l'image d'un homme certes profondément contrit, conscient des dégâts que ses écarts de conduite ont causés à sa famille, mais désireux de garder la tête haute et refusant de se laisser traîner dans la boue.

Après avoir fait le mea culpa attendu, Bill Clinton a donc eu recours à deux arguments pour se justifier, malgré tout, l'impression aux Américains qu'il gardait fermement le contrôle de la situation. Il a demandé, d'abord, le respect de

sa vie privée : « Cette affaire est désormais entre moi, les deux personnes que j'aime le plus au monde, ma femme et notre fille, et Dieu. Ce n'est l'affaire de personne sinon la nôtre. Même les présidents ont une vie privée. »

Ensuite et surtout, loin de s'avouer battu, il a lancé une nouvelle attaque contre l'enquête du procureur Starr. En exprimant ses « inquiétudes réelles et sérieuses » sur cette enquête qui « dure depuis trop longtemps, a coûté trop d'argent, a blessé trop d'innocents » et détourné le pays de ses véritables tâches, le président Clinton a caressé les Américains dans le sens du poil car, grand consommateur de sondages, il sait que ni l'enquête ni le procureur ne sont particulièrement populaires.

UN PARI HABILE

Mais il a tenté en même temps de se prémunir contre de nouveaux assauts de Kenneth Starr qui, selon ce qui a filtré de la séance de l'après-midi, a été si frustré du refus de Bill Clinton de fournir certains détails en réponse à ses questions qu'il a émis la possibilité d'une nouvelle convocation. Lundi soir, le président a voulu

lui faire comprendre qu'il avait fait la moitié du chemin, en avouant ses relations avec Monica Lewinsky, et qu'il appartenait à présent à M. Starr de faire l'autre moitié, en mettant un point final à son investigation.

C'est d'ailleurs ce qu'ont souhaité les rares Républicains à avoir réagi à l'intervention présidentielle lundi soir, notamment les sénateurs Orrin Hatch et Arlen Specter. Bien qu'il « offensé » par l'attaque de M. Clinton contre M. Starr, Orrin Hatch, président de la commission judiciaire du Sénat, a demandé que le procureur « boucle son enquête le plus vite possible » et envoie son rapport au Congrès, une prière également formulée par M. Specter.

Bill Clinton a-t-il gagné la partie ? Son allocution s'adressait à l'électorat, avec lequel il a l'habitude de communiquer directement, beaucoup plus qu'à la classe politique. En cultivant le soutien des Américains, le président table sans doute sur les réticences du Congrès à entamer une quelconque procédure contre un président aussi populaire. Un pari habile, bien que de multiples inconnues subsistent : l'opinion

restera-t-elle fermement derrière lui, une fois l'effet rassurant et immédiat de l'intervention télévisée passé et, en particulier, lorsque les Américains réaliseront que les mêmes aveux, formulés en janvier, auraient épargné au pays sept

de témoins ? La majorité républicaine au Congrès affichera-t-elle longtemps, à l'approche des élections législatives de novembre, la même retenue et la même prudence que ces dernières semaines ?

Sondage : l'institution affaiblie

Selon un sondage réalisé avant l'intervention télévisée de Bill Clinton, l'affaire Lewinsky a affecté l'institution présidentielle, même si, personnellement, le président américain conserve une forte proportion d'opinions favorables. Le sondage de l'Institut Zogby révèle que 51,4 % d'Américains juge l'institution présidentielle ébranlée ; 40,2 % sont d'avis contraire. En revanche, 57,1 % des personnes interrogées – soit 2 % de plus qu'il y a deux semaines – portaient un jugement positif sur l'action du président.

Pour 9 Américains sur 10, l'affaire dure depuis trop longtemps. Ils sont 44,6 % à en attribuer la responsabilité au juge Starr, 25,1 % à Bill Clinton et 20,7 % aux deux. Toutefois, 50 % des Américains considèrent que M. Clinton ne mériterait pas d'être réélu, contre 38,6 % d'avis contraire – question purement théorique, puisque Bill Clinton ne peut briguer un troisième mandat consécutif. – (Reuters)

mois de « spectacle », comme dit M. Clinton ? Même s'il accepte de s'en tenir là, Kenneth Starr a-t-il réussi à accumuler dans ses dossiers des éléments permettant d'accuser le président d'obstruction de la justice et de subornation

« Tout ça est loin d'être terminé », a averti, lundi soir, le sénateur Orrin Hatch. Pendant les douze jours de vacances qu'il entame mardi en famille à Martha's Vineyard, Bill Clinton aura tout le loisir de méditer sur la suite des opérations et,

La déclaration télévisée du président américain

VOICI le texte intégral de la déclaration télévisée du président américain Bill Clinton, lundi 17 août, à 22 heures locales depuis la Maison Blanche, sur son témoignage par liaison vidéo devant un grand jury.



VERBATIM

américain ne voudrait jamais répondre.

« Cependant, je dois assumer l'entière responsabilité de tous mes actes, qu'ils soient publics ou privés. C'est pourquoi je m'adresse à vous ce soir. » Comme vous le savez, lors d'une déposition en janvier, j'en ai posé des questions sur ma relation avec Monica Lewinsky. Même si mes réponses étaient juridiquement correctes, je n'ai pas volontairement fourni d'informations. En effet, j'ai bien eu une relation avec M^{me} Lewinsky qui n'était pas convenable. En fait, c'était une erreur. Cela constitue une très grave erreur de jugement et un manque personnel de ma part, dont je suis le seul et l'entier responsable.

« Mais j'ai dit au grand jury, et je vous le dis ce soir, que je n'ai jamais demandé à qui que ce soit de mentir, de cacher ou de détruire des preuves ou de commettre aucun acte illégal.

« Je sais que mes déclarations publiques et mon silence sur cette affaire ont donné une impression fautive. J'ai trompé le public, y compris ma femme. Je le regrette profondément.

« Je peux simplement vous dire que je l'ai fait pour de nombreuses raisons. D'abord pour me protéger de la honte de ma propre conduite. J'étais également très soucieux de protéger ma famille.

« Le fait que ces questions aient été soulevées dans le cadre d'un procès d'inspiration politique [NDLR : l'affaire Paula Jones], qui a depuis été classé, est également entré en ligne de compte.

« De surcroît, j'avais de réelles et sérieuses préoccupations concernant l'enquête d'un procureur indépendant déclenchée à propos de transactions privées, remontant à vingt ans, à propos desquelles une agence fédérale indépendante n'a pu trouver, il y a deux ans, aucune preuve d'une action inappropriée par moi ou mon épouse.

« L'enquête indépendante s'est ensuite étendue à mes collaborateurs et amis, puis à ma vie privée. Et désormais, l'enquête elle-même fait l'objet d'une enquête. Ceci a duré trop long-

temps, coûté trop cher et blessé trop de personnes innocentes.

« Maintenant, cette affaire ne relève que de moi, des deux personnes que j'aime le plus, ma femme et notre fille, et notre Dieu.

« Je dois réparer cela et je suis prêt à faire tout ce qui sera nécessaire pour y parvenir.

« Rien n'est plus important pour moi personnellement, mais c'est une question privée et j'ai l'intention que ma vie de famille revienne à ma famille. Cela ne regarde personne d'autre que nous. Même les présidents ont une vie privée. Il est temps de cesser l'acharnement personnel et l'ingérence dans les vies privées et de s'occuper de la vie de notre pays. Notre pays a été trop longtemps distrait par cette affaire et j'assume ma part de responsabilité dans tout cela. C'est tout ce que je peux faire.

« Maintenant, il est plus que temps de tourner la page. Nous avons d'importantes questions à résoudre, de réelles opportunités à saisir, de réels problèmes de sécurité à affronter. C'est pourquoi, ce soir, je vous demande de laisser le spectacle de ces derniers mois, de rendre sa dignité à notre débat national et de recentrer notre attention sur les défis et toutes les promesses du prochain siècle américain. Merci pour votre attention et bonne nuit. » – (APR.)

Sylvie Kauffmann

La tentation de réformer la loi sur le procureur indépendant

NEW YORK
de notre correspondant
L'attorney general Janet Reno, le ministre de la Justice de l'administration Clinton, doit prendre dans les jours qui viennent une nouvelle décision déchirante : nommer ou non un procureur indépendant pour enquêter sur le financement de la campagne électorale Clinton-Gore de 1996. Paradoxalement, les Américains souhaitent, à une majorité de 57 %, une telle initiative, alors que le procureur indépendant le plus célèbre, Kenneth Starr, est devenu leur bête noire et que les appels à la réforme de cette fonction, voire à son abolition, se sont multipliés ces derniers mois.

La création en 1978 de l'office du procureur indépendant (qui, à l'origine, s'appelait procureur spécial) est une conséquence directe du scandale du Watergate (qui conduisit, en 1974, le président Richard Nixon à démissionner). Désormais convaincus qu'on ne pouvait charger le département de la justice de mener une enquête impartiale contre un haut responsable de l'administration soupçonné de malversations, les législateurs décidèrent que cette tâche devait être confiée à des magistrats nommés par un collège de juges. Il fut alors décidé que la loi créant cette fonction devrait être

reconduite, et éventuellement révisée, tous les cinq ans. La loi actuelle arrive à échéance l'an prochain et un nombre croissant de juristes pensent que, à la lumière de l'expérience du procureur Starr, le moment sera alors venu de prendre des décisions radicales.

Disposant de pouvoirs exorbitants, de ressources financières illimitées et de tout le temps qu'il estime nécessaire, le procureur indépendant est devenu d'autant plus suspect aux yeux des juristes et de certains politiciens que son utilisation s'est faite de plus en plus fréquente. A elle seule, l'administration Clinton monopolise déjà pas moins de cinq procureurs indépendants, y compris M. Starr. En 1988, exprimant une opinion minoritaire dans une décision de la Cour suprême, le juge le plus conservateur de la cour, Antonin Scalia, s'inquiéta des abus potentiels liés à cette institution et des risques d'en faire une fonction en marge du système constitutionnel. Beaucoup considèrent aujourd'hui que ses craintes étaient justifiées. « On a laissé une bête sauvage s'échapper », a affirmé au Wall Street Journal l'ex-sénateur Paul Simon, qui « regrette » d'avoir voté la loi sur le procureur indépendant.

L'un des critiques les plus persévérants de cette fonction, Joseph Di-

Genova, est lui-même un ancien procureur indépendant qui s'avoue ouvertement républicain. Il a passé trois ans et dépensé 2,2 millions de dollars à essayer de prouver – en vain – que des responsables de l'administration Bush avaient fait mener des recherches illégales sur l'ancien pas- seport de Bill Clinton, alors candidat contre George Bush. Depuis trois ans, il affirme que non seulement on a trop facilement recouru au procureur indépendant, mais qu'en outre « son pouvoir est terrifiant ». Evoquant le « coût émotionnel et financier » de ces enquêtes, il déplore que « des carrières puissent être ainsi tenues en otage, des familles déchirées, et la santé physique et mentale de ceux qui sont l'objet de l'enquête soumise à une telle pression ».

« INCITATION AU ZÈLE »

Le coût de ces enquêtes pour le contribuable est souvent effarant, au regard des délits commis (ou soupçonnés) : pour prouver que l'ancien ministre de l'Agriculture de Bill Clinton, Michael Espy, avait bien reçu 35 000 dollars en cadeaux divers, le procureur indépendant Donald Smaltz a dépensé 11,9 millions de dollars en trois ans d'enquête, selon les calculs de l'hebdomadaire The New Republic. L'enquête sur le scandale Iran-

contra, à l'époque de Ronald Reagan, a coûté 47 millions de dollars, et celle de Kenneth Starr est évaluée jusqu'à 40 millions de dollars.

Certains reprochent à M. Starr d'avoir mené son enquête dans un esprit beaucoup trop partisan et d'être allé beaucoup trop loin dans les possibilités juridiques que lui offrait son statut, par exemple en amenant la Cour suprême à forcer les hommes du Secret Service à déposer devant le grand jury. Pour d'autres, et en particulier plusieurs anciens procureurs indépendants, ce n'est pas M. Starr qui est en cause, mais la loi elle-même.

Dans un article publié en juin dans la revue The American Prospect, le professeur Cass Sunstein, de l'université de Chicago, estime que les fonds illimités dont dispose le procureur indépendant constituent une « incitation au zèle ». Appliqués au droit commun, les pouvoirs du procureur indépendant « permettraient probablement de mettre un bon pourcentage de la population américaine derrière les barreaux ». Bref, conclut le P. Sunstein, cette loi « est l'un des textes législatifs les plus mal conçus de ces vingt-cinq dernières années » et est tout juste bonne à être abolie.

S. K.

LES TROISIÈMES CYCLES DE L'ISG

Ciblez les métiers en développement

- Marketing stratégique, développement et communication commerciale
- Création, reprise et management de PME
- Ingénierie d'affaires et négociations internationales
- Finances internationales, trading et marchés des capitaux
- Audit, conseil et contrôle de gestion
- Gestion des Ressources Humaines et organisation des entreprises
- Logistique et grande distribution
- Management et nouvelles technologies : du multimédia au commerce électronique
- Droit et management des affaires européennes / euro transactions
- Communication globale et information

15 mois de spécialisation, 8 mois de pratique (pre-emploi) en entreprise.

Admission : BAC + 4, BAC + 5 - CARRIÈRE D'ENTREPRISE (accès aux offres de diplômés et de carrières)

ISG

DONNEZ RAISON A VOS AMBITIONS

Contact : Marion Maury
ISG - 8, rue de Lota 75116 Paris - Tel. 01 56 26 26 26
ÉTABLISSEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ RECONNU PAR L'ÉTAT

مذا من راحل

Les autorités russes tentent d'éviter une dévaluation brutale et incontrôlée

A Moscou, des files d'attente se sont formées devant les banques

Le rouble continuait à glisser, mardi 18 août, sur le marché des changes interbancaires de Moscou, s'échangeant à 6,885 pour 1 dollar à la clô-

ture, contre 6,7 une demi-heure auparavant, a rapporté l'agence Interfax. Toutefois, selon Anatoli Tchoubaï, tout danger « est désormais écar-

té », le gouvernement ayant pris les mesures nécessaires et la population n'ayant pas cédé à la panique. (Lire notre éditorial page 9.)

MOSCOU

de notre correspondant
Que ce soit le Fonds monétaire international (FMI), la population russe, les intervenants financiers, le Kremlin ou ses opposants, chacun était plongé dans une expectative inquiète, mardi 18 août, au lendemain des décisions prises par des autorités financières russes aux abois.

Les principales mesures de leur plan consistent à : rééchelonner la dette intérieure du pays (GKO) selon des modalités dont l'annonce est promise mercredi ; à imposer un moratoire sur certaines dettes commerciales extérieures ; à renforcer le contrôle des changes et à relâcher la pression sur le rouble dans l'espoir de prévenir une dévaluation brutale et incontrôlée.

Pour cela, elles doivent avant tout tenter d'éviter toute panique dans la population, car « les banques russes n'ont plus de liquidités pour faire chuter le rouble, alors que tous les étrangers qui pouvaient le faire sont sortis depuis longtemps du marché russe », souligne Thierry Maillet, un économiste d'Alfa-Bank.

La banque centrale de Russie (BCR) et le gouvernement ont en effet annoncé un « élargissement du corridor » de fluctuation de la monnaie nationale, s'engageant à la soutenir seulement si elle chute à moins de 9,5 roubles pour 1 dollar, ce qui correspondrait à une dévaluation de 34 %. Lundi soir, la BCR annonçait pourtant un cours officiel de 6,43, en baisse de 12 kopeks seulement sur celui de vendredi.

Mais ce cours, établi sur la base d'un marché interbancaire qui n'existe pratiquement plus, n'a pas été suivi par les changeurs : ceux



PANCHO

qui n'avaient pas fermé affichaient une vente du dollar à 8 ou 9 roubles, voire plus. A Moscou, des files d'attente se sont formées devant les banques dans certains quartiers, généralement ceux de la nouvelle « classe moyenne » plus ou moins informée de la situation, alors que des quartiers populaires restaient apathiques.

Il semble que la plupart des Moscovites qui voulaient fermer leurs comptes ont été priés de « revenir plus tard ». Mais il n'y avait pas, ou pas encore, de panique réelle dans les rues. Le premier ministre, Sergueï Kirilenko, en affirmant que l'« élargissement du corridor » n'était « pas une dévaluation », s'est certes attiré les sarcasmes de l'opposition et de certains médias russes.

Mais même ces critiques restaient prudentes, chacun sentant confusément que l'enjeu est trop risqué et la tourmente trop proche. Les ténors du pouvoir, banquiers et politiques, multipliaient par contre les déclarations rassurantes, soulignant notamment « l'espoir » que le gouvernement parviendrait à maintenir l'inflation dans les limites prévues jusqu'à la fin de l'année.

UN « POOL » BANCAIRE

Les autorités ont d'abord réagi à l'affolement des étrangers, provoqué par le communiqué peu clair de la BCR et du gouvernement concernant le moratoire imposé sur les « crédits étrangers ». Elles ont précisé que ce moratoire de 90 jours « est prévu dans les statuts

du FMI », a souligné M. Kirilenko - ne s'appliquait pas à la dette souveraine de l'Etat, des régions ou des municipalités, mais seulement à celle des établissements commerciaux, notamment aux banques.

La mission du FMI, arrivée en catastrophe à Moscou dans la nuit de dimanche à lundi, devait chercher à faire préciser ce point, qui lèse des banquiers étrangers. Il semble d'ailleurs que si le pouvoir s'est décidé à annoncer, lundi, des mesures contre lesquelles il résistait depuis 9 mois, c'est parce qu'une échéance bancaire de 3 milliards de dollars, arrivée à maturité, risquait de faire éclater ce jour-là tout le système bancaire russe.

Anatoli Tchoubaï, le préposé du président russe aux relations avec les créanciers étrangers, reconnaissant que certaines banques étaient au bord du gouffre, a assuré que ce danger « est maintenant passé ». Il a soutenu la création, annoncée lundi, d'un « pool » comprenant douze des principales banques russes, où la plupart des « oligarques » sont représentés. Il recevra des crédits de la BCR pour répondre, notamment, aux engagements vis-à-vis de la population. Mais la lutte devrait être féroce avec les autres banques - près de 1500 - exclues de ce programme de sauvetage.

Les conséquences politiques de ces mesures, que beaucoup d'observateurs craignent dévastatrices, n'étaient pas claires lundi. La seule annonce, lundi, d'un « pool » comprenait douze des principales banques russes, où la plupart des « oligarques » sont représentés. Il recevra des crédits de la BCR pour répondre, notamment, aux engagements vis-à-vis de la population. Mais la lutte devrait être féroce avec les autres banques - près de 1500 - exclues de ce programme de sauvetage.

Une rumeur voulait que Boris Eltsine, à la recherche de boucs émissaires après sa déclaration, fût vendredi, qu'il « n'y aura pas de dévaluation en Russie », ait demandé la démission du président de la BCR, Iouri Doubinin. Celui-ci l'aurait refusée, en se préparant à intervenir devant une réunion extraordinaire de la Douma, la Chambre basse du Parlement, prévue vendredi. Boris Eltsine lui-même est invité à s'y présenter, de même que le premier ministre.

Enguérand Renault

Sophie Shihab

Les marchés financiers font preuve de calme

LES PLACES boursières internationales ont finalement bien résisté à la tempête financière qui s'est abattue sur la Russie. Saisis par l'annonce de la dévaluation du rouble et par la suspension du remboursement des créances des banques commerciales étrangères, les marchés européens ont commencé par chuter lourdement, lundi 17 août. Mais, ils se sont repris en fin de journée sous l'influence positive de Wall Street, nettement orientée à la hausse (+1,78 %). En Europe, l'indice allemand Dax a finalement terminé sur un recul limité à 0,76 %. Mardi 18 août, la Bourse allemande a même débuté la séance sur un gain de 1,70 %.

Mardi matin, le dollar s'échangeait sur le marché des changes interbancaires de Moscou à 6,7 roubles, contre 6,43 lundi. Dans son commentaire quotidien Emerging Markets, la Société générale a estimé que le rouble devrait se stabiliser dans une fourchette de 7 à 8 dollars à très court terme, un niveau inférieur à la

nouvelle borne haute de 9,50 dollars fixée par le Kremlin. Les investisseurs européens ont été rassurés par le calme des banques allemandes et par la conviction qu'il n'y aura pas de contagion : les économies des pays d'Europe centrale comme la Pologne, la Hongrie et la République tchèque sont désormais plus dépendantes de l'Occident que de la Russie.

La Bourse de Budapest s'est, tout de même, repliée de 3,17 % et celle de Varsovie a perdu 2,97 %. Même la Bourse de Moscou, dont l'ouverture avait été retardée trois fois lundi, n'a perdu que 4,85 % à 109,43 points.

Si la valeur phare SEU, qui détient le monopole d'électricité, a abandonné 13,4 %, l'action des groupes exportateurs, payés en dollars, a cru. Ainsi Lukoil (cotée en dollar) a progressé de 1,8 % et l'action du producteur de nickel Norilsk Nickel a gagné 7,6 %.

Lourdement engagées, les banques allemandes se veulent rassurantes

BONN

de notre correspondant
L'Allemagne n'a pas cédé à la panique, lundi 17 août, suite à la crise boursière en Russie. La Bourse de Francfort a fini quasi inchangée, tandis que la communauté financière s'efforçait d'expliquer que les conséquences de la crise seraient limitées. Les Allemands, l'Etat fédéral et les banques, démentent pourtant plus de 40 % de la dette extérieure bancaire de la Russie (estimée à 72 milliards de dollars fin 1997 par la Banque des règlements internationaux).

Une partie importante est composée de dettes de l'ancienne URSS. Les prêts du gouvernement allemand à la Russie s'élèvent à 75 milliards de marks, dont 50 milliards sont de vieilles dettes de l'URSS. Selon la Bundesbank, les banques ont prêté de leur côté 54 milliards de marks, dont une partie importante est elle aussi constituée de dettes soviétiques.

Banques et Etat ne devraient pourtant pas être trop affectés par le moratoire décidé par la Russie sur le remboursement de ces dettes, celles-ci étant dans leur ensemble exigibles à long terme, explique-t-on à la Deutsche Bank. En outre, 90 % des crédits des banques seraient couverts par le système Hermes, la Coface alle-

mande. L'addition russe serait donc payée essentiellement par le contribuable allemand. Selon le quotidien Handelsblatt, les crédits réellement à risque des trois banques allemandes - la Deutsche Bank, la Dresdner Bank et la Commerzbank - ne dépasseraient pas les 3 milliards de marks, et ils auraient déjà été provisionnés à 60 %. La crise financière pourrait donc légèrement affecter les résultats de ces trois banques, certainement pas leur santé financière.

Ces calculs rassurants laissent dubitatif cet observateur étranger : « Au début de la crise asiatique, les banques allemandes ont répété que les conséquences seraient minimes. On voit aujourd'hui ce qu'elle coûte. Elles reprennent aujourd'hui le même discours sur la Russie. Il faudra attendre plusieurs mois pour en mesurer les conséquences réelles. »

Les exportateurs allemands, de leur côté, devraient retrouver leurs fonds, même si les entreprises russes ne les paient pas, leurs exportations étant elles aussi couvertes par Hermes. A l'avenir, la dévaluation du rouble ne devrait pas gêner outre mesure les exportations de l'Allemagne, qui est devenue, en 1997, premier partenaire commercial de la Russie, dépassant l'Ukraine, avec 16,4 milliards de marks d'exportations

(+43 % en un an), pour l'essentiel des biens d'équipement et des véhicules. La Russie, qui a dégaigé l'an dernier 38 milliards de marks d'excédent commercial, devrait pouvoir continuer de financer son équipement industriel. Le pays dispose de devises, car ses exportations, constituées en grande partie de matières premières et d'énergie, sont libellées en dollars.

UN PETIT PARTENAIRE

Si l'Allemagne fait du commerce avec la Russie, elle y investit relativement peu. Selon la Deutsche Bank, fin 1997, les investissements allemands directs cumulés en Russie atteignaient 760 millions de dollars sur un total de 9,2 milliards de dollars d'investissements étrangers, les premiers investisseurs étant les Américains avec 4,2 milliards de dollars. Cette relative absence germanique s'explique parce que la majorité des investissements étrangers en Russie se font dans le secteur de l'énergie ou de l'exploitation des matières premières, domaines où les entreprises allemandes sont relativement faibles. Réalisés essentiellement à long terme, ces investissements ne devraient pas être remis en cause par les turbulences financières.

Surtout, la Russie reste un petit partenaire économique des entre-

prises allemandes, comparé à la Pologne, à la Hongrie et à la République tchèque : pour la seule année 1997, les entreprises allemandes ont investi dans ces trois pays 3,9 milliards de marks, soit dix-huit fois plus qu'en Russie et presque autant qu'en France (4,4 milliards de marks), selon la Dresdner Bank. De même, les exportations allemandes vers ces trois pays atteignent, en 1997, 49 milliards de marks, soit près de la moitié des échanges allemands avec la France, son premier partenaire commercial.

Le risque pour l'économie allemande est donc qu'il se produise une contagion de la crise russe sur la Pologne, la République tchèque et la Hongrie.

Les observateurs se veulent rassurants à ce sujet : « Ces trois pays ne sont pas mis dans la même catégorie que la Russie par les investisseurs. Ils sont considérés avant tout comme des candidats à l'entrée dans l'Union européenne, comme cela se voit au niveau de leurs taux d'intérêt. Ils sont découplés de l'économie russe », explique Jürgen Conrad, économiste à la Deutsche Bank. Norbert Meisner, économiste à la Caisse des dépôts estime pour sa part le risque de contagion à 5 % seulement.

Arnaud Leparmentier

Londres et Dublin renforcent leur coopération antiterroriste

Cinq suspects interpellés après l'attentat d'Omagh

LONDRES

de notre correspondant
Le carnage d'Omagh - qui, selon le dernier bilan, a fait 28 morts et 220 blessés - attribué à des dissidents de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), a forcé les gouvernements britannique et irlandais à renforcer leur coopération juridique et sécuritaire pour lutter contre le terrorisme. L'interpellation, dans deux villages du centre de l'Ulster situés à proximité de la ville martyre, de cinq suspects liés à l'IRA véritable, s'inscrit dans cette stratégie destinée, selon Mo Mowlam, la ministre chargée de l'Irlande du Nord, « à mettre ces gens hors d'état de nuire ».

Renforcement de la sécurité à la frontière entre les deux Irlandes, réforme judiciaire pour faciliter l'inculpation des membres d'organisations paramilitaires interdites en Irlande du Nord comme dans la République, coopération accrue entre les polices (la Royal Ulster Constabulary et la Garda) ainsi qu'entre les services de renseignement des deux pays : tel est le train de mesures décidé, lundi 17 août, lors de la rencontre à Belfast entre M^{me} Mowlam et le ministre irlandais de la justice, John O'Donoghue, deux jours après l'attentat d'Omagh. Tout en écartant la possibilité de rétablissement de la législation d'internement sans jugement, abandonnée par la nouvelle équipe travailliste, les deux gouvernements envisagent de permettre, lors des procès, les témoignages d'informateurs ou la présentation de preuves collectées par la mise de suspects sur écoute.

D'après M^{me} Mowlam, le nombre de dissidents du groupuscule du mouvement républicain, l'IRA véritable, soupçonné d'être l'auteur de l'attentat à la voiture piégée, ne dépasserait pas une trentaine de personnes. Basés à Dundalk, petite cité du comté frontalier de Lough et dans le sud de l'Armagh ulstérien, ces activistes seraient dirigés par l'homme d'affaires Michael McKevitt, ancien chef d'artillerie de l'organisation armée républicaine, entré en dissidence et opposé au processus de paix. Le MI-5 (contre-espionnage) britannique a en effet assuré le premier ministre Tony Blair que l'IRA-provisoire, dont la branche

politique, le Sinn Féin, a signé l'accord de Stormont, n'avait rien à voir avec cet acte terroriste.

Officiellement leader de l'organisation « Mouvement de souveraineté sur les 32 comtés » qui sert de couverture politique à cette bande armée, McKevitt, selon le MI-5, avait été, un temps, responsable du transfert des explosifs et des armes entreposées au Sud aux brigades de l'IRA déployées au Nord. A ce titre, il aurait toujours accès à l'arsenal de l'IRA, conservé malgré le cessez-le-feu. D'après des informations de presse, son fils de dix-neuf ans figure parmi les cinq personnes interpellées. Son amie n'est autre que Bernadette Sands-McKevitt, sœur de Bobby Sands, le plus célèbre des dix grévistes de la faim nord-irlandais morts en 1981, et passionaria du « jusqu'au-boutisme » républicain. Le couple a démenti toute responsabilité dans cet attentat qui n'a toujours pas été revendiqué, ce qui laisse penser à une bavure des terroristes.

L'horreur d'Omagh semble avoir soudé toutes les formations politiques signataires de l'accord du 10 avril

« Il n'existe pas d'autre alternative au processus de paix et il est de mon devoir, aujourd'hui, au milieu de ce carnage et de cette tragédie, de poursuivre sur cette voie », signe des temps, le Belfast Newsletter protestant et l'Irish News, catholique, les deux quotidiens de Belfast, ont publié conjointement une lettre manuscrite de Tony Blair dans laquelle le premier ministre assure que la terreur ne l'emportera pas. Au-delà des clivages politiques et des arrière-pensées des uns et des autres, l'horreur d'Omagh semble avoir soudé toutes les formations politiques ulstériennes signataires de l'accord du 10 avril instaurant un partage du pouvoir entre les deux communautés.

Marc Roche

Une ville en état de choc

OMAGH

de notre envoyé spécial
Ils marchent à pas lents, tête basse, comme si le ciel mauvais, alourdi de nuages, pesait sur leurs

REPORTAGE

« Un tel carnage, ça n'a plus rien à voir avec la politique. C'est le démon à l'état pur »

épaules. Chacun des trois hommes porte une gerbe de fleurs. Des ceilets rose foncé qu'ils vont aller déposer, parmi les dizaines d'autres bouquets entassés sur le trottoir, à deux pas de l'enterrement, pour le respect des morts. Ils n'ont pas envie de parler. Parmi les corps déshabillés dans l'explosion de samedi, parmi ceux dont le sang a inondé les pavés de Market Street, ils avaient des amis. Comme tout le monde ou presque, à Omagh.

« Ceux qui ont fait ça n'ont pas le sens de la vie. J'espère qu'ils seront retrouvés et éliminés sans pitié ; c'est tout ce qu'ils méritent », finit par lancer le plus âgé des trois. Les autres approuvent, d'un hochement de tête. Sont-ils catholiques (comme 70 % de la population locale) ou protestants ? « Cela n'a aucune importance. Nous sommes des êtres humains. Nous devons vivre ensemble », bougonne le vieil homme en posant son bouquet contre le rideau de fer du Watersons, un bar du centre-ville dont trois employés ont été fauchés par la bombe. La petite ville d'Omagh est encore sous le choc. A l'instar du Watersons qui restera fermé « jusqu'au lendemain des

funérailles » de Geraldine Breslin, Ann Mc Combe et Veda Short, la plupart des commerces du centre ont gardé leurs rideaux baissés « en marque de respect dû aux morts et aux blessés ».

Dès samedi soir, des dizaines de personnes, venues de toute la région - et, souvent, de Belfast - se sont présentées dans les hôpitaux pour donner leur sang. « Qu'est-ce qu'on peut faire d'autre, à part mettre des fleurs pour les morts et offrir un peu de son sang aux blessés ? » soupire une mère de famille.

« POURQUOI ? »

Au milieu des roses et des ceilets, une main anonyme a posé un ours en peluche avec, au cou, cette simple étiquette : « Pourquoi ? » Sept enfants figuraient parmi les 28 morts de Market Street. « Un tel carnage, ça n'a plus rien à voir avec la politique. C'est le démon à l'état pur », murmure une pharmacienne du centre-ville. Elle-même a bien failli mourir dans l'explosion : « J'étais dans une rue voisine. Je me suis précipitée. Il y avait une jeune femme, par terre, les jambes arrachées. Qu'est-ce que je pouvais faire ? Je l'ai prise dans mes bras, j'essayais de la consoler, elle était complètement out », sanglote la commerçante.

A côté, en treillis léopard, les militaires en armes écoutent, sans piper mot. Le quartier est bouclé. A chaque carrefour, des fourgonnettes blindées bloquent la circulation. La nuit tombe, grise et froide, sur la ville martyre. Les premières funérailles devraient avoir lieu ce mardi.

Catherine Simon

Les dirigeants de la rébellion congolaise préparent l'après-Kabila

« La France nous a compris », déclare Arthur Z'Ahidi Ngoma, l'un des leaders politiques du mouvement

Les rebelles congolais ont affirmé poursuivre leur progression vers Kinshasa, qui a été à nouveau privée d'eau et d'électricité dans l'après-

midi du lundi 17 août. Laurent-Désiré Kabila a une nouvelle fois quitté la capitale, sans que l'on sache s'il a gagné son fief de Lubumbashi, au Ka-

tanga, ou s'il s'est rendu à Harare (Zimbabwe) pour rencontrer les ministres de la défense angolais et zimbabwéens.

GOMA (Nord-Kivu)

A Goma, quartier général de la rébellion congolaise, le calme règne. Les combattants banyamulenges, soutenus par le Rwanda, rejoints par des ralliés des forces de Laurent-Désiré Kabila, contrôlent la région. Ils ont assuré rapidement leur emprise sur les trois villes principales des deux provinces du Kivu : Goma, Bukavu et Uvira.

Au bord du lac Kivu, des enfants nagent et s'esclaffient. Des femmes vont au marché. La guerre est loin, vers Kisanangani, où les combats seraient très violents, et dans la région de Kinshasa, la capitale, dont on annonce la chute imminente. La guerre, à Goma, ce sont ces pick-up qui arpentent les rues, remplis de combattants. Les fusils d'assaut sont tenus fièrement, mais ne sont d'aucune utilité. La guerre, ce sont aussi ces visages inquiets d'hommes guettant des nouvelles de l'ouest, l'oreille collée aux postes de radio.

La rébellion, allumée à Goma le 2 août dernier, a installé ses structures dans la capitale du Nord-Kivu. Le commandant Jean-Pierre Ondekane, le chef militaire des insurgés, dirige les opérations depuis l'état-major de son ex-10^e brigade des Forces armées congolaises (FAC). De là, il envoie armes et combattants sur les différents fronts, grâce aux avions qui quittent discrètement Goma durant la nuit.

C'est aussi à Goma que cette rébellion, hétéroclite en dépit de sa forte coloration rwandaise-tutsie, tente de se doter d'instances politiques censées préparer l'alternance à Laurent-Désiré Kabila en cas de victoire. Des politiciens d'horizons divers y ont annoncé la création d'un Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD). On y retrouve d'éternels opposants congolais, comme Arthur Z'Ahidi Ngoma, proclamé « chef de la rébellion » la semaine dernière, des ex-compagnons de route de M. Kabila, comme son ancien ministre des affaires étrangères, Bizima Karaba, et aussi des mobutistes sur le retour, comme Lunda Burutu.

Au bord du lac, dans la « villa présidentielle », une résidence somptueuse construite par Mobutu Sese Seko puis utilisée par Laurent-Désiré Kabila, ces hommes politiques discutent de l'avenir, encore fort incertain malgré les premières victoires de la rébellion.

« Nous voulons donner un sens à ce mouvement. Sinon, ce serait un putsch militaire », commente Arthur Z'Ahidi Ngoma. Or l'objectif, outre de

bouter dehors Kabila, est de restaurer la démocratie au Congo.

L'opposant, qui s'était réfugié en mai dernier à Paris après avoir passé six mois dans les geôles du dictateur de Kinshasa, est arrivé à Goma le 1^{er} août, à la veille de la première offensive. Enchanté d'accueillir des visiteurs dans les jardins de la villa, il évoque avec enthousiasme le combat en cours. Lui, le pacifiste, a finalement accepté de cautionner une opération militaire, de surcroît lancée avec l'appui de l'Ouganda et du Rwanda, malgré les démentis formels de Kampala et de Kigali.

« Nous voulons sincèrement construire la démocratie au Congo,

de la rébellion ». Le mouvement est aujourd'hui présidé par un quasi-inconnu, Ernest Wamba dia Wamba. Pourtant, M. Z'Ahidi Ngoma paraît demeurer le leader au sein de la branche politique de la rébellion.

« Nous avons voulu rompre avec la méthode Kabila, ne pas avoir de chef de guerre. Le titre de « chef de la rébellion » ne me convenait pas, car il rappelle trop de mauvais souvenirs dans ce pays », explique M. Z'Ahidi Ngoma. Nous avons donc formé une direction collégiale provisoire, et non pas une structure gouvernementale qui aurait exclu les démocrates congolais qui n'ont pas pu encore se joindre à nous. Ici, tout le monde est bienvenu. Chaque jour, des amis arrivent à Go-

success militaire escompté. Dans une déclaration officielle publiée le 12 août, ils n'ont pas mâché leurs mots envers le président Kabila et son bilan après un an et demi à la tête du pays. « Corruptif, népotisme, clientélisme, arbitraire, effondrement de l'économie, paupérisation continue de la population, pillage des fonds publics, incapacité du pouvoir à établir la paix, la sécurité, l'unité, volonté manifeste de diviser l'armée nationale, retour en force de la répression, des massacres collectifs, des assassinats et emprisonnements politiques, incitation à la violence, à la haine et à la manipulation des sentiments ethniques... »

ENTHOUSIASME

Il est encore trop tôt pour savoir lequel de ces hommes de Goma prendrait le pas sur les autres après une entrée dans Kinshasa. Des observateurs soulignent les liens très étroits qui existent entre Bizima Karaba et le pouvoir de Kigali, tandis que d'autres certifient qu'Arthur Z'Ahidi Ngoma a été intronisé « chef de la rébellion » par le président ougandais Yoweri Museveni, le « parrain » de l'Afrique des Grands Lacs. On surveillera avec attention l'évolution des relations entre ces deux hommes. Tandis que le premier a participé à la précédente rébellion, celle menée par Laurent-Désiré Kabila, et a notamment couvert les massacres de réfugiés hutus qui avaient accompagné la conquête de l'ex-Zaire, le second a toujours dénoncé les crimes commis à cette époque par les rebelles et leurs alliés rwandais.

A Goma, ce genre de questions ne semble pas être d'actualité. Arthur Z'Ahidi Ngoma balaise l'éventualité d'une mainmise de l'Ouganda et du Rwanda sur l'ex-Zaire en certifiant que « les Congolais seront absolument libres de définir leur marche vers la démocratie, et n'abandonneront leur victoire à la domination d'aucun pays, quel qu'il soit ».

La rébellion vit dans l'enthousiasme de la conquête et l'incertitude du lendemain. Les clés de l'avenir immédiat ne sont, de toute façon, pas encore entre les mains de ces politiciens réfléchissant tranquillement aux prochaines années congolaises, mais entre celles d'une poignée d'officiers qui mènent la danse. Les commandants Jean-Pierre Ondekane, Bob Ngyo, Sylvain Mbudi, et quelques autres, sont les maîtres du Kivu et étendent leur influence sur le pays.

Rémy Ourdan

Les évacuations d'étrangers ont repris

Les autorités congolaises ont ouvert, lundi 17 août, le port fluvial de Kinshasa, le « Beach », permettant ainsi à plusieurs centaines d'étrangers de quitter la capitale, désormais privée d'électricité. Il s'agissait essentiellement d'Africains, de Chinois et de Turcs, qui ont pu embarquer sur des barges à destination de Brazzaville, sur l'autre rive du fleuve Congo. Le groupe comprenait également douze Français qui ont été transférés vers Libreville par les éléments de l'armée française stationnés à Brazzaville. D'autre part, un vol régulier de la compagnie nationale camerounaise a pu quitter l'aéroport de N'Djili et la Belgique a annoncé qu'elle négociait avec Kinshasa l'envoi d'un Airbus qui pourrait ainsi parachèver l'évacuation des ressortissants étrangers. « Il semble que, pour l'instant, nous soyons le seul pays [occidental] capable de se poser à Kinshasa », a déclaré un porte-parole du ministère belge des affaires étrangères. - (AFP Reuters.)

affirme M. Z'Ahidi Ngoma. Après les trente-deux années de dictature de Mobutu, le pays a été frustré de sa « libération ». Nous voulons marquer notre différence. Nous respectons les droits de l'homme. Nos soldats ne se livrent à aucun pillage. Lorsque nous arriverons à Kinshasa, il n'y aura aucune exclusion. Nous voulons rassembler, reconstruire l'unité nationale congolaise, et démocratiser la vie politique. »

DIRECTION INSTABLE

Le rebelle affirme qu'il a déjà noué des contacts avec « toutes les forces démocratiques du pays », y compris « ceux qui sont bloqués à Kinshasa ou exilés à l'étranger », afin de préparer la période de transition qui suivrait l'éventuel départ de Laurent-Désiré Kabila du pouvoir.

La direction politique de la rébellion reste toutefois instable. Lorsque le RCD a annoncé dimanche la constitution d'un comité directeur, la surprise est venue du fait qu'Arthur Z'Ahidi Ngoma ne figurait pas dans l'organigramme. Certains ont cru y voir une mise à l'écart du « chef

ma. Ensemble, nous préparons les règles du jeu de la transition entre la dictature de Kabila et la démocratie ».

La rébellion semble, en dépit de sa fragilité, de moins en moins isolée. Tandis que l'opposant devise ainsi dans le jardin de la villa, un conseiller vient lui annoncer l'arrivée imminente et discrète d'envoyés de plusieurs pays africains. Arthur Z'Ahidi Ngoma se dit « encouragé ». « Nous ne sommes pas seuls », affirme-t-il. Pourtant, il faut être courageux pour soutenir une rébellion. Or des voix nous soutiennent, en Afrique et en Occident. » Réagissant aux informations du Canard enchaîné sur les contacts qu'il aurait eus en France, notamment avec l'Élysée, dans le cadre de la préparation du soulèvement, il souligne en souriant qu'« un homme politique doit avoir des contacts ». Avant d'ajouter, plus explicite : « La France est un pays qui a compris le sens de l'action que nous menons ».

Les chefs politiques sont en train de constituer un programme en prévision de l'après-guerre, de l'après-

fois, lundi 17 août, les autorités de Kinshasa ont reconnu que la rébellion contrôlait le barrage d'Inga et qu'elle était à l'origine de la coupure d'électricité. Par la même occasion, la ville se trouve également sans eau courante.

Dans une déclaration diffusée au journal de 20 heures, le ministre de l'Information, Didier Muniengi, a dénoncé « un acte odieux contre la population civile, caractéristique de la politique génocidaire des Tutsis rwandais », les anciens alliés de Laurent-Désiré Kabila accusés d'être à l'origine de la rébellion. Refusant de reconnaître l'avance des insurgés, le gouvernement avait qualifié la première coupure d'électricité à Kinshasa d'« incident technique ». Lundi encore, dans les couloirs du ministère de l'Information, un fonctionnaire parlait de la nouvelle coupure comme d'une simple

panne. Ignorant que son patron allait reconnaître la responsabilité des rebelles, ce subordonné zélé évoquait « un message diffusé par les médias internationaux au service de l'impérialisme ».

Jusqu'à présent, la population de Kinshasa elle-même ne semblait pas croire à l'approche des rebelles et continuait à mener une vie normale. Lundi après-midi, les rues étaient remplies d'une foule indolente qui ne manifestait pas le moindre signe de panique. Aucune présence militaire particulière n'est visible.

Au milieu des carrefours, les habitués policiers s'agitait pour tenter de réguler la circulation. Seule concession à l'état de guerre du pays, la présence de pierres et de bidons sur la ligne médiane du Boulevard du 30-Juin. « C'est pour éviter l'atterrissage d'avions ennemis sur l'avenue », affirme un chauffeur de taxi, sans avoir l'air vraiment convaincu.

RECUEILLEMENT

Une trentaine de kilomètres plus loin, à l'aéroport, les avions pourraient atterrir. Mais à de rares exceptions près, il n'y a plus de vols réguliers. « Avec Mzee Laurent-Désiré Kabila, l'espoir renaît », promet un panneau près de l'entrée. A l'intérieur, seuls quelques militaires se montrent. Parmi eux, des gamins âgés de quinze ou seize ans en uniforme dépareillé qui traînent leurs Kalachnikov comme un fardeau

Frédéric Chambon

Attentats antiaméricains : un suspect palestinien interrogé

NAIROBI. Le suspect arrêté à Karachi pour son implication présumée dans les attentats du 7 août contre les ambassades américaines de Nairobi et de Dar es-Salaam est un Palestinien et a nié « toute responsabilité », a annoncé, lundi 17 août, un communiqué de l'ambassade des États-Unis dans la capitale kényane. « Mohamad Sadiq Odeh n'a admis aucune responsabilité dans les attentats (...) et n'a impliqué personne d'autre dans ces événements », selon le texte publié conjointement avec le département kényan des enquêtes criminelles (CID). Les responsables de l'enquête sur cette affaire, le directeur adjoint du CID, Peter Mburu, et l'agent spécial des services de la sûreté américaine (FBI), Sheila Horan, ont indiqué que Odeh, également connu sous les noms de Abdel Baset Awad et Mohamad Sadiq Mowaida, avait été renvoyé au Kenya par les autorités pakistanaïses le 14 août. Il est toujours interrogé par des officiers du CID et du FBI. Des sources proches des services du renseignement à Karachi avaient indiqué que le Palestinien avait avoué être impliqué dans les attentats, précisant que les opérations avaient été financées par le Saoudien Oussama Ben Laden. - (AFP)

Les sociaux-démocrates suédois faisaient espionner les communistes pendant la guerre froide

STOCKHOLM. Pendant la guerre froide, le gouvernement social-démocrate suédois a ordonné que les communistes soient repérés et fichés par une organisation secrète militaire, a admis pour la première fois un haut responsable du parti au pouvoir. Il s'agissait de « vaincre la dictature communiste », a expliqué, lundi 17 août, Sten Andersson, secrétaire du parti entre 1963 et 1982, estimant qu'il n'y avait rien de honteux à cela. Les sociaux-démocrates avaient, jusqu'à lundi, nié toute implication du parti dans les opérations menées par l'IB (Informationsbureau). L'existence de ce groupe secret avait été révélée pour la première fois en 1973 par deux journalistes, ce qui leur avait valu d'être emprisonnés. L'IB aurait continué à fonctionner au moins jusqu'à la fin des années 70. Cet « aveu » social-démocrate intervient à un mois des législatives, alors que l'ex-Parti communiste est en progression dans les sondages, avec 11 % des intentions de vote. - (Corresp.)

Quatre-vingt-dix-neuf morts dans des combats en Colombie

BOGOTÁ. Des combats, qui ont opposé l'armée à la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, marxistes), dimanche 16 août dans le nord-ouest du pays, ont fait 99 morts (36 militaires et 63 guérilleros), a annoncé lundi le ministre de la Défense Rodrigo Lloreda. Dans la matinée de vendredi, un détachement de 180 soldats, qui patrouillait dans une région à la limite des départements d'Antioquia et de Chocó, avait été pris sous le feu de quelque 600 guérilleros. Le détachement militaire tentait d'établir le contact avec un groupe de soldats, portés disparus depuis une offensive de la guérilla du 1^{er} au 5 août, qui a fait 200 morts. Les FARC, en annonçant ces combats, avaient affirmé avoir tué 53 soldats. Elles n'avaient pas fait état de leurs propres pertes. - (AFP)

Les émissaires américains poursuivent leur médiation au Kosovo

PRISTINA. La diplomatie américaine s'efforçait, lundi 17 août, d'amener les autorités yougoslaves et les Kosovars de souche albanaise sur le chemin de la paix, au lendemain de la prise d'un des derniers bastions rebelles par les forces de sécurité serbes. Chris Hill, le médiateur américain au Kosovo, et Jim O'Brien, conseiller de la secrétaire d'État Madeleine Albright, se sont entretenus à Belgrade avec le vice-premier ministre yougoslave, Nikola Saljovic, et avec le président serbe Milan Milutinovic, a-t-on appris de source diplomatique. Après sa rencontre avec Hill, Milutinovic a affirmé, dans un communiqué cité par l'agence Tanjug, que le conflit au Kosovo ne pouvait être résolu que par des moyens politiques et que les négociations de paix devaient reprendre au plus vite. Les organisations humanitaires insistent pour leur part sur l'urgence de mettre fin aux combats avant l'arrivée de l'hiver, en rappelant que plus de deux cent mille personnes, soit 10 % de la population du Kosovo, ont dû abandonner leur foyer. - (Reuters.)

DÉPÊCHES

■ IRAK : Le Conseil de sécurité de l'ONU a réaffirmé, lundi 17 août, son « plein soutien » aux inspecteurs du désarmement de l'Irak dans l'accomplissement de leur mission suspendue par Bagdad, dans une lettre qu'il va adresser aux deux organismes de l'ONU chargés de cette tâche. Bagdad, selon son représentant à l'ONU Nizar Hamdoun, continuera de refuser sa coopération à la Commission d'experts chargés de surveiller son désarmement jusqu'à ce que ses préoccupations au sujet de cette Commission reçoivent une réponse. - (AFP)

■ NIGERIA : le général-président Abdulsalam a rendu une visite de condoléances, lundi 17 août, à Lagos, à la famille de l'ancien opposant Moshood Abiola, dans un geste de réconciliation entre la junte militaire et l'opposition. Abiola était considéré, dans le sud du Nigeria, comme le symbole de la lutte contre la domination militaire du Nord. - (AFP)

■ SIERRA LEONE : plus d'une centaine de civils enlevés par les rebelles se sont noyés dans une rivière du nord de la Sierra Leone, a rapporté, le lundi 17 août à Freetown, le quotidien Concord Times. Selon le journal, la noyade a eu lieu vendredi. Elle n'a pu être confirmée de source officielle. - (AFP)

La Corée du Nord pourrait relancer son programme nucléaire

WASHINGTON. Un site souterrain en construction en Corée du Nord semble devoir accueillir un nouveau programme nucléaire militaire, a affirmé, lundi 17 août, le New York Times, en citant des rapports des services de renseignement américains. Ces rapports ont « alarmé » le Pentagone et la Maison Blanche, dont les responsables craignent que la Corée du Nord renonce à l'accord de 1994 conclu avec les États-Unis sur le gel de son programme nucléaire en échange de la fourniture de deux réacteurs plus modernes et moins polluants. Des satellites espions américains ont photographié « un immense » chantier impliquant des milliers d'ouvriers et situé au nord-est de Yongbyon, où les Nord-Coréens avaient stocké assez de plutonium pour construire au moins six bombes nucléaires, ajoute le journal, toujours en citant des rapports du renseignement américain. - (AFP)

KINSHASA
de notre envoyé spécial
La nuit vient de tomber à Kinshasa. Les contours des bâtiments commencent à s'estomper pour

REPORTAGE
En ville, pas de signe de panique. Mais la crainte d'un assaut nourrit les inquiétudes

plonger, en quelques minutes, dans l'obscurité presque complète. Seuls quelques immeubles équipés d'un groupe électrogène demeurent éclairés dans le centre-ville. Privés d'électricité par les rebelles anti-Kabila, la capitale de la République démocratique du Congo (RDC) se retrouve dans le noir. Cela s'est déjà produit. Mais, pour la première

BAC + 2 (DEUG, BTS, DUT...) BAC + 3 (LETTRES, DROIT, ÉCO...)
INTÉGREZ UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE
CONCOURS D'ADMISSION EXTERNE
SESSION DE SEPTEMBRE
TITRE ISC HOMOLOGUÉ PAR L'ÉTAT
ÉCOLE RECONNUE PAR L'ÉTAT
Contactez Marion Maury : 8, rue de Lota - 75116 Paris
Tél. 01 56 26 26 26

مركز من راحل

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 19 AOÛT 1998

MOUVEMENT Les partis, associations et groupements de la gauche politique, syndicale et associative ne sont pas parvenus à profiter du creux de l'été pour organiser des actions

spectaculaires. Des divisions sont même apparues au sein du mouvement des sans-papiers et dans les associations de défense des chômeurs. ● LES EUROPÉENNES accentuent les

désaccords. Une partie des acteurs du mouvement social, notamment les libertaires, s'opposent à toute récupération par le PCF ou la LCR. Ils récusent l'idée défendue par Alain Krivine d'une liste commune avec LO.

● LE DÉSENCHEMENT des militants d'Act Up est sensible. Ils s'interrogent désormais sur la pertinence d'une intervention directe dans la

compétition électorale. Des jeunes radicaux des banlieues ont créé un mouvement qui, critiquant les associations antiracistes, refuse tout lien avec des responsables politiques.

La gauche critique ne parvient pas à faire front commun

La réussite du gouvernement de Lionel Jospin complique la tâche des mouvements politiques et associatifs qui l'avaient « mis sous surveillance ». L'Europe et le statut des couples, deux dossiers que le Parlement devra examiner à la rentrée, pourraient inciter à une nouvelle radicalisation

MAIS OÙ EST donc passée la gauche critique ? L'été 1998 est particulièrement calme pour le mouvement de la gauche « plurielle » et son premier ministre socialiste. Pas de mouvement des sans-papiers, alors qu'on fête, dimanche 23 août, le deuxième anniversaire de Saint-Bernard ; pas de levée de boucliers contre la privatisation de Thomson ; des fonctionnaires paisibles. A l'orée du mois de juillet, on se disait « très très inquiet », Rue de Solferino, de l'avènement d'une « gauche rouge » ; on s'inquiétait, place Beauvau, de l'incapacité du Parti communiste à relayer les aspirations radicales de militants déçus. Dans l'atmosphère politique générale, accentuée par la lésion du Mondial, la gauche de la gauche, qui, il y a un an, témoignait sa confiance à Lionel Jospin mais disait le placer sous haute surveillance, n'a pourtant guère fait entendre sa voix.

Le mouvement des sans-papiers a connu disputes et éparpillement (Le Monde daté 16-17 août). Loin de la Coordination nationale des sans-papiers, qui occupe le temple des Barigolles dans le 17^e arrondissement de Paris, au début de l'été, l'ex-leader de Saint-Bernard, Madjiguène Cissé, choisit de mener seule le combat face aux autorités catholiques parisiennes. « L'occupation de la noncature était aussi une réponse à ceux qui voulaient que nous soyons moins visibles, maintenant que leurs copains sont au pouvoir : le PS, le PC, les Verts, SOS-Racisme, et même la LCR », justifie dans Le Point (daté 15 août) la porte-parole du collec-

tif des occupants de Saint-Bernard. La veille de commémoration du deuxième anniversaire de l'évacuation de cette église, dimanche, pose des lors de délicats problèmes diplomatiques.

Les associations de défense des chômeurs, elles aussi, connaissent un certain malaise. Certes, elles ont gagné, en janvier, après le conflit de l'hiver, une reconnaissance politique nationale. Mais pour la majorité des nouveaux membres qui ont afflué vers elles, depuis le début de l'année, le quotidien reste toujours aussi difficile, et le retour à la discrétion difficile à vivre. Au mois de juin, les assises d'AC ! (Agir ensemble contre le chômage) ont exposé au grand jour des dissensions internes. Les militants se sont vivement opposés sur la question de la revendication d'un revenu minimum dès l'âge de dix-huit ans, combattue par les anciens d'AC !, mais exigée par son aile radicale.

Partageant le sentiment de n'avoir rien gagné ni obtenu, un certain nombre de sans-emploi

ont aussi étalé rancœur et critiques sur le « vedettariat » des porte-parole du mouvement. N'ayant pas réussi à se mettre d'accord sur le nom d'un chômeur aux côtés des deux permanents syndicaux que sont Claire Villiers (CFDT-ANPE) et de Christophe Aguiton (SUD-PTT), AC ! ne se retrouve plus représentée que par des animateurs démissionnaires. L'autonomie gagne du terrain au sein du mouvement des chômeurs, des tensions apparaissant entre des associations qui ont émergé à la faveur de la dernière mobilisation (AC !, MNCR, APEIS, CGT-Chômeurs) et des structures locales. Les marches contre le chômage, organisées en mai par la CGT, avaient ainsi un usage essentiellement interne, afin de canaliser des nouveaux entrants désireux de créer localement leur comité de privé d'emploi.

La ratification du traité d'Amsterdam par le Parlement, siôt voté la réforme de la Constitution, puis, en juin, les élections européennes, vont aussi obliger chacun

à se mettre à nu : la réforme du mode de scrutin, qui, dans l'esprit de Lionel Jospin, devait inciter la gauche plurielle à des listes communes régionales, a en effet été abandonnée le 1^{er} juillet. Comme lors des élections législatives de 1997, puis des élections régionales de mars, la gauche critique, aussi bien associative, politique que syndicale, est à nouveau, avant le scrutin européen, soumise à la tentation du politique. Et se divise.

« DÉLIRE MÉDIATIQUE » Le 3 août, dans Libération, plusieurs militants associatifs, syndicalistes, intellectuels, se réclamant du mouvement social de décembre 1995, de la lutte des sans-papiers, du mouvement des chômeurs, puis de celui des instituteurs de Seine-Saint-Denis se prononcent « pour l'autonomie du mouvement social ».

Les signataires – les principaux responsables de Droits devant !, une partie des SUD, mais ni le DAL (Droit au logement) ni les dirigeants de SUD comme Annick Coupé, Christophe Aguiton ou Pierre Khalil – se retrouvent autour du « désir de participer à un projet de transformation sociale, sans lequel il n'y aura pas d'alternative possible au libéralisme économique », mais expliquent que la contrepartie, c'est la non-instrumentalisation des mouvements qui le portent.

« Nous ne voulons pas être instrumentalisés », explique Pierre Connessen, de Droits devant ! et SUD-aérien, à l'origine du texte,

« Nous voulons riposter au délire médiatique autour de la gauche rouge ». Derrière le vocabulaire volontiers abscons de la pétition, l'idée est claire : les signataires – pour la plupart issus du monde libertaire – veulent porter un coup d'arrêt à toute tentative de récupération par le Parti communiste, et surtout par la LCR, qui, derrière Alain Krivine, s'efforce de

dieu, vont en effet placer le sociologue au centre des débats, à la veille des prochaines élections.

Le pacte civil de solidarité (PACS), qui sera examiné le 23 septembre par la commission des lois de l'Assemblée nationale et débattu en séance publique à partir du 9 octobre, sera une nouvelle épreuve pour la gauche « plurielle ». Sur tous les débats de so-

« Politique sexuelle et mouvement social »

Tandis que, à l'extrême droite, l'association Avenir de la culture et les catholiques traditionalistes ont fait parvenir, durant l'été, des milliers de lettres à Matignon pour dénoncer le projet du pacte civil de solidarité (PACS), qui, selon eux, tend à légaliser « un mariage homo », la gauche de la gauche a aussi commencé ses débats et son lobbying, avant la discussion en séance plénière à l'Assemblée nationale, le 9 octobre. Les associations féministes, qui se souviennent du succès de leur manifestation, en novembre 1995, et des Assises pour les droits des femmes, en mars 1997, cherchent un second souffle dans ce débat de société. Le 13 juin, le journaliste et écrivain Didier Erbon, qui déplore qu'Isabelle Théry, dans son rapport remis à Elisabeth Guigou, ministre de la Justice, ne reconnaisse aux homosexuels que le droit au concubinage, organisait, à l'École normale supérieure, un colloque intitulé : « Politique sexuelle et mouvement social », auquel participait le sociologue Pierre Bourdieu.

constituer une liste située à gauche de la gauche « plurielle », avec Lutte ouvrière. Pas question non plus de laisser à Pierre Bourdieu le monopole du discours d'une « gauche de gauche ». Volens nolens, la parution de La Domination masculine, le dernier ouvrage du sociologue, le 26 août, au Seuil, et, le même jour, chez Grasset, du Savant et la politique, un essai de Jeanne Verdès-Leroux très critique pour les thèses de M. Bour-

dié, comme la légalisation des drogues, elle demeure en effet très divisée. Beaucoup, au sein de la majorité gouvernementale, ont déjà témoigné de leurs états d'âme. Tandis que, dans la rue, les colloques ou leurs revues, une partie de la gauche critique a, aussi, commencé à afficher des revendications radicales.

Alain Beuve-Méry et Ariane Chemin

Le Mouvement de l'immigration et des banlieues radicalise le combat contre les lois « Debré-Chevènement »

DANS les manifestations de soutien aux sans-papiers, leurs cortèges étaient sacrés cette année. A plusieurs reprises au printemps, les actions du Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB) ont été remarquées. Le 26 juin, à Lyon, deux de ses membres débarquent en plein meeting contre la double peine sans y être invités : furieux, ils dénoncent les associations présentes – Jeunes arabes de Lyon et banlieues (JALB), MRAP ou Gisti (Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés) –, leurs rapports ambigus avec les institutions et leur manque de radicalité. « Nous avions l'impression d'être jugés : ils étaient "purs", nous étions les salauds », raconte un participant. Quatre jours plus tard, treize femmes, envahissent le plateau de l'émission « Le club du Mondial » de Gérard Holtz sur France 3 pour dénoncer « un carton rouge à M. Jospin » et la « Coupe du monde du plus grand expulseur à M. Chevènement » (Le Monde du 2 juillet). Toutes portent un même T-shirt noir marqué « justice en banlieue ».

Ce mouvement revendique cette culture spontanée. A son origine, on trouve plusieurs associations : le Mouvement des travailleurs arabes (MTA) des années 70, puis Résistance des banlieues, née en 1989,

ou encore le Comité national contre la double peine, créé en 1990, pour protéger les personnes issues de l'immigration et frappées d'avis d'expulsion après avoir purgé des peines de prison.

Certains, à gauche, s'inquiètent de ce mouvement qui a tendance à se replier sur le communautarisme

Selon Saadia Sahadi, sociologue, ancienne candidate (Verts) et militante de l'Association des jeunes de Sartrouville (Yvelines), proche du MIB, « la double peine est la pierre angulaire d'un appel de fond, le problème qui illustre le mieux le mépris des générations issues de l'immigration ». Au début des années 80, plusieurs collectifs se créent contre la double peine, tandis que la Marche pour l'égalité et contre le racisme (marche des beurs) en décembre 1983 favorise une prise de conscience collective.

Le Mouvement ne naît officiellement qu'en 1995. « Après l'espoir né

en 1981, la réalité des quartiers demeure, les comportements de la police et notamment la montée du Front national dans les commissariats restent inadmissibles. On voit bien que rien n'a changé », explique Tarek Kawtar, qui tient une permanence juridique au MIB. Le mouvement n'a aucun statut juridique, aucune hiérarchie. Il a toutefois reçu, en 1997, 250 000 francs du Fonds d'action sociale (FAS).

Installés rue de Montreuil à Paris, dans la Maison de l'immigration, les bénévoles du MIB reçoivent ceux qui viennent chercher un soutien juridique. Les militants manifestent dans les cités, tiennent des réunions publiques d'information tant sur des problèmes d'expulsion, mais aussi sur la question palestinienne, qui les passionne. Le MIB batteille pour une responsabilisation des habitants des cités, un égal accès aux services publics. « On se situe au-delà de la vitrine. On n'est pas là pour vendre du spectacle mais pour travailler au ras des pâquerettes », dans l'ombre », affirme M. Kawtar.

Le MIB aime les actions directes, se veut pur et dur, et se montre volontiers provocateur. « Assez de l'antiracisme folklorique et bon enfant dans l'euphorie des jours de fête », prévient l'introduction du CD « 11 minutes 30 contre les lois racistes », enregistré en 1997 par une vingtaine de rappers français (Jam, Assassin, Stomy Bugsy...) pour financer ce mouvement.

Certains, à gauche, s'inquiètent de ce mouvement de banlieue qui a tendance à se replier sur le communautarisme, qui qualifie les méthodes employées par le ministre de l'Intérieur de « sécuritaires et nationalistes ». Les Républiques de Jean-Louis Debré et Jean-Pierre Chevènement sont deux sœurs jumelles qui se crachent à la figure sur le dos des étrangers, de leurs familles et des populations de banlieue », écrit-il dans ses tracts et communiqués.

Caroline Pollet.

Le dilemme d'Act Up, désenchantée et courtisée

L'association de lutte contre le sida souffre d'une « absence de désir politique »

ELLE AURA dix ans en juillet 1999, à la prochaine Gay pride. Pour une association, une telle maturité oblige à quelques introspections. Le mardi soir, à l'école des Beaux-Arts, rue Bonaparte, où une centaine de militants d'Act Up-Paris ont pris l'habitude de se réunir, aucune question n'est taboue. Y compris celle « lassitude » qui, selon le président de l'association, Philippe Mangeot, trente-trois ans, pèse en ce moment sur les épaules des militants.

Act Up-Paris traverse une « crise ». Comme chaque année. Cette fois, pourtant, elle apparaît plus aiguë. Pour l'ensemble des organisations de lutte contre le sida, le contexte est difficile : le grand public et les donateurs ont de plus en plus de mal à suivre les progrès de la médecine. La crise de financement se double d'une crise de recrutement. Mais le mal le plus insidieux, le plus nouveau, c'est peut-être ce que Philippe Mangeot appelle « l'absence de désir politique ».

« Nous sommes la gauche », dit-il, « les malades du sida sont confrontés à des situations lourdes : maladie, chômage, prison, explique-t-il. Forcément, chez nous, la question du politique se pose de manière plus cruciale ». Act Up-Paris, c'est vrai, en politique, a passé son temps à inventer. D'abord, avec ses actions spectaculaires : elle importe les méthodes américaines d'Act Up, créée à New York en 1987. On prône l'« activisme » et « l'utilisation des médias », on pense que « ce n'est pas parce qu'on est quinze ou vingt qu'on doit se taire », on revendique le « droit de pouvoir faire beaucoup de bruit avec peu de monde ». Défilés noirs ponctués de sifflets, die in sur la chaussée, prise d'assaut de l'OMS (Organisation mondiale de la santé) à Genève, interruption de la messe de la Toussaint à Notre-Dame de Paris attirent toujours photographes et caméramen. Qui pourrait se douter qu'Act Up-Paris – un petit poucet face à Aides ou à Arcat (Association de recherche, de communication et d'action pour le traitement du sida) – compte moins de 200 membres ? Efficaces, son « agit-

prop » et son lobbying auprès des députés (par exemple, pour obtenir que les personnes étrangères atteintes de pathologies graves soient inexpulsables) font tout naturellement école, auprès d'Agir ensemble contre le chômage (AC !), ou de Droits au logement (DAL), en passant par les commandos anti-avortement.

Derrière Act Up, une certaine gauche, lasse des partis et des chapelles, se découvre aussi brusquement... laïque. Après le scandale du sang contaminé, cette « association politique de lutte contre le sida » développe l'idée « qu'on doit pouvoir développer un diagnostic à la première personne », que les malades doivent « être reconnus comme des experts de la maladie ». De même, expliquent-ils, les sans-papiers doivent « sortir de l'interdit et de la répression », les chômeurs, de l'aliénation et du fatalisme.

« NOUS SOMMES LA GAUCHE »

« Nous sommes la gauche », dit-il, « les malades du sida sont confrontés à des situations lourdes : maladie, chômage, prison, explique-t-il. Forcément, chez nous, la question du politique se pose de manière plus cruciale ».

Moins d'un an plus tard, « à la faveur des élections régionales, Act Up s'est posé la question de savoir si on devait passer à un engagement politique, raconte Philippe Mangeot. On a reculé, mais la question reste ouverte ; elle travaille Act Up ». Certains, comme lui, jugent qu'on ne « peut pas continuer à dire qu'on a besoin de représentants et de relais sans rien essayer ». D'autres conti-

nuent de penser que tout engagement politique serait une mauvaise farce, « un coup d'épée dans l'eau ». Le débat risque de resurgir de manière d'autant plus vive que, à la veille des élections européennes, les dirigeants d'Act Up sont soumis aux « invitations réitérées de Pierre Bourdieu à devenir une avant-garde politique ». Dans un entretien à l'hebdomadaire Télérama (daté du 12 août), le sociologue loue de nouveau le caractère « prodigieusement inventif » d'Act Up, vante le vaste « capital culturel » de ses leaders, et l'invite à dépasser la Gay pride pour aider un mouvement social qui « sait organiser les manifestations, les slogans, les chorégraphies, les rituels », mais qui demeure, hélas « peu créatif ». Jamais, devant Act Up, les sirènes n'auront chanté hymnes plus ensorcelants...

Ar. Ch.

Les dépenses d'assurance-maladie se sont stabilisées en juin

LES DÉPENSES d'assurance-maladie, tous secteurs confondus, sont restées stables en juin, après une forte hausse en mai. Elles ont même enregistré un recul de 0,2 % pour les soins de ville (hors hôpitaux), a annoncé la Caisse nationale d'assurance-maladie (Cnam), lundi 17 août. Cependant, la Cnam remarque que « l'ensemble du premier semestre reste sur des rythmes de progression sans rapport avec l'évolution des besoins de santé (+ 3,9 % tous secteurs confondus et + 6,3 % pour les dépenses hors hôpitaux) ». L'objectif initial de dépenses pour les soins de ville et les hôpitaux était fixé, pour l'ensemble des régimes, à 2,2 % sur l'année. Le ministère de la solidarité évoque un « infléchissement de tendance satisfaisant, qui reste toutefois à confirmer ».

Osez une grande Ecole Parisienne !

ESG

Ecole Reconnue par l'Etat
Diplôme validé par le ministère de l'Education Nationale

Des carrières au plus haut niveau en :

- Marketing
- Finances
- Commerce International
- Expertise Comptable

Filières pour les étudiants en :

- Droit
- Gestion
- Lettres
- Sciences

Ecole Supérieure de Gestion
25, rue Saint-Ambroise - 75011 PARIS
Tél. 01 53 35 44 00
Fax 01 43 55 73 74
Internet : <http://www.esg.fr>

ACCIDENTS Selon une totalisation des services départementaux de l'Office national de la chasse (ONC), 224 personnes ont été victimes d'accidents de chasse par armes au cours

de la saison allant de juillet 1997 à février 1998 ; 45 de ces accidents furent mortels et 104 graves. **● CES CHIFFRES, les plus élevés depuis vingt ans, ne mettent pas seulement en va-**

leur l'amélioration du décompte statistique. Ils soulignent « une récente recrudescence » du nombre d'accidents qualifiée de « fort préoccupante » par l'ONC. **● UNE EN-**

QUÊTE nationale de l'ONC montre que les victimes sont pour la plupart (91 %) des chasseurs ; les accidents mortels ont lieu majoritairement au sud de la Loire **● DANS LE VAR, où**

l'ouverture de la chasse au sanglier a été avancée en raison des dégâts subis par les cultures, les participants aux battues s'efforcent de respecter les consignes de sécurité.

Lors de la saison 1997-1998, la chasse a fait 224 victimes dont 45 morts

Une totalisation de l'Office national de la chasse, réalisée pour la première fois, met en valeur un nombre de victimes bien plus important que les années précédentes, même si ce bilan doit être relativisé par le nombre de pratiquants (1,5 million)

LIÈVRES et tourterelles ne sont pas les seuls à faire les frais de la passion cynégétique des Français. Au cours de la dernière saison de chasse, de juillet 1997 à février 1998, 224 personnes ont été victimes d'accidents de chasse par armes, dont 45 furent mortels et 104 graves.

Les décès dus à la chasse n'avaient pas atteint la trentaine durant la saison précédente. Au cours de l'année civile 1995, on n'en avait déploré que onze. Le bilan de cette saison est le plus lourd depuis vingt ans.

Relativisant immédiatement la portée de ces chiffres, l'Office national de la chasse (ONC) rappelle que 1,5 million de Français s'adonnent à ce « sport », bien moins périlleux que la plaisance ou la montagne, et explique par ailleurs que, pour la première fois cette année, ce sont ses propres services départementaux qui ont comptabilisé les victimes.

Les statistiques établies jusqu'à par la seule gendarmerie étaient incomplètes. Résultat : « Le nombre global d'accidents est plus élevé que ce que l'on avait tendance à croire jusqu'alors », lit-on dans le bulletin mensuel de l'ONC.

Au-delà des simples progrès effectués dans la constatation du phénomène, l'ONC admet une « récente recrudescence des accidents », qualifiant la situation de « fort préoccupante », ce qui l'a d'ailleurs poussé à mener cette

saison une première enquête nationale sur les accidents de chasse par armes. Selon cette dernière, les victimes sont essentiellement des chasseurs (91 %), majoritairement postés (62 %). Quarante des deux cent vingt-quatre accidents analysés concernaient des chasseurs s'étant blessés eux-mêmes, dont huit mortellement.

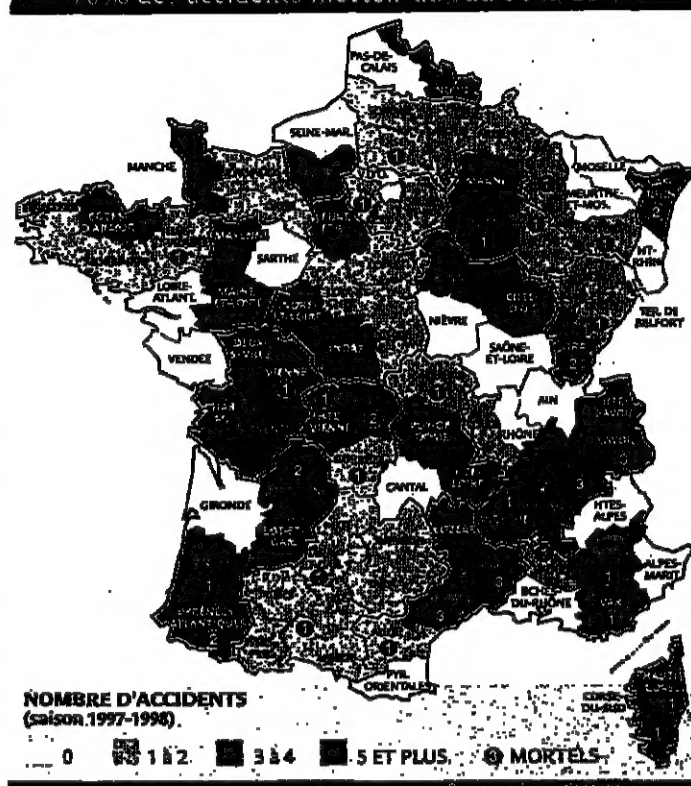
RAMASSEURS DE CHAMPIGNONS

Parmi les victimes non chasseurs (20 cas), onze personnes étaient tout de même des accompagnateurs de chasseurs, tiennent à souligner les responsables de l'ONC. Ce sont donc neuf promeneurs, ramasseurs de champignons ou cyclistes, totalement étrangers au monde de la chasse, qui ont été blessés ou tués. Parmi ces vingt victimes « extérieures », deux sont décédées.

Les accidents sont plus graves au sud de la Loire, où l'on enregistre près de 70 % des accidents mortels. La majorité (58 %) des accidents a lieu au cours de la matinée, plus précisément vers 10 et 11 heures.

Défendant bec et ongles l'image des chasseurs, l'ONC tient à préciser que « la pause conviviale du midi ne semble pas avoir d'influence majeure sur les accidents consignés ». Une grande partie des accidents a cependant lieu aux alentours de 15-16 heures.

70 % des accidents mortels au sud de la Loire



A 30 %, la distance entre le chasseur et sa cible involontaire était inférieure à 10 mètres. Les tirs ayant provoqué un accident mortel étaient directs dans 60 % des cas. La part des accidents mortels dus à des ricochets n'est que de 14 %.

C'est aux deux tiers lors de chasses au grand gibier que surviennent les accidents. Cette pratique, il est vrai, se développe

massivement puisque le grand gibier, le sanglier surtout, prolifère tandis que lièvres et perdrix se font plus rares. L'utilisation de fusils à canon lisse pour ce type de chasse, le tir à balles et non à plombs, le fait de tirer à l'horizontale et non en l'air, comme pour les oiseaux, accroissent la dangerosité de cette pratique, surtout lorsqu'elle s'exerce sur le mode de la battue - qui concentre 64 % des accidents mortels.

CHASSE AU GROS GIBIER

Le manque de discipline des chasseurs qui bougent de leur poste avant le signal sonore de fin de battue est alors souvent en cause.

A l'Union nationale des fédérations départementales des chasseurs (UNFDC) on admet d'ailleurs que « les gens ne sont pas éduqués pour la chasse au gros gibier, très en vogue actuellement ». La formation pratique dispensée pour l'obtention du permis de chasse ne met pas suffisamment l'accent sur ce type de chasse. S'il existe une formation spécifique, le brevet de chasse au grand gibier, elle n'est pas obligatoire.

« Les chasseurs sont conscients de cette évolution des accidents », note Christine Mignon, de l'UNFDC, mais il n'est pas évident de changer les états d'esprit du jour au lendemain, surtout chez les plus âgés d'entre eux... » Près de la moitié des auteurs d'accidents

ont plus de cinquante ans. L'Union s'est dotée de cassettes vidéo sur la sécurité, que les président des sociétés de chasse sont censés utiliser avant chaque battue. Des casquettes et brassards fluorescents ont été confectionnés et le Petit Livre vert du chasseur, remis chaque début de saison avec le permis, est cette année également consacré à la sécurité. En guise de prologue, il est indiqué que « la chasse est un loisir qui se pratique le plus souvent avec une arme à feu » et que « le chasseur a donc une responsabilité très grande en matière de sécurité ».

Suivent des consignes élémentaires : « Ne jamais tirer au travers des haies ou des buissons » ; « Identifier formellement l'animal avant de tirer » ; « Ne jamais tirer les oiseaux volant à hauteur d'homme, attendre qu'ils prennent de l'altitude » ; « Dans la manipulation de son arme, le chasseur doit veiller à ne jamais orienter les canons vers une autre personne ou une habitation ».

AMBIANCE GUERRIÈRE

Se réjouissant qu'une enquête sérieuse ait enfin été menée sur les accidents, le Rassemblement des opposants à la chasse (ROC) salue l'honnêteté intellectuelle de l'ONC, qui, auparavant, « ne cessait de se glorifier d'avoir fait tomber le chiffre d'accidents mortels ». « Quand la gendarmerie indiquait vingt morts, nous savions, nous, grâce à nos adhérents qui découpaient les journaux, que c'était le double ! », s'empare Nelly Boutinot, secrétaire générale de l'association, pour laquelle l'épreuve pratique de manquement des armes, actuellement non sanctionnée, devrait être prise en compte dans l'examen du permis de chasse.

Pourquoi ne pas instaurer des tests d'alcoolémie puisque les repas de chasse peuvent être très arrosés ? « Les automobilistes, dit-elle, y sont soumis alors que les fusils sont toujours destinés à tuer, pas les voitures. » Et de souligner que, si le nombre d'accidents n'est pas encore plus élevé, c'est uniquement parce que les Français se « censurent » : « On reçoit énormément de témoignages de randonneurs, promeneurs, cueilleurs de champignons, qui renoncant à leur promenade dès l'ouverture de la chasse, par peur, et parce qu'il est de toutes façons désagréable de se balader dans cette ambiance guerrière. En fait, on assiste à une confiscation de l'espace par les chasseurs. »

Dans une battue varoise, l'indispensable respect des consignes de sécurité

TOULON

de notre correspondant

Disco s'impatiente. Normal... C'est sa première battue. Il n'est que 5 h 30 et les 23 chasseurs qui y participent sont déjà réunis sur la petite place de Saint-Anne-d'Evenos (Var), dimanche 16 août, pour

REPORTAGE

Soudain, un coup de feu claque, au loin la bête hurle et chute lourdement

une ouverture de la chasse au sanglier anticipée dans le département en raison des dégâts que la prolifération des bêtes fait subir aux cultures.

Une dernière fois, Alain Hermitte, le chef de battue, rappelle à ses hommes les consignes de sécurité essentielles, les mêmes que la veille lors de la visite sur le terrain et du « tracé » des sangliers dont on a repéré les passages. « Ne tirer qu'après l'identification certaine de l'animal, se placer ventre au bois, faire connaître son poste par rapport aux autres tireurs et ne

charger son fusil qu'une fois arrivé à son poste. Enfin, ne jamais se déplacer au cours d'une battue. C'est important », précise-t-il en énumérant les lieux occupés par chaque « posteur », ces chasseurs à l'affût dont le rôle est de suivre à l'oreille les chiens dans leurs déplacements avant de voir la bête, de charger leur arme et de tirer. Ces vigies partent en avant rejoindre chacun leur « pas ». Les rabatteurs ne tardent pas à suivre.

Il fait encore nuit quand la meute brouillonne des chiens s'élance à l'assaut de la barre rocheuse du Cimel, au-delà des vignes que les cochons menacent dès que se forment les grappes d'un futur vin de Bando. Les chasseurs, pressés par leurs chiens, déboulent des sentes étroites encombrées de souches d'arborescences, de cistes desséchées et de romarins dont l'odeur couvre celle d'une poussière âcre.

Avec une parfaite connaissance des plus discrets chemins ou raidillons dans lesquels cette « menée » d'hommes et ces chiens s'engouffrent, disparaissent, resurgissent, avec la précision d'une boussole, pour « bourrer » le sanglier, le poursuivre jusqu'à l'épuisement.

Soudain, dans la touffeur végétale, un

coup de feu claque, au loin la bête hurle et chute lourdement, atteinte à la tempe. Un posteur a tiré du haut d'un arbre depuis lequel il a suivi l'évolution du sanglier... « Jusqu'au moment où il était visible, loin des chiens et dans ma ligne de mire. J'ai dans les mains une arme très dangereuse qui peut tuer à plusieurs dizaines de mètres. Nous savons toujours, entre chasseurs, où nous sommes les uns par rapport aux autres. Nous nous signalons par des cris, par les sonnettes des chiens et nous ne tirons que lorsque nous sommes certains qu'il s'agit d'un cochon et qu'il est vraiment seul, isolé. »

RÈGLES ÉLÉMENTAIRES

Comment, avec autant de précautions, peut-il y avoir des accidents ? « Par négligence ou par non-respect des règles élémentaires », insiste Alain Hermitte, qui s'enorgueillit de trente ans de chasse au sanglier sans le moindre accident. Mon fusil n'est jamais chargé avant que je ne voie la bête. J'ai dans les mains une arme très dangereuse qui peut tuer à plusieurs dizaines de mètres. Nous savons toujours, entre chasseurs, où nous sommes les uns par rapport aux autres. Nous nous signalons par des cris, par les sonnettes des chiens et nous ne tirons que lorsque nous sommes certains qu'il s'agit d'un cochon et qu'il est vraiment seul, isolé. »

Soudain, une bête ronfle dans les taillis voisins. Les hommes se taisent, les cloches

des chiens sont étouffées, le soleil qui grimpe sous la brume de chaleur paraît encore plus lourd. Et bientôt un cabot replet sort des buissons. Déception. Les fusils n'ont pas quitté la bandoulière. Les hommes repartent et Disco s'éloigne, jappe, change soudain d'aboiement. « Il a sans doute bourré une bête... » Quelques secondes s'écoulent. Un nouveau coup de feu claque. A quinze mois, et pour sa première battue, Disco est fier, il a débrouillé un sanglier. Il est à peine 10 heures. Les chiens sont fatigués, les hommes aussi. Cinq coups de feu ont été tirés et quatre sangliers seront ramenés dans la plaine.

« Lève ! » Le cri du chef de battue est relayé en écho par les posteurs. La battue est terminée. Les promeneurs peuvent reprendre le chemin du bois. « Nous ne sommes pas hostiles à leur présence. Mais, quand il y a une battue, nous les prévenons des risques. Il faut comprendre qu'en payant un permis et une carte de chasse nous avons tout de même une priorité sur eux qui ont accès gratuitement à la nature ou aux champignons... », lance Alain Hermitte en s'épongeant le front.

José Lenzini

Pascale Krémer

Une enquête médicale confirme les effets néfastes de la précarité de l'emploi sur la santé

LES THÉORICIENS de la souffrance au travail voient peu à peu leurs hypothèses confirmées par l'épidémiologie. Les premiers résultats d'une enquête intitulée « Précarité-santé-travail (Prest) », commandée en 1996 par la Direction des relations du travail, en vue de la préparation de la loi de lutte contre les exclusions et partiellement rendue publique lors des 25^{es} Journées de médecine de travail, le 24 juin à Strasbourg, attestent d'une dynamique inquiétante : les formes de travail dit « précaire » (contrat à durée déterminée, intérim) s'accompagnent d'une plus grande vulnérabilité sur le plan physique et psychique.

Cent quatre-vingts médecins du travail de la région Centre ont participé à l'étude, coordonnée par l'inspection régionale du travail et placée sous la responsabilité scientifique des docteurs Gérard Lasfargues (Institut de médecine du travail du Val-de-Loire, CHU Bretonneau, Tours) et Ghislaine Doinot-Shaw (Laboratoire tech-

niques, territoires et sociétés, CNRS-Ecole nationale des ponts et chaussées, Marne-la-Vallée). Des questionnaires et autoquestionnaires ont été distribués entre avril et mai 1996 par les praticiens lors de leurs visites d'embauche, sur la base de l'échelle du « Nottingham Health Profile », mise au point par les comportementalistes anglosaxons à la fin des années 80 pour évaluer la perception de la santé autour de six paramètres : énergie ou tonus, mobilité physique, douleurs, sommeil, réactions émotionnelles, isolement social. 1 452 dossiers représentant 2 214 salariés ont pu être exploités.

TEMPS PARTIEL IMPOSÉ

Dans la lignée des premières enquêtes épidémiologiques menées par des médecins du travail d'EDF chez les intermittents du nucléaire et des récents travaux de Christophe Dejourn, directeur du laboratoire de psychologie du travail du Conservatoire national des arts et métiers (Le Monde du 9 avril), les chercheurs confirment « les al-

térations de santé liées à l'embauche sous certains contrats précaires (CES notamment), à la précarisation du parcours contractuel chez les hommes, à l'existence de chômage et à l'écart de temps entre emploi actuel et emploi précédent dans les deux sexes ainsi qu'au travail à temps partiel ».

59 % des salariés de l'échantillon étaient embauchés en CDD, les femmes étant davantage concernées que les hommes « en proportion ainsi qu'en degré de précarité par le biais de certains contrats (CES) », précisent les auteurs, ajoutant que cette précarisation du travail féminin est « redoublée par l'importance des embauches à temps partiel imposé, notamment dans certains secteurs (commerce, santé, éducation, action sociale), sur les contrats en CDI comme en CDD ». Le lien entre la précarité contractuelle et la santé perçue apparaît de façon significative chez les hommes mais pas chez les femmes, « les types d'horaires (...), l'effet des catégories socioprofessionnelles et certaines conditions ou

contraintes de travail jouant le rôle de facteurs de confusion ». Les relations entre le type de contrat et les conditions de travail font ensuite apparaître que ces dernières sont « plus défavorables aux salariés sous statut précaire ». La santé apparaît en effet particulièrement altérée pour les personnes assujetties à des contraintes telles qu'une durée de travail excédant 12 heures par jour, des gestes répétitifs, des cadences sans répit, des exigences du public, des postures pénibles et une exposition à la chaleur.

50 % DE PLUS DE RISQUES

Certaines catégories socioprofessionnelles, comme les ouvriers et les personnels de service (nettoyage, restauration rapide) sont particulièrement touchées par ces conditions de travail difficiles nuisant à leur santé.

Les hommes employés et ouvriers sont ainsi 2,8 fois plus susceptibles de ressentir des douleurs dues au travail que les cadres, les techniciens ou les agents de maîtrise, un chiffre qui atteint 3,4 pour

les femmes, indique encore l'étude.

Les périodes de chômage se répercutent davantage sur la santé des hommes que sur celle des femmes : les hommes qui se retrouvent sans emploi pendant plus d'un an ont 4 à 5 fois plus de risques d'avoir des problèmes émotionnels que les autres. Pour les femmes, ce taux oscille entre 1,5 et 2. Enfin, le passage d'un contrat à durée indéterminée à un emploi plus précaire s'avère plus néfaste pour les hommes : des salariés confrontés à une telle situation courent 50 % de plus de risques de voir leur santé altérée. Ces résultats ne manquent pas d'inquiéter, dans un contexte de recours croissant aux CDD et à l'intérim. A l'heure actuelle, « plus de 80 % des employés de bureau et 65 % des ouvriers sont recrutés sur des emplois à statut précaire », rappellent les chercheurs.

Laurence Folléa

DÉPÊCHES

■ JUSTICE : un mineur de 16 ans a été mis en examen lundi 17 août à Bourg-en-Bresse (Ain) et écroué à Chambéry (Savoie), portant ainsi à six le nombre de jeunes gens écroués dans le cours de l'enquête sur les pirates de la route de la région Rhône-Alpes. Domicilié à Rillieux-la-Pape, comme ses cinq compagnons, il aurait participé à une seule des huit agressions commises depuis un mois. Les suspects ont reconnu les faits, hormis un vol, qu'ils imputent au meneur du groupe.

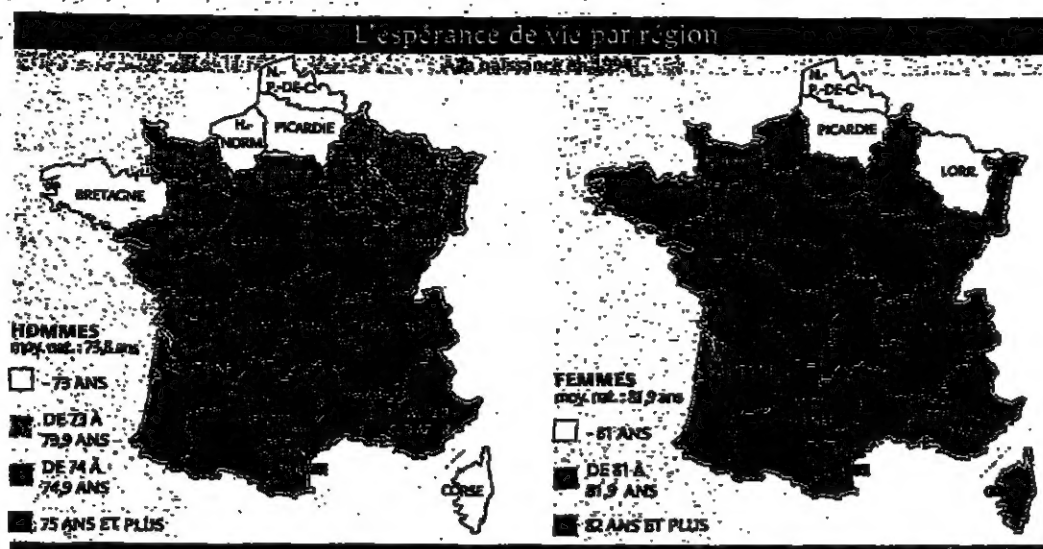
■ Un homme présenté comme un responsable du milieu turc du banditisme a été interpellé à Nice (Alpes-Maritimes) par la police judiciaire française, lundi 17 août, sur la base de mandats d'arrêt internationaux pour meurtres et tentatives de meurtre qui ont été délivrés par les autorités turques. Alaattin Cakici, appréhendé en même temps que sa compagne et son garde du corps, devait être placé sous écrou extraditionnel. La Turquie a demandé, mardi, son extradition.

La région parisienne compte de plus en plus de Franciliens d'origine

Selon une étude de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Ile-de-France, ce n'est plus l'immigration provinciale ou étrangère qui fait la croissance de la population, mais son excédent naturel. Parallèlement, l'enracinement des jeunes en grande couronne progresse

PARIS a perdu de son pouvoir d'attraction. Tel est le principal enseignement d'une étude menée par l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (Iaurif), sur la base des statistiques recueillies lors des recensements de 1982 et 1990. Dans une *Note rapide* publiée récemment, les enquêteurs de l'Iaurif remettent en question un certain nombre d'idées reçues concernant l'origine géographique des Franciliens et leurs déplacements dans la région tout au long de leur vie.

Première nouveauté décelée par les auteurs : c'est l'excédent naturel qui alimente l'essentiel de la croissance de la population de la région. Et non, comme ce fut longtemps le cas, l'installation d'immigrés provinciaux ou étrangers. Fini le temps où, en « montant » à Paris, les Bretons, les Auvergnats et bien d'autres provinciaux assuraient le renouvellement de la population francilienne, avant que les immigrés d'Afrique noire, d'Afrique du Nord ou d'Asie ne prennent le relais. Cette tendance historique est aujourd'hui nettement renversée en question : la part d'immigrés non franciliens dans la population de la région ne cesse de baisser. En 1982, 47,3 % des habitants de l'Ile-de-France étaient nés dans une autre région. En 1990, ils ne sont plus que 45,9 %.



Départements où l'on vit le plus vieux : le Tarn pour les hommes, et l'Indre-et-Loire pour les femmes. Départements où l'on vit le moins vieux : le Pas-de-Calais, pour les hommes comme pour les femmes.

Cette croissance globale du nombre de natifs de la région masque des disparités régionales, précisent les auteurs. La grande couronne est en effet la principale bénéficiaire de l'évolution démographique récente. Tandis que la part des natifs de petite et de grande couronne augmente (+7 % et +9 %), celle des Franciliens nés à Paris diminue (-6 %).

Ces déséquilibres sont aggravés par les mouvements interrégionaux : la grande couronne garde ses habitants - 86 % des personnes qui y sont nées y vivent encore -, tandis que la proche banlieue parisienne en perd : 57 % seulement de sa population est restée sur place, et 31 % est partie habiter dans l'un des quatre départements périphériques (Seine-et-Marne,

Yvelines, Essonne, Val-d'Oise). « Le développement des villes nouvelles et la péri-urbanisation des années 60-70 [a conduit] à un véritable essor des populations de grande couronne », écrivent les auteurs pour expliquer cette nouvelle donne. La croissance de la grande couronne est d'autant plus forte que les villes nouvelles, créées en 1969, ont accueilli de

nombreux ménages constitués ou en cours de constitution, en provenance principalement des autres communes de la région et, dans une moindre mesure, de l'étranger et de la province.

Forts de ce constat, les auteurs ont voulu savoir si les jeunes élevés récemment en grande couronne y sont restés une fois devenus adultes. En fait, ils ont recherché les traces d'une identité naissante spécifique. Tout d'abord, ils ont évalué le nombre de jeunes vivant en grande couronne et y ayant grandi à un peu plus d'un million et demi de personnes. Soit un « plus » de cent mille personnes par rapport à 1982. Pour les auteurs, l'augmentation des naissances en grande couronne, et surtout du nombre d'enfants qui y grandissent, pourrait entraîner dans l'avenir un enrachement croissant de la population dans ces secteurs d'urbanisation récente.

« ESPACE DE VIE »

L'étude du comportement des jeunes élevés en grande couronne confirme cette tendance. Les personnes âgées de 20 à 26 ans, par exemple, s'installent à proximité de chez leurs parents lorsqu'ils quittent le domicile familial. Ils sont environ 70 % à choisir un logement dans le même département ou dans la même commune. Ils sont également nombreux (56 %) à trouver un travail à proximité de leur lieu de naissance. Et parmi ceux qui ont un emploi à Paris (23 %), seulement une petite partie habite dans la capitale. Près de la moitié d'entre eux continuent à vivre dans leur département d'origine.

Autre signe d'un enrachement dans les zones suburbaines : les jeunes se déplacent surtout dans la grande couronne, en semaine comme le week-end. Même les étudiants, traditionnellement aspirés vers Paris, sont aujourd'hui plus nombreux à rester à la périphérie de l'Ile-de-France : 40 % des étudiants de 20 à 26 ans qui ont quitté leurs parents se sont installés à Paris, contre 45 % qui sont restés. On peut voir dans ces évé-

L'inégalité géographique devant la mort

L'Ile-de-France est l'une des régions françaises où l'on vit le plus longtemps, constate l'Iaurif dans une note consacrée à la mortalité francilienne. L'espérance de vie des hommes atteint 74,5 ans, contre 73,8 en moyenne en France ; celle des femmes y est de 82,3 ans contre 81,3 au niveau national. Son taux de mortalité générale est, avec celui de Midi-Pyrénées, le plus faible du pays (-9 % par rapport à la moyenne nationale).

Mais cette sous-mortalité francilienne recouvre de fortes inégalités selon les départements. Le sud-ouest de la région (Yvelines, Essonne), ainsi que la petite couronne (sauf la Seine-Saint-Denis) et Paris sont particulièrement favorisés, tandis qu'au nord et au nord-est (Val-d'Oise, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne) la mortalité est égale ou supérieure à la moyenne nationale. « Les taux de mortalité les plus élevés se concentrent dans les communes de l'ouest de la Seine-Saint-Denis et quelques cantons périphériques de Seine-et-Marne économiquement défavorisés », précise l'étude.

lutions le résultat de l'implantation de nombreuses universités en grande couronne, ou encore un effet du prix élevé des loyers parisiens.

Premier logement, premier emploi, loisirs : les jeunes Franciliens élevés en grande couronne évoluent le plus souvent dans ce que les auteurs appellent l'« espace de vie » où ils ont grandi, ce qui pourrait être le signe de l'émergence d'un sentiment d'appartenance à cette région. Le signe que la zone périphérique de Paris et de sa proche banlieue, dont la destinée était encore incertaine dans les années 60 et 70, a trouvé sa population.

Gaëlle Dupont

Le Var, enfant chéri des migrations, menacé d'asphyxie

TOULON

de notre correspondant

Le département du Var est confronté, depuis les années 60, à une forte croissance démographique, essentiellement alimentée par un solide migratoire représentant environ 90 % de l'augmentation de la population. Selon l'Insee, le phénomène se poursuivra durant les trente années à venir, puisque le Var est appelé à dépasser le million d'habitants en 2002 (contre 872 000 actuellement). Avec cette population nouvelle répartie géographiquement de manière inégale, le département est menacé par « un débordement en taches d'huile » de l'agglomération toulonnaise et des villes côtières, qui porterait préjudice à l'environnement et ajouterait aux problèmes de desserte, d'emplois et d'équipement. D'où la nécessité d'imaginer

de futurs espaces d'accueil des nouvelles populations et des entreprises, sans reproduire les modèles urbains actuels qui rejettent leurs habitants », explique Hubert Falco, député (FD) et président du conseil général.

DES « PÔLES DE DÉVELOPPEMENT »

La réaction est d'autant plus nécessaire que le Var est fragilisé par un taux d'augmentation de la population active supérieur à celui de la création nette d'emplois. Même si 4 800 entreprises ont été créées en 1996 (meilleur score de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur), le taux de chômage de 16 % reste bien supérieur à la moyenne nationale.

Ainsi a été développé le concept de « pôles de développement », entités géographiques où les ménages et les activités seront incités à

s'installer. Près d'un tiers du département est couvert : l'est (160 000 habitants sur quinze communes dans le périmètre de Fréjus-Saint-Raphaël-Draguignan), le centre-ouest (100 000 habitants sur quarante-trois communes de la zone Saint-Zacharie-Nans-Saint-Maxime-La Luc), et l'agglomération toulonnaise. Cette démarche a abouti à la constitution, en juin 1995, d'un premier Syndicat mixte d'étude et de développement économique de l'est varois, dont l'objet est, « hors des contraintes technocratiques et des sempiternels zonages un peu abstraits », selon les termes de ses promoteurs, de dégager des axes stratégiques d'aménagement en matière de circulation, d'enseignement et de services.

José Lenzini

Provence-Alpes-Côte d'Azur en marche vers le « papy boom »

D'ici une génération, les plus de soixante ans seront dominants et toute l'organisation de la société s'en trouvera bouleversée

MARSEILLE

de notre correspondant

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) n'apparaît qu'à la neuvième place des régions françaises comptant le plus de personnes âgées - c'est le Limousin qui tient la tête. Mais les études démographiques de l'Insee démontrent que le phénomène de vieillissement est bien en route. Déjà, le nombre de personnes âgées est supérieur de 10 % à la moyenne nationale, et le département des Alpes-Maritimes et sa Riviera comptent 27,3 % de personnes âgées de plus de soixante ans. Le reste de la région va suivre : celle-ci ne va pas cesser de vieillir. Les plus de 60 ans y étaient 1 090 200 en 1997, soit 23,3 % de la population totale. Ils seront 1,5 million en 2020 sur une population totale de 5,1 millions d'habitants, prévoient les démographes. Le nombre des plus de 75 ans va passer de 337 000 en 1990 à 570 000 en 2020. « Un véritable envol » de ces classes d'âge, analyse Colette Pillot, chargée d'études à la direction régionale de l'Insee, alors que le phénomène migratoire, contrairement aux idées reçues, agit plus ici comme un facteur de rajeunissement que de vieillissement : les trois quarts des gens qui s'installent en PACA ont moins de quarante ans.

Le conseil économique et social régional (CESR) a réalisé une étude, intitulée « Vieillesse en Provence-Alpes-Côte d'Azur », à l'horizon 2020. Ce document détaille les évolutions démographiques et diagnostique le nombre des 60-79 ans va croître de 58 %, celui des plus de 80 ans de 97 %. On estime que, en 2020, 75 000 personnes de plus de

90 ans résideront dans les cinq départements de la région. Conséquence : les évolutions sociales et sociétales vont être multiformes et n'épargneront aucun secteur, des revenus à la consommation, de la vie politique et culturelle aux dépenses de santé. Le rapport estime que « très vite, nous allons passer à une société dominée par les 60 ans et plus ».

REVENUS ÉLEVÉS

Le phénomène de vieillissement sera très sensible dès 2006, avec l'arrivée à l'âge de la retraite des « baby-boomers » devenus les « papy-boomers ». Génération des « trente glorieuses », ceux-ci connaîtront un niveau de revenus élevé, formuleront une forte demande culturelle et n'entendront pas se mettre à l'écart de la vie publique. Les rapporteurs, Jean-Pierre Barade et Emile Cadiou illustrent ce constat en citant François Mauriac : « Ce n'est pas parce qu'on a un pied dans la tombe qu'on doit se laisser marcher sur l'autre ». Les associations de retraités, les amicales d'anciens pensionnés, les associations de retraités de tout leur poids sur les décisions politiques. On prophétise ainsi que les « papy-boomers » s'opposeront résolument à toute atteinte au système de protection sociale, une valeur à laquelle ils auront été attachés leur vie durant.

La seconde date-clé mise en exergue par le CESR, c'est 2020, moment auquel atteindront l'âge de la retraite les actifs qui auront connu la crise, le chômage, des parcours professionnels plus segmentés et disposant d'un patrimoine et de ressources financières moins importantes. De grandes disparités se feront alors jour dans la population âgée ; le CESR prédit

d'ores et déjà que les femmes, les anciens agriculteurs, artisans et commerçants seront les plus défavorisés. Ces inégalités entre retraités semblent devoir être plus fortes dans le Sud-est que dans le reste de la France, en raison du taux de chômage élevé qui sévit aujourd'hui. De grands écarts de revenus existeront également vis-à-vis des actifs, puisque les retraités de 2006 et des quelques années suivantes sont assurés de revenus stables, supérieurs à ceux qui se trouveront alors au travail.

Ce vieillissement de la population, doublé d'un recul de l'âge d'entrée en dépendance - l'espérance de vie sans handicap pro-

gresse plus vite que l'espérance de vie -, impose d'ores et déjà d'envisager la création de structures d'hébergement et de réfléchir au développement des services d'aide et de soins à domicile.

Ce visage démographique de la région implique aussi une réorientation rapide de la politique de la ville, axée vers plus de sécurité, l'aide au maintien des commerces de proximité et l'adaptation des transports.

Le grand chantier qui se profile aura trait à l'aménagement des quartiers, considérés comme l'échelle de vie des personnes âgées. « Les plus vieux expriment des attentes en matière culturelle et

sportive », indiquent MM. Barade et Cadiou, qui proposent de créer des maisons des anciens aptes à répondre à tous les petits problèmes de la vie quotidienne, à cultiver le lien relationnel, et susceptibles de briser l'isolement et la solitude. « Tout doit être envisagé pour retarder le plus possible l'entrée dans les maisons de retraite ou les maisons d'accueil des personnes âgées dépendantes », considèrent-ils. Cela passe par des possibilités d'accueil de courte durée, l'intervention à domicile pour le portage de repas, le ménage, le petit bricolage.

Le CESR invite les élus du conseil régional à mettre en œuvre

dès maintenant des filières de formation aux métiers liés au maintien à domicile : « C'est tout de suite qu'il faut y penser, car former un kinésithérapeute, par exemple, nécessite cinq ans ». Sur le terrain médical, ce rapport engage à jouer à fond la carte de la prévention, en développant la gérontologie et la gériatrie dans les études de médecine, puis en multipliant des examens simples, comme le calcul de la densitométrie osseuse, aujourd'hui non remboursé, « mais pourtant bien moins onéreux pour la collectivité que le coût d'une fracture ».

Luc Leroux

Le musée des traditions basques de Bayonne reprend vie

BAYONNE

de notre correspondant

Totalement fermé depuis neuf ans, le Musée basque et de la tradition bayonnaise est en cours de reconstruction. Première étape : la réouverture partielle pour une exposition intitulée « Pilota gogan, un siècle de pelote basque : 1850-1950 ».

Au cœur du confluent de la Nive et de l'Adour, la maison Dagourette abrite depuis 1922 le Musée basque avec, derrière sa façade typique de l'architecture locale, l'une des collections ethnographiques les plus riches de l'Hexagone. Mais, construit au début du XVIII^e siècle et classé monument historique en 1991, cet édifice est interdit au public depuis le 1^{er} juin 1989 pour des raisons de sécurité : il a grand besoin de travaux de consolidation, de protection des objets contre l'humidité et de ré-

fection de la toiture. Les financements nécessaires sont conséquents.

Défini comme le « Musée basque et de la tradition bayonnaise », ce site requiert en effet une enveloppe de 80 millions de francs pour ouvrir ses portes et redevenir l'un des lieux du Pays basque français les plus courus (60 000 visiteurs en 1988), à côté de la montagne de la Rhume et du Musée de la mer de Biarritz. Devenu en 1954 un musée municipal, il présente tous les aspects de la culture basque, dévoilés à travers des outils ancestraux, des reconstitutions de la vie quotidienne ou des documents. Dans sa nouvelle mouture, organisée autour d'un puits de lumière conçu par l'architecte Benat Althabegot, il offrira des fenêtres sur le *caïolar* (la bergerie de montagne), la maison basque agencée autour de l'acti-

té locale, ou encore des scènes de l'artisanat bayonnais, avec ses tonneliers et bateliers.

Maintes fois programmée, cette indispensable rénovation a été à de nombreuses reprises retardée, notamment par le chassé-croisé entre les contraintes architecturales sur lesquelles veillent le ministère de la culture et les services des monuments historiques et les difficultés budgétaires. « Si les crédits d'Etat sont au rendez-vous dans les délais annoncés, nous devrions tenir l'objectif, c'est-à-dire ouvrir totalement les salles en 2001 », espère Jean Grenet, le maire de Bayonne (div. d.). La répartition des financements prévoit l'engagement de quatre partenaires : l'Etat, pour 40 %, la région Aquitaine et le département des Pyrénées-Atlantiques pour 15 % chacun, et la ville pour les 30 % restants.

En attendant, 20 000 objets, ustensiles, outils, charrettes et costumes, 50 000 documents iconographiques, 30 000 livres, documents et archives ont été transférés de la maison Dagourette jusqu'au château Neuf, place Paul-Bert, une ancienne citadelle dans les remparts bayonnais, délaissée par l'armée.

« Nous les avions recueillis dans de vastes salles aménagées en réserves et chambres froides qui, se réjouit Jean Idart, l'un des responsables des opérations de stockage à la citadelle, constituent désormais une succursale permanente du Musée basque. » En effet, cette enceinte offrira régulièrement au public des expositions temporaires, à commencer par la rétrospective sur la pelote basque, ouverte jusqu'au 31 décembre.

Michel Garicoïx

COMMENT ILS 2 NOUS VOIENT

IL n'y a qu'en France. On imagine mal un journal américain comme le *New York Times* interroger des écrivains étrangers vivant aux États-Unis sur la façon dont ils voient l'Amérique. Encore moins un journal britannique demander à des auteurs français leur opinion minutieusement réfléchie sur les « rosbifs » !

Il y a dans cette commande par un grand quotidien français d'un texte sur la France à des écrivains étrangers vivant dans le pays quelque chose d'on ne peut plus français.

Plusieurs choses, en fait. D'abord, si la France a une réputation d'arrogante insularité aux États-Unis, et si elle nourrit, comme la plupart des nations, une minorité permanente de chauvinistes bornés, elle est peut-être le pays au monde le plus international par l'esprit.

Les Français se préoccupent avec passion et gravité de ce qu'on pense de la France à l'étranger, beaucoup plus que les Américains de la façon dont le reste de la planète voit les États-Unis. Les Français s'interrogent, jusqu'à la paranoïa, sur la métaphysique socio-politique que représente le fait d'être français, bien autrement que les Américains sur ce que veut dire être américain.

Pourquoi ? Pourquoi l'Académie française ? Pourquoi l'existentialisme, à chaque coin de rue ? Pourquoi tant de ratiocinations sur le fait d'avoir gagné la Coupe du monde ?

Parce que le peuple français est le plus analytique qui soit.

Ou, comme un Français me l'a confié en ne plaisantant qu'à moitié à propos d'une initiative des pouvoirs publics : « Ça marchera sans aucun doute dans la pratique, mais en théorie ? »

Au plan pédagogique, cela commence par un système éducatif qui dispense un solide enseignement de la philosophie au lycée – chose impensable dans une *high school*, son équivalent aux États-Unis.

Au plan linguistique, il y a une obsession qui relève de la fixation au stade anal à vouloir conserver sa pureté au français au sein de l'Académie française (une institution dont la raison d'être échappe à la mentalité américaine). D'où la scène dont j'ai été témoin à un dîner : un débat s'étant engagé sur une obscure question grammaticale, l'on téléphona à un éminent grammairien pour trancher.

Sans se formaliser de l'heure tardive, celui-ci exposa son point de vue avec autorité – noblesse oblige.

Au plan philosophique et politique, cette obsession de l'analyse semble remonter aux racines profondes de l'esprit français du siècle de la Raison, pour traverser une Révolution née des cercles intellectuels et non pas de la rue. Cette obsession s'est par la suite renforcée dans les atomes entre république et monarchie, donnant un paysage politique divisé à l'extrême, qui a abouti à un véritable clivage gauche-droite.

Plus récemment, ce goût excessif de l'analyse a davantage encore marqué l'âme française, du fait du sentiment toujours présent de culpabilité individuelle et politique, et des conflits non résolus de la guerre quant à la sombre dialectique entre Vichy et la Résistance. L'ont accentuée la perte de l'Algérie et l'issue ambiguë de la semi-révolution de 1968.

Pour toutes ces raisons et d'autres encore, les Français se livrent sans fin à une analyse à la fois personnelle, intellectuelle, politique, philosophique, morale et métaphysique.

Parfois, cette attitude est une force pour le pays, mais elle peut être aussi une faiblesse.

C'est une faiblesse lorsqu'elle empêche d'enterrer décemment les vieilles querelles partiales, et de laisser cicatriser les plaies de la guerre ; lorsqu'elle conduit la France – qui, en dépit d'une population moins nombreuse et d'un produit intérieur brut plus faible, est de loin la nation la plus forte d'un point de vue politique, militaire, technologique, scientifique et culturel – à se mesurer dans la crainte et la paranoïa, pour cause de défaites remontant à un demi-siècle, à une Allemagne qui – c'est tout à son mérite – a de loin dépassé une telle conception de ses rap-



L'exception française

On trouve en Californie, dans les magasins japonais, des condiments mystérieux. Place Maubert, dans une épicerie chinoise, on peut aussi les acheter, mais ni l'acheteur ni le vendeur n'en connaissent l'utilisation exacte.

Photographies d'Alain Potignon pour « Le Monde »

par Norman Spinrad

Norman Spinrad est né à New York en 1940. Il s'est imposé au début des années 60 comme écrivain d'anticipation, terme qu'il préfère à celui de science-fiction. Ses romans les plus célèbres traduits en français sont *Jack Baron et l'éternité* (Robert Laffont), *Rock machine* (Robert Laffont), *Printemps russe* (Robert Laffont), *Les Années fleuves* (Denœl), *En direct* (Denœl). Il vit en France depuis 1988.

ports avec la France. Mais c'est peut-être sa grande force aussi, lorsque le pays engendre ce qu'on appelle aujourd'hui « l'exception française ».

Dans sa définition socio-économique, il s'agit du refus pervers du pays de renoncer à son doublet Etat providence au profit du capitalisme darwinien anglo-américain que régit le dieu tout-puissant des forces du marché, le meilleur modèle pour « l'exporter dans la compétition mondiale ».

Certes. Mais « l'exception française » va beaucoup plus loin. Là où les penseurs américains et britanniques de l'économie et de la politique ne semblent pas capables de la suivre. C'est ce qui en fait une exception. Et qui la rend française.

DEUX siècles d'histoire politique et culturelle ont forgé, en France, une conscience nationale dans laquelle la politique et la philosophie, la culture et l'économie sont considérées comme parties intégrantes d'un tout, au même titre que l'étaient la science, les mathématiques et la philosophie dans la Grèce antique.

Ainsi, d'un point de vue français, la question qui se pose de « se battre pour gagner quoi au service de qui ? » est-elle parfaitement naturelle. Les Français ne semblent pas saisir à quel point cette idée est, à l'étranger, devenue singulière.

Le conflit qui oppose la France à Hollywood sur la question du cinéma considéré comme un art dont la valeur est culturelle, ou comme un produit commercial, illustre le problème.

Pour Hollywood et le gouvernement américain, les films sont des

« produits » ; l'ensemble des studios est d'ailleurs appelé *The Industry*. Toute tentative visant à soustraire ces produits aux diktats du marché par le biais de subventions ou de quotas « protectionnistes » constitue une entorse grave au « libre-échange ».

Pour les Français, le cinéma est une forme d'art, et les films, des œuvres qui font partie du patrimoine national de tout pays. Or il est naturel de préserver et de protéger la création, car considérer l'art comme un « produit » – au même titre qu'une automobile ou des pommes de terre – est une manière de barbarie que l'esprit français juge méprisable et qu'il a du mal à concevoir.

L'exception française. Je ne crois pas avoir jamais vu la question posée en ces termes, mais la plupart des courants de pensée politiques en France – des gaullistes aux socialistes et aux communistes, sans même exclure le Front national – sont épuisés par le déterminisme économique néomarchiste de ce qu'on appelle le modèle anglo-américain de la « démocratie du libre-échange », où une société démocratique est inimaginable sans l'économie darwinienne des « forces du marché », et dans laquelle « l'exporter dans la compétition mondiale » devient la raison d'être ultime, sans aucune remise en cause philosophique et morale.

Peut-être faut-il un étranger qui vit en France pour percevoir cette situation, et pour oser la formuler.

Car, en dépit des apparences, en dépit des très réelles différences à un niveau politique et éthique profond, en dépit du fait qu'ils le nieront sans doute tous, la plupart des gaullistes, des socialistes, des communistes, des Verts de toutes tendances et, oui, du Front national, s'ils s'opposent entre eux, sont en fait d'accord sur la question politique, économique et morale la plus essentielle de notre temps.

A savoir qu'il existe des valeurs éthiques, philosophiques et culturelles qui transcendent les impératifs économiques. Cette idée est, en France, acceptée comme une évidence en un large consensus. Le débat porte sur ce que sont ces valeurs, ou ce qu'elles devraient être, et non pas sur le fait de savoir si les impératifs de l'esprit doivent l'emporter sur ceux du marché.

Telle est l'essence de l'exception française. Or, qu'une telle conception soit exceptionnelle dans le monde aujourd'hui est une des raisons pour lesquelles l'Américain que je suis préfère vivre en France. Car le tragique et le terrifiant de tout cela est que ce qui devrait être tenu pour

une vérité allant de soi est devenu une exception française.

Et il paraît – à moi, du moins – aller de soi que les Français ont raison, et que ceux qui refusent « l'exception française » se trompent fondamentalement.

AINSI, de façon inévitable, et même si c'est pseudo-français, passant du politique et du philosophique au personnel, du macrocosme au microcosme, j'ai choisi de vivre en France.

Il convient, ici, j'imagine, de chanter les louanges de la cuisine française, qui est certes excellente, mais deux fois plus chère, à qualité égale, que la cuisine à New York ; et du vin français, de loin le meilleur au monde et qui, en France, est donné, mais c'est à peu près la seule chose qui le soit.

Considérons donc cela fait.

Pour moi, la France de l'esprit

Il convient ici, j'imagine, de chanter les louanges de la cuisine française, qui est excellente, mais deux fois plus chère, à qualité égale, que la cuisine à New York, et du vin français, de loin le meilleur du monde et qui, en France, est donné, mais c'est à peu près la seule chose qui le soit

l'emporte sur celle des choses, même merveilleuses, dont on peut ici se régaler.

J'y suis venu avec ma femme, N. Lee Wood – qui elle aussi est romancière – pour écrire *Russian Spring*, un roman qui, comme son titre ne l'indique pas, se passe en grande partie à Paris. Nous pensions y rester un an, et retourner ensuite aux États-Unis.

Mais une fois le roman achevé, nous n'avons, ni l'un ni l'autre, vu de raison de repartir. Car, s'il est vrai que vivre dans un pays francophone n'est pas une situation idéale lorsqu'on écrit en anglais, paradoxalement, en tant qu'écrivain, je me sens beaucoup plus chez moi, culturellement, en phase, et même culturellement lié, au sens positif du terme, que je ne l'ai jamais été nulle part aux États-Unis.

La France, peut-être en grande partie pour les raisons culturelles macrocosmiques susmentionnées, a un grand respect des créateurs, des écrivains en particulier.

En Amérique, où les impératifs économiques décident de tout, les écrivains sont, d'une manière géné-

rale, considérés comme économiquement suspects. Peut-être à juste titre d'ailleurs, de ce point de vue, étant donné leur situation financière précaire. Des zéros fortunés quand nous allions à la banque en période faste, des zéros tout court quand nous sommes sans le sou. En Amérique, les écrivains sont surimposés parce qu'ils travaillent à leur compte. En France, mon propre père, même après la publication de plusieurs de mes romans, continuait de penser que, si tout cela était très bien, il me fallait obtenir, pour ma respectabilité, un titre universitaire.

En France, les écrivains jouissent d'abattements fiscaux. En France, en tant qu'écrivain, je suis traité par ma banque en client privilégié, moutant du compte mis à part. En France, non seulement l'Etat, mais les municipalités grandes et petites consacrent chaque année des sommes considérables à inviter des

banlieues difficiles, devant des auditoires difficiles. J'accepte presque toujours ces invitations-là aussi.

Parce que je me sens une obligation de le faire. Une obligation heureuse et positive. Ces invitations suscitent en moi le désir d'agir pour le bien public, en m'acquittant d'une dette civique envers un pays dont je ne suis pas citoyen – ce, qu'écrivain, j'ai rarement ressenti aux États-Unis.

La France me traite bien en tant qu'écrivain, par des nourritures terrestres et de l'esprit dans des cadres plaisants, mais plus important, par un respect qui ne tient pas de l'ignorance, ou de la flatterie. Il se serait grossier de ne pas vouloir donner quelque chose en retour.

LA France est un pays qui a un fort taux de chômage, une fiscalité lourde, des prix élevés, qui connaît des tensions ethniques, un climat délétère en Ile-de-France, dont la vie politique est incontrôlable et chaotique, qui a des croûtes de chien sur ses trottoirs, le Front national, des fumeurs invétérés de mauvaises cigarettes, une bière imbuivable, et qui vit dans un état de doute narcissique permanent.

Elle a perdu trois guerres en un siècle, est victime de grèves inopinéées, considère Johnny Hallyday comme une star du rock'n'roll, Jerry Lewis comme un génie, et le fromage blanc comme un dessert acceptable.

C'est ainsi. Mais tout au fond de soi ?

C'est ce que j'éprouve lorsque j'accepte de me rendre dans une école de banlieue difficile et que m'est rappelée la raison essentielle pour laquelle je vis ici.

La France est un pays qui a beaucoup vécu. Elle a connu le meilleur et le pire, au cours des siècles de son histoire tour à tour glorieuse et inavouable.

Mais aussi longtemps qu'elle donnera ce sentiment d'un soutien de la communauté, en suscitant celui d'une obligation à son égard, même chez un étranger prêt à accepter l'un et à souscrire à l'autre avec bonheur, la France restera, à la différence de bien d'autres pays dans le monde aujourd'hui, une culture dont le cœur bat encore, dont l'âme vit encore, dont la société, sans l'encenser, fonctionne encore.

Tant que cela sera, il en ira ainsi.

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Sylvette Gletze

Prochain article : Gao Xingjian

55 من الاموال

La première et dernière chance de Hun Sen

EN 1993, organisées par l'ONU, de premières élections générales au Cambodge depuis un quart de siècle ont abouti à la restauration de la monarchie. Le Funcinpec royaliste était, en effet, arrivé en tête, devant le PPC (Parti du peuple cambodgien) et, loin derrière, le Parti démocrate libéral bouddhiste (PDLB) de Son San.

Cinq ans plus tard, le scrutin du 26 juillet 1998 a tenu également du référendum mais, cette fois, il s'est agi de se prononcer non sur un régime, mais sur un homme, Hun Sen, dont le Parti du peuple cambodgien (PPC) contrôlait, depuis un an, tous les rouages de l'Etat.

Tout en tenant compte d'erreurs, de fraudes et d'intimidations, l'analyse du scrutin suggère une relative stabilité de l'électorat. Le PPC ne gagne que 3 % de voix par rapport à 1993 (41 % contre 38 %). Le Funcinpec partage les suffrages obtenus voilà cinq ans (45 %) avec le Parti Sam Rainsy (PSR), exclu du Front du prince Norodom Ranariddh en 1995 : le Funcinpec a emporté, le 26 juillet, 32 % des suffrages, et le PSR 14 %. Les 13 % restants se sont reportés sur des formations trop faibles pour survivre à la dureté d'un scrutin proportionnel de liste avec report à l'échelon provincial.

Ces pourcentages invitent à deux

constatations : la base électorale du PPC ne s'est pratiquement pas élargie et la présence du PSR a privé le Funcinpec, mouvement royaliste, d'une victoire d'une courte tête. Ils ont une conséquence : Hun Sen ne gouvernera pas seul puisqu'il lui faut au moins l'appui du Funcinpec pour atteindre la majorité qualifiée (82 députés sur 122) pour former un cabinet. Le résultat lui offre néanmoins la chance, la première et la dernière, de gérer la reconstruction du Cambodge.

UNE TÂCHE COLOSSALE

La première parce qu'il a consacré, jusqu'ici, l'essentiel de son énergie à consolider son pouvoir après l'échec électoral de 1993, un coup avorté contre lui au sein du PPC en 1994 et le limogeage brutal de Ranariddh en 1996, alors que ce dernier était premier ministre d'un gouvernement d'union nationale. Hun Sen est encore, aujourd'hui, le deuxième premier ministre et, depuis 1996, le maître incontesté.

La dernière parce qu'il suffirait, par exemple, d'un léger glissement de voix pour que Hun Sen ne dispose plus d'une majorité absolue de députés à l'Assemblée en l'an 2003. En outre, l'insure du pouvoir – une présence au gouvernement depuis dix-neuf ans et au

poste de premier ministre depuis 1985 – ne joue pas en sa faveur. Avidé d'une légitimité apparentement conférée par le scrutin du 26 juillet, il lui faut encore modifier l'image d'un gouvernement miné par la corruption, le manque cruel de compétences, l'absence de recettes et des pratiques musclées. Hun Sen est confronté à une tâche colossale : mettre un frein à une déforestation sauvage qui menace l'équilibre écologique du royaume ; enrayer une épidémie de sida dont la propagation est telle qu'au rythme actuel plus de 2 % des Cambodgiens seront séropositifs en l'an 2000 ; obtenir la reprise des aides – limitées mais indispensables – du FMI et de la Banque mondiale ; récupérer des armes qui traînent un peu partout ; réorganiser des forces armées royales dont de nombreuses unités sont fantômes ; remodeler son propre parti, le PPC, dont l'armée, la police et la fonction publique ne sont que les doubles ; s'assurer que la monarchie constitutionnelle est respectée. Il lui faudrait jeter les premières fondations d'un Etat de droit dans un pays bouleversé par deux décennies de guerres et de massacres, où les droits de l'homme ont été trop longtemps bafoués et où la vie humaine ne vaut plus

grand-chose. Et, à ce propos, ne plus occulter la tragédie passée, ce qui implique probablement une contribution cambodgienne à un procès international du génocide de 1975 à 1978. Rétablir, en fin de compte, la confiance dans l'Etat parmi les Cambodgiens comme chez leurs partenaires actifs ou potentiels.

Les lendemains de victoire électorale, époque des récompenses et des compensations, ne faciliteront pas l'ébauche de tels programmes, d'autant qu'un partage avec au moins le Funcinpec des ministères, donc des responsabilités, est obligatoire. Par ailleurs, la pénurie de cadres intégrés et compétents, massacrés en priorité par les Khmers rouges, constitue un handicap supplémentaire. Toutefois, avant même la réunion, le 25 septembre, de l'Assemblée élue, la négociation et la composition d'un nouveau gouvernement de coalition donneront déjà de premiers indices. Même au Cambodge, les périodes de grâce se comptent en mois et non en années. Hun Sen fait donc déjà face à des choix qui détermineront son propre avenir et, ce qui compte, celui du Cambodge.

Jean-Claude Pomonti

Cap à gauche, cap vers l'audace

Suite de la première page

Encore faut-il, à la différence de 1993, assumer franchement et clairement cette métamorphose intellectuelle, appeler un chat un chat, et en finir avec la pratique schizophrénique du double langage : le discours enflammé des congrès (« plus à gauche que moi, tu meurs ») et le discours rigoureux de l'action gouvernementale (« plus pragmatique que moi, tu ne fais pas mieux »).

Cette mise à neuf de la pensée et de l'action n'est qu'un modeste préalable. Elle est au service d'un idéal de gauche autrement plus difficile à atteindre : bousculer l'ordre des choses, mettre le pays en mouvement.

Et d'abord, le recul des inégalités. Pour vitales et courageuses qu'elles soient, les premières réformes ne peuvent à elles seules ébranler les hiérarchies sociales. Le moment est venu de s'attaquer avec la dernière énergie aux trois blocs d'inégalités qui, tel le granit, paraissent inexorablement résister à la volonté des gouvernements : la violence des gouvernements ; les inégalités devant l'éducation ; les inégalités devant l'emploi.

Les inégalités devant les conditions de vie sont le visage quotidien de l'injustice. Dans nos quartiers, la situation s'est tellement dégradée que ni la loi sur l'exclusion ni la reconstitution d'un ministère de la ville – mesures pourtant nécessaires – ne guériront le mal. Ce ne sont pas quelques adjoints de sécurité supplémentaires qui juguleront la délinquance, ni l'implémentation des crédits au logement (Paludos et PLA) qui humaniseront le cadre de vie, ni le rurbanisation des zones d'éducation prioritaire (ZEP) qui sortira les jeunes de l'impasse. A situation exceptionnelle, méthode exceptionnelle. Un mot d'ordre : la déghettoisation ; un principe d'efficacité : l'unité d'action. Un commissaire de la République à la ville dans chaque département devrait être doté ainsi des pleins pouvoirs pour reconstruire, réaménager, refondre, revivifier. Arracher ces quartiers à la désespérance : ce sont les « grands travaux » d'aujourd'hui.

Les inégalités devant l'éducation sont plus criantes que jamais. Trop de jeunes sont laissés sur le carreau sans fillet de rattrapage. Certes, par ses propos décapants,

le ministre de l'éducation a secoué les conservatismes. On ne peut que s'en réjouir. Malheureusement, sur le terrain, le paysage scolaire ou universitaire reste à peu près inchangé, à l'exception de la bouffée d'oxygène des emplois-jeunes et du plan social étudiant. La fabrique à sélectionner les héritiers et à écarter les autres continue à tourner à plein régime. Comme en 1988, le combat contre l'échec scolaire doit redevenir la priorité des priorités. De simples colmatages ne peuvent suffire. L'égalité des chances est à réinventer : substituer l'esprit d'initiative à la consommation passive, encourager le travail d'équipe plutôt que la compétition

La France donne le meilleur d'elle-même chaque fois qu'elle s'assigne un grand dessein de civilisation. À la gauche de retrouver pleinement sa vocation historique : mettre le pays en mouvement

individuelle, et surtout restaurer l'unité du savoir, aujourd'hui fragmenté et gâché en une multitude de disciplines concurrentes. Le gouvernement a ralimé la machine à créer des emplois. Le retour de la croissance, les emplois-jeunes, un climat favorable aux investissements et à la consommation ont permis un premier recul du chômage. Mais d'autres traitements de choc sont nécessaires si nous voulons vraiment enrayer le mal.

Ne nous voilons pas la face. Si les 35 heures sont une conquête sociale, elles ne seront créatrices d'emplois que marginalement. D'autres pistes méritent d'être explorées : l'allègement massif des charges sur le travail non qualifié, l'aide à la création d'entreprise, la conversion des indemnités de chômage en encouragements positifs à l'insertion dans la vie active, et surtout une stratégie offensive de la croissance. L'audace, aujourd'hui, c'est de tout faire pour ramener le nombre des chômeurs sous la barre des 2 millions avant le terme de la législature.

Mais, pour terrasser ces trois blocs d'inégalités, les mesures techniques ne peuvent suffire. Seule la mobilisation puissante du pays – ses intelligences, ses talents, ses forces, ses énergies – permettra de briser les résistances au changement. Trop d'hommes politiques ont oublié ce que le Mondial leur a révélé : le désir d'aventures collectives. La France donne le meilleur d'elle-même chaque fois qu'elle s'assigne un grand dessein de civilisation. À la gauche de retrouver pleinement son autre vocation historique : mettre le pays en mouvement. Trois chantiers peuvent nourrir notre imaginaire commun : la démocratie, la jeunesse, l'Europe.

Le rajeunissement de notre maison commune – la République – fait l'objet de premières réformes : inscription automatique sur les listes électorales des jeunes de dix-huit ans, limitation du cumul des

mandats, la parité hommes-femmes. Sans méconnaître l'encombrement du calendrier parlementaire, on aimerait une démarche plus alerte. Pourquoi, par exemple, tarder à redonner ses lettres de noblesse au Parlement et à mieux protéger les droits des citoyens face aux arbitraires ? Des mesures simples y contribueraient : droit de saisine directe du Conseil constitutionnel par les justiciables, création de la fonction de « protecteur des droits des citoyens », nomination d'un médiateur des enfants.

Plus largement, notre démocratie a besoin d'une respiration nouvelle. Les grands débats de société doivent retrouver leur place au

la culture au sport, de la solidarité à l'environnement, des droits de l'homme à l'éducation, des nouvelles technologies à la création d'entreprise. C'est moins une question d'argent que d'état d'esprit : la volonté de déplacer les montagnes du scepticisme, l'aptitude à nouer un dialogue direct et sans complaisance avec les nouvelles générations, la capacité à susciter les enthousiasmes.

L'énergie de la jeunesse peut aussi se cristalliser autour de grands projets emblématiques. Malheureusement, aucun événement fort ne se profile à l'horizon. Après le triomphe du Mondial, la France a le devoir de s'inventer d'autres fêtes partagées, d'autres rendez-vous, d'autres réalisations phares.

Un troisième chantier offre aux forces de l'avenir une nouvelle frontière spirituelle : l'Europe. Non pas évidemment cette Europe en panne d'idées, et à ce point griseuse qu'elle se confond avec le mur. Mais une Europe proche, familière, concrète.

Voici que l'année 1999 donne une chance de rebondir : le renouvellement du Parlement et de la Commission européenne. Si le SPO l'emporte en Allemagne en septembre, la social-démocratie européenne sera la clef de voûte de notre architecture politique. Occasion où jamais de sortir de l'impasse d'Amsterdam. L'Europe du futur sera une Europe de l'innovation et de la jeunesse ou elle ne sera pas. Face à une Amérique sans cesse en renouvellement, l'Europe n'a pas d'autre choix : innover ou décliner.

Une inflexion de cap s'impose donc : libérer au plus vite les forces de création économique et intellectuelle pour vaincre les inégalités. Il faut partout donner sa chance à la chance. La France croit de nouveau en elle, les Français espèrent de nouveau en leur gouvernement. Les prudents objecteront qu'il faut du temps pour transformer en profondeur. Raison de plus pour ne pas perdre une minute.

Jack Lang

AU COURRIER DU « MONDE »

GAGNER LE MATCH CONTRE LE RACISME

Les écus de télévision n'ont pas cessé de diffuser les épreuves de la Coupe du monde de football jusqu'à la victoire française. Le monde a fait signe aux télé spectateurs autrement qu'à travers les images parfois cruelles des journaux d'actualité. En retour, on le sait, la France a envoyé au monde l'image d'un pays multiculturel, ouvert, riche de différences, où les minorités offrent un plus parfois inestimable (...). Les images de cet été suffiront-elles à montrer à ces électeurs que la société est un organisme vivant, qui ne peut se contenter de répéter les errements tragiques du passé ? Et que le dialogue et la cohésion peuvent mener à de belles victoires ? Suffiront-elles à faire changer d'état d'esprit ce taux inquiétant de Français racistes ou presque racistes qui nous inquiète dans les

sondages récents ? Zidane et les siens ont fait reculer les idées reçues, mais sur ce terrain la bataille n'est jamais gagnée. L'intérêt des uns, la paresse des autres peuvent laisser biont à nouveau le champ libre aux idées de Mégret : celles de l'ethnocentrisme et de l'ignorance de l'autre. Ce match-là, sommes-nous sûrs de le gagner ? La télévision, la culture nous y aideront-elles ? Sont-elles toujours à la pointe de la lutte contre les réseaux d'influence, contre l'arbitraire et les forces de l'argent ? Ou sont-elles les pourvoyeurs des jeux si appréciés des empires romains, si aptes à détourner les yeux du peuple des vrais problèmes de la Cité ? A l'heure de la mondialisation (des moyens de production !), le jeu doit être mondial ! Mais l'uniformisation, est-ce encore la culture ?

Alain Suied
Paris

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

Boris Eltsine dévalué

MELTSINE n'en est plus à un revirement près. Arrivé il y a tout juste sept ans au Kremlin – l'image d'un Boris Eltsine, en bras de chemise, debout sur des chars devant la Maison Blanche, à Moscou, date du 17 août 1991 –, le président russe a habitude le monde à ses retournements brutaux. Vendredi 14 août, il affirmait haut et fort que jamais il ne dévaluerait le rouble et que jamais la Russie ne suspendrait le paiement de sa dette extérieure. Lundi 17, le même Eltsine annonçait une dévaluation de la devise russe et un moratoire de quatre-vingt-dix jours sur les crédits étrangers.

Certes, et tous les dirigeants de la planète qui ont dû se résoudre à dévaluer leur monnaie le savent, une dévaluation ne s'annonce pas ; afin de limiter les gains des spéculateurs, celle-ci doit être liée jusqu'à la dernière minute. Le changement de pied de M. Eltsine va cependant au-delà d'un simple retournement tactique. Décidée sous la pression des puissants lobbies financiers-industriels – et accessoirement sous celle du spéculateur américain George Soros –, la dévaluation du rouble, accompagnée d'un nouveau remaniement ministériel, est aussi une dévaluation de Boris Eltsine.

Ce rebondissement conduit à poser la « question Eltsine ». L'engagement réformateur de l'ancien membre du parti communiste ne peut être nié. Héritant d'un système ébranlé par la « révolution gorbatchévienne », il a libéralisé l'écono-

mie et démocratisé le pays à un rythme très rapide. Mais il n'a pas réussi à y établir un véritable Etat de droit et à s'imposer politiquement, face à un Parlement puissant. Il a laissé les mafias étendre leur emprise et les salaires d'un trop grand nombre de fonctionnaires impayés.

L'aide à la Russie – un enjeu plan avait été établi avec le FMI, le 20 juillet, pour 22 milliards de dollars – n'a pas que des raisons économiques. Elle est aussi une aide à Boris Eltsine. Comme Helmut Kohl, Bill Clinton, qui doit rencontrer le président russe à Moscou début septembre, a toujours été soucieux de le protéger. L'homme est considéré comme un gage de stabilité. On n'oublie pas, à Washington, que la Russie dispose de la bombe atomique et d'un siège au Conseil de sécurité des Nations unies. On n'oublie pas, à Bonn, qu'un effondrement de la Russie coûterait à l'Europe sans doute bien plus cher que toutes ces aides.

Une crise monétaire n'est généralement que le symptôme d'une autre crise : une crise de confiance. Elle est souvent salutaire en ce qu'elle précepte des changements nécessaires. On l'a vu à plusieurs reprises en Asie : la dévaluation des monnaies y a provoqué la chute de régimes vieillissants, corrompus ou inefficaces. La Russie échappera-t-elle à la règle ? Pourra-t-elle se satisfaire encore longtemps de simples changements de fusibles (les ministres), l'électrique (le président) semblant épargné ? La patience du peuple russe ne sera peut-être pas éternelle. Les chancelleries ne devraient pas frouber, non plus.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur général : Daniel Vernet
Directeur de la rédaction : Sylvie Pénard
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Pierre Lecoq, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Gervin
Laurent Groussier, Eric Lardoux, Michel Kailash, Bernard Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Royant
Rédacteur en chef technique : Eric Auer
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médecin : Thomas Perreault
Directeur exécutif : Eric Paillasson ; Directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollin ; Directeur des relations internationales : Daniel Vernet
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Bonne-Méry (1944-1969), Jacques Pannet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Foucault (1985-1991), Jacques Lecours (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Dirigeant de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 941 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Bonne-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Interpresse, Le Monde Interpresse, Le Monde Interpresse, Le Monde Presse, Alain Press, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

L'Italie et ses nombreux enfants

L'ITALIE, comme tous les pays européens qui ont été fondamentalement secoués par la guerre, se trouve devant une série de problèmes d'ordre politique, diplomatique, économique, social, financier, entre lesquels on ne sait pas discerner celui qui est le plus urgent à résoudre, ni le plus poignant. Le problème le plus grave, en revanche, on le connaît : il est démographique.

Mussolini est passé avec ses espoirs, sa théorie de l'espace vital empruntée à son compère Hitler, ses huit millions de balayettes, ses rodomontades. La question qu'il a mal abordée et dangereusement traitée demeure, lancinante. Chaque jour l'Italie grossit de quelque 1 100 habitants. Du 45 à l'heure... Sa population s'élevait l'an dernier, officiellement, à 45 646 000 âmes. Elle a augmenté de plus d'un million pendant les

années de guerre, c'est-à-dire de 1940 à 1943, malgré les pertes, les dispersions, l'écartèlement des foyers, les conditions sanitaires défavorables, le ravitaillement réduit. Cinq millions d'habitants de plus qu'en France sur un territoire plus petit d'un tiers, sur une terre plus pauvre, au sous-sol ingrat. Cette année – qui est exceptionnellement favorable –, après avoir poussé les cultures au maximum, on récoltera 61 millions de quintaux de blé. Il en faudra 24 ou 25 millions de plus. Et les mauvaises années ? A la fin du mois dernier, le chiffre des chômeurs dépassait 2 300 000, accusant une angoissante progression à une époque où les travaux saisonniers, à l'accoutumée, offrent des débouchés exceptionnels.

Jean d'Hospital
(19 août 1948)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-25-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfiches du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

JUSTICE Les compagnies d'assurances européennes veulent régler, et vite, le contentieux qui les oppose aux organisations juives internationales sur les avoirs en déshérence des

victimes de l'Holocauste. ● LES ASSUREURS cherchent à parvenir à un accord semblable à celui signé le 13 août entre les banques suisses et les organisations juives. ● L'ASSUREUR suisse

Zurich a signé le premier une lettre d'intention avec les organismes de contrôle des assurances américains, qui prévoient la création d'une commission internationale chargée de régler le

problème dans les deux ans. ● L'IDÉE est de mettre en place un fonds, auquel souscriront l'ensemble des sociétés d'assurances concernées. ● UNE PLAINTe en nom collectif (« class ac-

tion ») a été déposée le 31 mars 1997 aux États-Unis, contre 16 assureurs européens, par l'avocat Ed Fagan, qui réclame la somme considérable de 16 milliards de dollars.

Les assureurs veulent régler rapidement le contentieux sur les avoirs juifs

Sous la pression de la justice américaine, les compagnies suisses Zurich, Winterthur et La Baloise, l'allemande Allianz, l'italienne Generali et la française AXA veulent créer un fonds destiné à indemniser les survivants de l'Holocauste et leurs héritiers

L'ACCORD signé entre les banques suisses et les organisations juives internationales, qui prévoit 1,25 milliard de dollars (7,5 milliards de francs) de dédommagements pour les survivants de l'Holocauste ou leurs descendants, signé le 13 août (Le Monde des 14 et 15 août), pourrait être le premier d'une série. Les compagnies d'assurances européennes entendent régler rapidement le contentieux qui les oppose aux organisations juives et éviter des procédures judiciaires. « A présent que les banques suisses ont accepté de dédommager les préjudices, il est temps que les compagnies d'assurances agissent de même », a récemment déclaré le sénateur new-yorkais, Alfonse D'Amato.

Le groupe d'assurances suisse Zurich a pris le premier l'initiative le 14 août. Il a signé une lettre d'intention avec les organismes de contrôle des assurances américains, qui prévoient la création d'une commission internationale chargée de régler, dans les deux ans à venir, toutes les questions en suspens. L'idée est de mettre en place un fonds, auquel souscriront l'ensemble des sociétés d'assurances concernées.

Ce volet constitue la deuxième étape de l'accord signé le 8 avril à

New York entre quatre assureurs, Zurich, l'allemand Allianz, l'italienne Generali et le français AXA, les représentants d'organisations juives et les organismes de contrôle des assurances des États de New York et de Californie. D'autres compagnies dont Winterthur et La Baloise, toutes deux helvétiques, également mises en cause aux États-Unis, ont depuis signé cet accord. Après la Zurich, d'autres assureurs, dont Allianz, AXA, Generali... se disent sur le point de passer à cette deuxième étape, mais des discussions sont toujours en cours sur les modalités de mise en place de cette instance. Les assureurs veulent procéder à un « mode de règlement juste et rapide » afin d'éviter que l'affaire soit réglée par la justice américaine, estime un proche du dossier.

Cet empressement s'explique avant tout par la plainte en nom collectif (« class action ») déposée le 31 mars 1997 aux États-Unis, par l'avocat Ed Fagan, qui réclame par millions de 16 milliards de dollars aux assureurs européens. Seize d'entre eux sont pour l'instant concernés dont Generali, AXA, Allianz, Zurich... On leur reproche de ne pas avoir payé aux victimes de l'Holocauste et à leurs descendants le ca-

pital auquel leur domaine droit des polices d'assurance-vie souscrites avant 1946.

PLAINTe COLLECTIVE

On les accuse d'avoir laissé tomber en déshérence les avoirs de leurs clients juifs sans les avoir recherchés. Plus de 1 500 personnes ont déjà signé la plainte collective déposée devant la Cour fédérale de Manhattan. Des plaintes individuelles ont également été engagées.

Si l'assureur Zurich, instruit par la campagne contre les banques suisses, a décidé de prendre l'initiative, il insiste sur le fait qu'il n'est pas le groupe le plus concerné par les plaintes américaines. Il souligne le peu d'importance de ses activités dans l'assurance-vie à l'époque de la seconde guerre mondiale. « La part de marché des assureurs suisses se situait à l'époque à environ 1 % », souligne Zurich. La compagnie a reçu entre 40 et 45 demandes, mais n'a pour l'instant rien trouvé. Après avoir publié, début août, des annonces dans la presse américaine, afin d'informer les victimes de l'Holocauste à la contacter, la compagnie a reçu une centaine de coups de téléphone. La Zurich est fortement implantée aux États-Unis dans la gestion de fonds

et souhaite s'y développer. Elle sait que les autorités américaines de surveillance des assurances ont le pouvoir de retirer leur licence aux assureurs dont le comportement serait jugé inacceptable. De même, AXA,

cette dernière étant également très présente outre-Atlantique. Créés à Trieste en 1831, les Generali ont été les premiers à s'implanter dans les pays de l'Est. Plus de 320 000 polices d'assurances ont été souscrites entre

Generali proche d'un accord

L'assureur italien se dit très proche d'un accord avec les autorités de contrôle américaines et les organisations juives. Une nouvelle contribution de 65 millions de dollars pourrait être versée afin d'indemniser les héritiers des victimes juives de l'Holocauste. Parallèlement, Israël a demandé lundi 17 août au groupe d'assurances italien de « rendre publics » les noms d'assurés juifs victimes du génocide nazi. Dans une lettre à l'assureur italien, Bobby Brown, conseiller du premier ministre Benjamin Netanyahu pour les affaires de la diaspora, demande que les « informations concernant les assurés, y compris leurs noms de jeune fille, et leurs bénéficiaires (en cas de décès) soient rendues accessibles au public ». Il remercie le groupe pour avoir déjà transmis des informations sur les assurés disparus au Mémorial de l'Holocauste Yad Vashem à Jérusalem, dans un bus d'études historiques. Le groupe italien a été à plusieurs reprises sous la pression des autorités américaines et israéliennes.

très présent aux États-Unis via sa filiale Equitable, veut faire bonne figure. L'assureur français affirme « être proche d'un accord », mais fait preuve d'une très grande discrétion.

Les deux compagnies les plus concernées semblent être l'italienne Generali et l'allemande Allianz,

1920 et 1945. L'assureur a mis en place un fond de 12 millions de dollars l'an dernier. Il se dit prêt à verser plus, mais les compagnies qui étaient dans les pays de l'Est ont toutes été nationalisées après la seconde guerre mondiale. Les Generali ne cessent d'affirmer ne pas être

responsables de groupes passés sous les contrôles des États.

L'assureur allemand Allianz espère lui aussi « un accord rapide ». La compagnie affirme avoir vérifié l'existence éventuelle de plusieurs milliers de polices, et n'en avoir découvert qu'une dizaine pour lesquelles ni le bénéficiaire, ni ses héritiers n'ont reçu d'indemnités. La tâche est d'envergure, car, dans bien des cas, ce sont les Allemands qui ont confisqué les polices d'assurances.

En tout cas la justice américaine exerce une forte pression sur les assureurs, auxquels des sanctions pourraient être imposées. Une amende de 1 000 dollars par jour et par assuré les menace si une compagnie d'assurances ne donne pas les informations demandées en temps et en heure.

De telles dispositions devraient entrer en vigueur en septembre dans certains États. Si les assureurs semblent aujourd'hui prêts à verser quelques centaines de millions de dollars à un fonds pour indemniser les victimes, les compensations financières pourraient être finalement bien plus importantes.

Pascal Sarti

Les banques allemandes sont à leur tour mises en accusation

FRANCFORT de notre correspondant

Les banques allemandes entrent à leur tour dans le collimateur des survivants de l'Holocauste. Lundi 17 août, l'avocat munichois Michael Wittl tenait, devant le siège de la Deutsche Bank, une conférence de presse très remarquée par les médias allemands, avant de se rendre au quartier général de la Dresdner Bank, où il rejoignait une cliente, l'octogénaire Ruth Abraham, qui réclame à l'établissement de crédit la restitution des avoirs que son père, assassiné à Auschwitz, avait sur un compte à la Dresdner. « Le temps est venu pour moi d'accuser la Dresdner Bank pour tout le tort qu'elle a causé à mes parents », affirmait M^{me} Abraham.

Visiblement, la tension monte entre les banques allemandes et les survivants de l'Holocauste, lesquels, à l'initiative de l'avocat new-yorkais Edward Fagan, in-

tentent un procès contre la Deutsche Bank et la Dresdner Bank. Ils réclament un dédommagement à hauteur de 18 milliards de dollars. Mi-septembre, le tribunal américain décidera d'accepter ou non ce procès. M^{me} Wittl, le partenaire allemand de M^{me} Fagan, demande à la Deutsche Bank de restituer les 5,6 millions de marks qu'elle a récemment versés, sous forme de dons, aux deux organisations juives World Jewish Restitution Organisation et March of the Living.

« PAS DE COMPROMIS À PART »

Cette somme constitue, selon un porte-parole de la banque, le gain que la Deutsche Bank aurait éventuellement tiré de la vente de l'or volé aux juifs. « Ces deux organisations n'ont pas le droit de chercher un compromis à part », critiquait M^{me} Wittl, qui dit représenter environ 30 000 juifs, dont 1 500 vivant en Allemagne.

« La somme que nous obtenons des banques allemandes dépassera certainement le montant que les banques suisses se sont engagées à verser », indiquait M^{me} Wittl. Les banques suisses ont accepté, il y a quelques jours, de remettre 1,25 milliard de dollars aux survivants de l'Holocauste en dédommagement des avoirs juifs qu'elles n'avaient pas restitués après 1945. L'historien Christopher Kopper, expert du passé nazi des banques allemandes et fils de l'ancien président du directoire de la Deutsche Bank Hilmar Kopper, estime en revanche que, sur la base du compromis trouvé avec les groupes financiers suisses, les banques allemandes devraient verser aux victimes un dédommagement d'environ 100 millions de marks seulement. M^{me} Wittl rétorque toutefois : « Les banques allemandes ont profité beaucoup plus que cela de l'expropriation des juifs. »

Hermann Joseph Abs, feu le grand seigneur de la Deutsche Bank, qui a pendant de longues années dirigé cette banque, est lui aussi de plus en plus remis en cause. Des historiens de la Deutsche Bank ont déclaré, dans un rapport d'enquête, qu'Abs disposait d'importants contacts avec les nazis. M^{me} Wittl a demandé à la Deutsche Bank de le soutenir dans ses efforts pour que les archives personnelles d'Abs soient rapidement ouvertes.

Au-delà des banques qui se seraient enrichies pendant le III^e Reich aux dépens des juifs, M^{me} Wittl vise également les entreprises industrielles ayant employé des travailleurs forcés. « Siemens se trouve tout en haut de notre liste », indique M^{me} Wittl, qui souhaite également mettre en cause Volkswagen, BMW et Porsche.

Jean Edelbourg

Des rumeurs de vente du pétrolier Conoco à Elf agitent Wall Street

LES ACTIONS du groupe américain DuPont de Nemours ont terminé en hausse de 3,4 % lundi 17 août à Wall Street à la suite de rumeurs de cession de sa filiale Conoco, la sixième compagnie pétrolière américaine, à Elf Aquitaine, le numéro un français du secteur. DuPont a été l'un des titres les plus actifs à la Bourse de New York. « Nous ne commentons pas les rumeurs de marché », ont pourtant indiqué lundi à la fois DuPont et le groupe français.

L'hebdomadaire britannique Financial Mail on Sunday avait affirmé, citant « une source industrielle haut placée », que Elf était le « favori » parmi un certain nombre de groupes ayant procédé à une étude financière de Conoco. DuPont a annoncé le 11 mai qu'il entendait se séparer de Conoco pour se recentrer sur la pharmacie et les sciences de la vie. Le groupe de Wilmington (Delaware) avait notamment précisé qu'il entendait introduire en Bourse jusqu'à 20 % du capital de Conoco, première étape vers un désinvestissement total. Le schéma évoqué par le Financial Mail consisterait pour Elf à apporter à DuPont sa filiale pharmaceutique Sano et à prendre en échange le contrôle de Conoco. Une opération qui est évaluée à 24 milliards de dollars (144 milliards de francs). Depuis deux ans, le groupe pétrolier français ne cache pas son intention de

trouver un actionnaire majoritaire pour son pôle pharmaceutique.

La remontée à la Bourse de New York du titre de DuPont, l'une des composantes de l'indice Dow Jones, survient après une chute la semaine dernière au lendemain de l'annonce par le groupe d'un bénéfice pour le 3^e trimestre dans le bas de la fourchette des prévisions des analystes. Depuis mai, l'action DuPont est passée de plus de 80 dollars à 55 dollars en raison de résultats financiers inférieurs aux attentes. Sur les six premiers mois de l'année, DuPont a dégagé un bénéfice net de 1,865 milliard de dollars, en baisse de 13,7 % sur la même période l'année précédente, le bénéfice par action passant de 1,88 dollar à 1,62 dollar.

En tout cas, les rumeurs de fusions dans le secteur pétrolier se multiplient sur les marchés boursiers depuis l'annonce la semaine dernière de la prise de contrôle de l'américain Amoco par British Petroleum, pour créer un nouveau géant pétrolier avec une capitalisation boursière de 110 milliards de dollars. « Il faut prévoir deux à trois fusions de ce genre au cours des dix-huit prochains mois, touchant les compagnies pétrolières dites moyennes qui se sentent coincées entre les majors et les petites indépendantes », explique à Londres un expert de Morgan Stanley Dean Witter.

DÉPÊCHES

■ **AIR FRANCE** : la grève des pilotes en juin aura coûté 1 milliard de francs, selon les calculs définitifs de la direction, publiés lundi 17 août. En mai, la compagnie avait annoncé un bénéfice record de 1,87 milliard de francs pour 1997.

■ **ROTRING** : le fabricant allemand de matériel d'écriture et de dessin (6 milliard de francs de chiffre d'affaires) a annoncé, lundi 17 août, sa reprise par l'américain Newell Co, spécialiste du matériel de bureau et de décoration (19,4 milliard de francs de chiffre d'affaires).

■ **UNIMETAL** : la filiale d'acier long du sidérurgiste français Usinor, mise en vente par ce dernier, intéresserait l'allemand Saarstahl, selon le quotidien de Francfort FAZ.

■ **AUTOMOBILE** : le groupe allemand Daimler-Benz et la compagnie pétrolière Shell ont annoncé lundi 17 août la signature d'un accord de coopération pour développer un moteur à hydrogène. Shell cherche à produire de l'hydrogène à bord d'un véhicule à partir d'un carburant liquide que l'on pourrait se procurer dans les stations-service.

■ **BANKAMERICA** : quelques jours après le département de la justice, la Réserve fédérale, autorité de tutelle des banques aux États-Unis, a donné lundi 17 août son feu vert à la fusion entre les banques américaines Nationsbank et BankAmerica, en demandant au nouveau groupe de se séparer de 17 agences dans l'État du Nouveau-Mexique.

■ **BANQUE NATIONALE DE PARIS** : la BNP a annoncé lundi 17 août son intention d'acquiescer le Banco Arabe Latinoamericano au Pérou.

Francis Lalanne ressuscite l'Indien du placard

Nous publions une série d'articles, illustrés par Jacques Vilot, sur les produits mythiques qui traversent les modes et les époques.

ELLES FONT L'OBJET d'une méticuleuse attention de la part de collectionneurs nostalgiques et d'une passion sans limite de la part d'un chanteur populaire. Le chevalier, le footballeur, le cosmonaute, le pompier, le cycliste, le soldat, les cow-boys et les indiens, les animaux de la ferme, toutes ces figurines en « plastique incassable » Starlux renaissent de leurs cendres. Lorsque, en 1989, il arrive à Périgueux (Dordogne) pour un concert, Francis Lalanne découvre que cette ville abrite le fabricant des jouets qui ont marqué son enfance. C'est, en effet, à une figurine Starlux que le jeune Francis, particulièrement introverti, a réservé ses premiers mots à l'âge de cinq ans. L'entreprise qu'il visite avant son concert n'est plus que l'ombre d'elle-même. Elle finira même par fermer ses portes en 1997.

Francis Lalanne ne peut se résoudre à la disparition de ses anciens compagnons de jeu. En mars 1997, il réunit des investisseurs, reprend la marque Starlux, les stocks et les moules (les darlots) auprès du tribunal de commerce et consacre son énergie et son temps à relancer l'entreprise. La flamme est facile à ranimer : la plupart des garçons nés entre 1945 et les années 80 ont joué avec ces figurines entièrement

peintes à la main. Mais rares sont ceux qui ont conservé le souvenir de la marque.

Remises dans des caisses à jolies, certaines chevillères ont perdu leur lance, et les vélos des cyclistes ont souffert des innombrables Tours de France disputés dans les bacs à sable. En revanche, aucun bouton de guêtre ne manque à l'une des 35 000 figurines Starlux que Francis Lalanne collectionne. Pour lui, chacune est une véritable sculpture. Une exigence de qualité dans la conception et la finition qu'il entend proposer aux enfants d'aujourd'hui.

C'est en effet pour avoir laissé la qualité du produit se dégrader que la précédente direction n'a pu enrayer le déclin d'une marque née avec le siècle. Dans le Paris d'alors, Elie Tarroux crée une fabrique de figurines en aggloméré à base de blanc de Meudon et de colle. Il est rejoint, en 1938, par Pierre Beffara, qui dynamise l'entreprise avant d'en prendre les commandes en 1945.

A cette date, il crée la marque Starlux et adopte la matière plastique. Deux ans plus tard, l'entreprise déménage à Périgueux pour avoir de plus grands locaux. Pour les puristes, la grande époque de Starlux se situe dans les années 50 et 60. Aujourd'hui, les personnages de ces millésimes se négocient entre collectionneurs à des prix pouvant atteindre un millier de francs.

Francis Lalanne engage le sculpteur Gérard Vanot pour concevoir de nouveaux personnages

et entreprend de restaurer les moules anciens. La production reprend sur les machines d'origine, qui furent inventées et construites par les ouvriers de Starlux. Ces machines à priori obsolètes sont les seules à pouvoir restituer fidèlement la qualité des figurines d'antan. Starlux remet également à l'honneur la pratique de la peinture à la main. Au temps de sa splendeur, l'entreprise employait de nombreuses jeunes filles du voisinage, qui décoraient les figurines à domicile.

En 1997, pour son premier exercice, la nouvelle société, qui emploie 17 personnes, réussit à dégager un bénéfice grâce aux commandes des anciens clients, heureux de la reprise de la production. Le Mondial de football a été également un puissant soutien. Starlux décroche le marché pour produire le personnage « Footix ». Et l'entreprise va rééditer, pour les supporters, des figurines de footballeurs, fidèles reproductions des joueurs de l'équipe de France victorieuse.

A partir du 27 août, la marque espère renouer avec le grand public. En association avec les éditions Atlas, qui consacrent une série à l'épopée de l'Empire, l'entreprise va proposer des figurines de plomb représentant les soldats et les maréchaux de cette époque. Cette série de 80 numéros devrait se prolonger jusqu'en septembre 2001.

Les nouvelles figurines Starlux vont donc retrouver le chemin des chambres d'enfants. Ces derniers ne manqueront pas de les comparer à celles conservées par leurs parents sur des étagères volontairement placées hors d'atteinte des mains maladroites.

Enguerrand Renault

PROCHAIN ARTICLE : Les pâtes alphabet

PRODUITS MYTHIQUES



هكذا من لامل

COMMUNICATION

LE MONDE / MERCREDI 19 AOÛT 1998

TÉLÉVISIONS D'EUROPE

Suède : Jan Stenbeck, le « pirate du satellite »

Il a lancé la première chaîne privée suédoise depuis Londres

Nous commençons aujourd'hui la publication d'une série de six articles consacrés à des télévisions d'Europe, publiques ou privées, souvent méconnues et en tout cas différentes. Choisissons pour leur particularité en matière de programmation, pour leur mise en valeur de différents secteurs de la grille télévisée - comme l'information, par exemple -, par la place spécifique qu'elles occupent dans le panorama télévisé de leur pays ou par l'usage qu'elles font du satellite et des technologies nouvelles comme le numérique, ces six chaînes s'incarnent dans la personnalité de celui ou de ceux qui les dirigent. Qu'ils soient journalistes, patrons de presse ou hommes d'affaires, le trajet et les choix des hommes de ces six chaînes pas comme les autres illustrent, à leur manière, la diversité de la scène télévisée européenne.

STOCKHOLM

de notre correspondant
C'était au temps où les conservateurs suédois se gaussaient de leur pays, « le seul d'Europe avec l'Albanie à ne pas avoir de chaînes de télévision commerciales... ».
C'était il y a dix ans à peine.

Des poids lourds de la social-démocratie au pouvoir défendaient le statu quo, de peur de voir des multinationales bouter le crâne des enfants suédois de publicité. D'autres entrevoient la nécessité de rompre le monopole d'Etat, mais les réflexions gouvernementales traînaient en longueur.

Jusqu'à cette soirée de Noël 1987 où un homme d'affaires iconoclaste prit tout le monde de vitesse en lançant la première chaîne commerciale suédoise depuis Londres.

Emise par le satellite Astra, TV3 n'avait pas besoin de licence dans le pays scandinave. Par un détournement du système, le tour était joué. Son instigateur, Jan Stenbeck, signait là son entrée dans le monde des médias.

Depuis, le « pirate du satellite » - l'un des nombreux surnoms dont l'affuble la presse suédoise - a étoffé son portefeuille de chaînes (TV5, TV6, TV1000, ZTV et 22 de TV4), diffusées pour certaines en plusieurs langues sur la Scandinavie et les pays Baltes.

Il a aussi investi dans la production télévisuelle, la radio et la presse écrite. Une activité folle pour un homme qui, en filigrane,



AUDIENCE DES PRINCIPALES CHAINES
Privées : TV4 : 27,3 %
TV3 : 23,7 %
Kanal 5 : 5,6 %
Publiques : Kanal 1 : 23,6 %
TV 2 : 26,3 %

Suède
3,9 millions de foyers possèdent un téléviseur
Abonnés :
Satellite : 22,4 %
Câble : 30,4 %
Moyenne d'audience TV : quotidienne : 140 minutes
Redevance TV : 1 536 couronnes = 1 122 F

l'obsession de l'innovation et du profit à tout prix. « Je veux aller mon propre chemin, miser et gagner ou perdre. Appelez ça du fatalisme », clame Jan Stenbeck non sans un brin d'émphase.

Ce fils d'industriel prospère est âgé de trente-quatre ans lorsqu'il est rappelé de New York pour prendre la succession des affaires familiales, le groupe Kinnevik, après le décès de son frère en 1976.

Diplômé de la Harvard Business School, celui qui se décrit volontiers comme le « mouton noir » de la famille a, jusqu'à présent, fait carrière à Wall Street.

De Kinnevik, il ne garde que les activités forestières et papeteries (ses futures vaches à lait) pour le recentrer sur les télécommunications et les médias. Deux secteurs dans lesquels Jan Stenbeck jouera un rôle de pionnier en Suède, contribuant à rompre les monopoles publics en place. Il y investit au total quelque 12 milliards

de couronnes (9 milliards de francs). Avec un succès légal. Autant les télécommunications lui rapportent de l'argent, autant les médias s'avèrent moins rentables. Regroupées depuis 1994 sous le pavillon Modern Times Group (MTG), ces dernières activités ont enregistré, en 1997, une perte équivalant à 222 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 2,3 milliards.

Les chaînes télévisées ont du mal à se positionner, diffusant pour la plupart un cocktail banal de séries américaines, de films et de variétés. Lorsque l'une d'entre elles, TV3, se veut plus ambitieuse en ce qui concerne l'information, la maison mère en change les responsables : trop coûteux.

Mais Jan Stenbeck ne désespère pas de sortir MTG du rouge. Simon s'en serait-il sans doute déjà séparé, tout comme il se débarrasse, souvent sans ménagement, des cadres dont il n'est plus satisfait. La valse des directeurs à la

tête de ses filiales donne le tournis, il le reconnaît lui-même. Mais travailler dans un secteur innovateur, dit-il, « comprend des risques et des tracas ».

Certains l'apprennent à leurs dépens, humiliés en public par leur patron. « C'est le Far West à Kinnevik, résumé un initié. Un univers macho en perpétuel mouvement, théâtre de règlements de comptes ». L'ambiance tranche sur un milieu d'affaires suédois plus conventionnel et pincé.

DANS LE RÔLE DU PERDANT

S'il est qualifié pêle-mêle de « cassant, autoritaire, grossier, manipulateur et paranoïaque », Jan Stenbeck, cinquante-six ans, crinière blonde sur un corps de buffle, suscite aussi une certaine admiration. Y compris chez ses ennemis.

On le dit visionnaire, intelligent, charmeur, enthousiaste, bon vivant. Amateur de voile - ainsi que de basses -, il sut louer au plus près pour devenir, en 1991, le premier actionnaire de TV4, seule chaîne privée reçue dans tous les foyers suédois.

Ses relations avec des responsables sociaux-démocrates, atypiques mais influents, lui ouvrirent bien des portes.

Depuis, le vent a tourné à TV4 : relégué au rang de deuxième actionnaire, le « capitaliste rebelle » fut évincé du conseil d'administration de la chaîne la plus regardée du royaume. Un revers qui ne semble pas le déranger outre mesure : « Je me plains mieux dans le rôle du perdant ».

Antoine Jacob

PROCHAIN ARTICLE :
Ton van Dijk d'Amsterdam

La publicité télévisée reste faible

La publicité télévisée en Suède, en dépit d'un accroissement très important au début des années 90, marque dorénavant le pas. Les investissements des annonceurs en publicité télévisée s'élevaient en 1997 à 345 millions de dollars (soit 2 milliards de francs), un chiffre en baisse par rapport à 1996 mais qui avait cependant quasiment triplé depuis 1992.

Ce montant ne représente toutefois que 19 % des investissements réalisés dans les médias, dans un pays où les journaux raflent traditionnellement plus de 60 % du « gâteau » publicitaire. Les observateurs s'attendent à une croissance nouvelle, quoique modérée, avec le lancement en 1999 de nouvelles chaînes numériques.

TABLEAU DE BORD

ÉCONOMIE

Baisse attendue des investissements japonais à l'étranger

L'INVESTISSEMENT DIRECT des entreprises nippones à l'étranger devrait chuter de 36,6 % dans l'année finissant en mars 1999, par rapport aux douze mois précédents, à 1 209,8 milliards de yens (49,8 milliards de francs), a indiqué lundi 17 août le gouvernement.

La masse monétaire japonaise s'est gonflée de 3,5 % en juillet, par rapport à son niveau du même mois de 1997, a annoncé mardi 18 août la Banque du Japon.

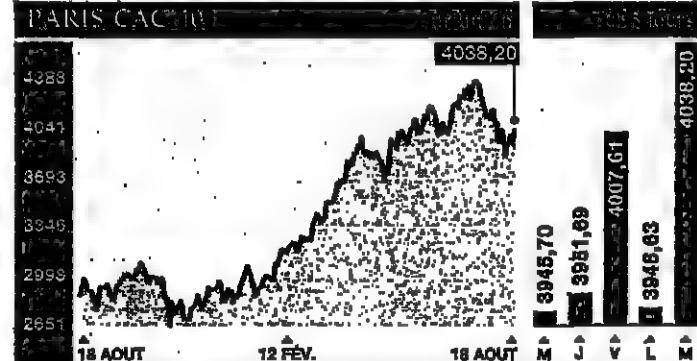
ALLEMAGNE : l'excédent commercial en juin s'est élevé à 11,2 milliards de marks, contre un solde positif de 12,1 milliards en juin 1997, a indiqué lundi l'Office des statistiques. La balance des paiements courants a dégagé un excédent de 3,1 milliards de marks en juin.

UNION EUROPÉENNE : le PIB des 15 pays membres a augmenté de 0,6 % au premier trimestre 1998 par rapport au dernier trimestre 1997, révèle lundi Eurostat. Pour les 11 pays de la zone euro, la progression du PIB a été de 0,7 %.

CORÉE DU SUD : les 30 plus grands conglomérats ont annoncé lundi des pertes combinées d'un total de 976,6 milliards de wons (4,2 milliards de francs) pour le premier semestre 1998.

CHINE : les grands magasins font état d'une croissance plus lente des ventes au détail et d'un recul des bénéfices pour le premier semestre 1998, a rapporté lundi le journal China Daily.

OPEP : la production a connu une baisse sensible de 772 000 barils par jour en juillet, alors que le prix moyen du baril n'a augmenté que de 0,39 dollar par rapport à juin, indique lundi l'hebdomadaire Middle East Economic Survey.



Principaux écarts au règlement mensuel

Hausse	Cours	Var. %	Var. %	Baisse	Cours	Var. %	Var. %
LOREAL	120,00	+3,50	+3,00	JEAN LEBLANC	120,00	+5,00	+5,00
GRUPPO CDM	120,00	+3,00	+3,00	INTERAL	120,00	+4,00	+4,00
CHRISTIAN DIO	120,00	+3,00	+3,00	ELF CARON	120,00	+4,00	+4,00
DURANCE	120,00	+3,00	+3,00	ALTRON TECH.	120,00	+4,00	+4,00
TECHNIE ACT	120,00	+3,00	+3,00	REMY COINTREAU	120,00	+4,00	+4,00
G.F.C.	120,00	+3,00	+3,00	S.E.A.	120,00	+4,00	+4,00
NORDON (NY)	120,00	+3,00	+3,00	ALSTOM	120,00	+4,00	+4,00
TECHNIP	120,00	+3,00	+3,00	RENAULT	120,00	+4,00	+4,00
LARAGE	120,00	+3,00	+3,00	R.N.P.	120,00	+4,00	+4,00

Cours de change

	COURS DOLLAR	COURS ECU	COURS LIVRE	COURS F.R.S.	COURS FLORIN	COURS YEN100	COURS LIRE100	COURS DM	COURS FRANC
FRANC	6,00	0,61	0,73	4,01	4,12	1,78	3,54	3,35	...
DM	1,90	0,59	0,70	3,19	0,59	0,19	0,30	0,30	...
LIRE (100)	172,75	184,48	2884,41	1178,48	174,18	1217,23	...	986,38	294,20
YEN (100)	145,75	189,80	235,31	90,60	71,85	...	8,22	81,00	24,17
FLORIN	2,00	2,22	3,27	1,36	...	1,26	0,11	1,15	0,54
FR. S.	1,00	1,05	1,54	...	0,74	1,04	0,08	0,84	0,25
LIVRE	0,60	0,62	0,98	...	0,41	0,39	0,03	0,54	0,10
ECU	0,61	...	1,47	0,80	0,48	0,53	0,61	0,51	0,15
DOLLAR	...	1,10	0,81	0,68	0,49	0,08	0,08	0,58	0,17

Taux d'intérêt (%)

Taux 17/08	Taux 11	Taux 17	Taux 17/08	Taux 17/08
FRANCE	3,00	3,00	4,00	5,17
ALLEMAGNE	3,00	3,00	4,00	5,17
G.D.E.-BRETAG.	3,00	3,00	4,00	5,17
ITALIE	3,00	3,00	4,00	5,17
JAPON	3,00	3,00	4,00	5,17
ÉTATS-UNIS	3,00	3,00	4,00	5,17
SUISSE	3,00	3,00	4,00	5,17
PAYS-BAS	3,00	3,00	4,00	5,17

Marché des changes

Devises (17/08)	Cours	Différence	Vente
	17/08	17/08	17/08
ALLEMAGNE (100)	120,00	0,00	120,00
AUTRICHE (100)	120,00	0,00	120,00
BELGIQUE (100)	120,00	0,00	120,00
CANADA	120,00	0,00	120,00
DANEMARK (100)	120,00	0,00	120,00
ESPAGNE (100)	120,00	0,00	120,00
ÉTATS-UNIS	120,00	0,00	120,00
FINLANDE (100)	120,00	0,00	120,00
G.D.E.-BRETAG.	120,00	0,00	120,00
GRÈCE (100)	120,00	0,00	120,00
IRLANDE	120,00	0,00	120,00
ITALIE (100)	120,00	0,00	120,00
JAPON (100)	120,00	0,00	120,00
NORVÈGE (100)	120,00	0,00	120,00
PAYS-BAS (100)	120,00	0,00	120,00
PORTUGAL (100)	120,00	0,00	120,00
SUEDE (100)	120,00	0,00	120,00
SUISSE (100)	120,00	0,00	120,00

Marché

COURS 10/15

Volume	dernier	premier
10/15	10/15	10/15

Noté 50/55	100,00	100,00
------------	--------	--------

Pibor 3 mois	80,00	80,00
--------------	-------	-------

30/30	80,00	80,00
-------	-------	-------

COURS 10/15

Volume	dernier	premier
10/15	10/15	10/15

Noté 50/55	100,00	100,00
------------	--------	--------

Pibor 3 mois	80,00	80,00
--------------	-------	-------

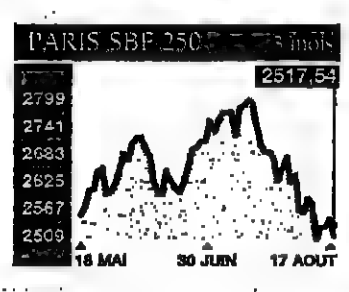
30/30	80,00	80,00
-------	-------	-------

30/30	80,00	80,00
-------	-------	-------

Toutes les valeurs du CAC40 sur le site Web « Le Monde » : www.lemonde.fr

Indices boursiers

Europe1013		Cours	Var. %	Cours	Var. %
PARIS CAC 40		12000	0,00	12000	0,00
- SBP 120		12022,23	1,37	12022,23	1,37
- SBP 250		12022,23	1,37	12022,23	1,37
- SECOND MAR.		---	---	---	---
- MIDCAC		---	---	---	---
LONDRES FT100		---	---	---	---
AMSTERDAM AEX		1153,06	1,75	1153,06	1,75
BRUXELLES BEL20		3427,16	1,36	3427,16	1,36
FRANCOFORT DAX		5550,35	1,72	5550,35	1,72
MILAN MIB30		---	---	---	---
STOCK 66		5634,34	1,63	5634,34	1,63
SUEDE OMX		1766,50	1,89	1766,50	1,89
STOCK 66		1026,57	1,57	1026,57	1,57
EURO STOCK 30		304,20	1,58	304,20	1,58
STOCK 50		3342,45	1,86	3342,45	1,86
EURO STOCK 50		3302,02	1,87	3302,02	1,87



Matières premières

En dollars ▶	Cours 17/08	Var. % veille	
MÉTALUX (LONDRES)			\$/TONNE
CUVRE 3 MOIS	1435,5	0,09	
ALUMINIUM 3 MOIS	1325,6	-0,19	
PLOMB 3 MOIS	549	-0,54	
ETAIN 3 MOIS	5670	-0,06	
ZINC 3 MOIS	1037,6	0,19	
NICKEL 3 MOIS	4052	-0,78	
MÉTALUX (NEW YORK)			\$/ONCE
ARGENT A TERME	\$ 1,19	-0,38	
PLATINE A TERME	31280	-0,67	
GRAINES D'ENRÉES			\$/BOISSEAU

MAIS (CHICAGO).....	200	0,24
SOJA GRAINE (CHG.).....	539	-0,05
SOJA TOURTEAU (CHG.).....	137,5	0,22
SOFTS		\$/TONNE
CACAO (NEW YORK).....	1522	0,26
CAFÉ (LONDRES).....	1508	-0,05
SUCCRE BLANC (PARIS).....	247,7	0,22

Pétrole

En dollars ▶	Cours 17/08	Var. % veille
BRENT (LONDRES).....	120,00	—

Or

En francs ▶	Cours 17/08	Var. % 14/08
OR FIN KILO BARRE _____	55'09	+0,18
OR FIN LINGOT _____	55'60	+0,18
ONCE D'OR LONDRES _____	1.400,00	----

AUJOURD'HUI

LE MONDE / MERCREDI 19 AOÛT 1998

SPORTS La première journée des championnats d'Europe d'athlétisme, mardi 18 août à Budapest (Hongrie), va voir s'affronter les spécialistes de la marche et, pour les

femmes, du 10 000 mètres. Mais, à côté de ces finales, de nombreuses épreuves de qualifications vont avoir lieu. C'est ainsi que des femmes vont se mesurer à la perche.

Caroline Ammel et Amandine Homo rêvent de voir leurs noms inscrits au tableau de la finale, qui se tiendra vendredi 21 août. Ces deux Françaises se sont entraînées avec leur

collègues masculins sous la direction de Maurice Houvion. CHAMPION d'Europe du décathlon en 1994, le Français Alain Blondel n'a pas complètement abandonné la

compétition. Entraîneur personnel de sa compagne, Heike Drechsler, championne olympique du saut en longueur en 1992, il a choisi de devenir agent d'athlètes.

Les perchistes françaises rêvent d'une première finale européenne

Parmi les épreuves de qualifications des championnats d'Europe d'athlétisme qui ont commencé mardi 18 août à Budapest figure la perche féminine, une discipline nouvelle que Caroline Ammel et Amandine Homo ont préparée avec les hommes et leur entraîneur, Maurice Houvion

BUDAPEST de notre envoyée spéciale Caroline Ammel et Amandine Homo ont chaud, très chaud. Mais, entre la sieste et les parties de cartes, elles s'accommodent de l'étouffante moiteur de Budapest. Une moiteur qui semble se propager dans l'hôtel pourtant paisible et éloigné du centre-ville où s'est installée la délégation française. Les deux jeunes femmes ont attendu longtemps ce mardi 18 août, jour d'ouverture des championnats d'Europe d'athlétisme. Si longtemps que la chaleur ne peut venir assombrir leur satis-

faction d'être présentes dans la ville hongroise à l'heure de la compétition. Ce jour marque la reconnaissance des femmes perchistes en championnat international officiel. Elles concourent pour la première fois à ce niveau. En amuse-gueule, il y a bien eu les championnats du monde en salle au Palais-omnisport de Paris-Bercy, en mars 1997, puis les « Europe » en salle à Séville à la fin du mois de février. Mais la saison d'hiver arrive trop tôt par rapport à notre préparation, dit Caroline Ammel. Alors, Amandine et elle se réjouissent d'ap-

partenir pour de bon au « groupe France » et de pouvoir enfin s'exprimer sur le sautoir au même titre que les autres athlètes. Caroline Ammel est une pionnière, la première « fille » à s'être infiltrée dans le groupe des « garçons » de Maurice Houvion, il y a quatre ans. Grièvement blessée au coude gauche lors d'une chute à l'entraînement en 1994, elle risquait de perdre l'usage de deux doigts. A raison de trois séances de rééducation par jour et deux ans d'entraînement, elle a retrouvé son niveau initial, puis a amélioré deux fois le record de France de-

puis le mois d'octobre 1997 (4,23 mètres). D'autres l'ont rejointe chez Maurice Houvion. Et le vieux maître s'est pris au jeu. « Au début, tout était simple, il n'y avait pas de compétition, dit-il, on n'y trouvait que du plaisir. Si Caro savait bien, on était content, sinon on ne subissait aucun désagrément. » Aujourd'hui, il avoue rechercher les résultats.

Pour maintenir tous ses athlètes sous pression, il a instauré pour eux les « compétitions du mercredi » à l'Insep. Avant les championnats d'Europe, il les a soumis à une « simulation ». Caroline et Amandine, comme Jean Galfione, ont rigoureusement répété à Paris heure par heure leur programme de cette semaine. « Pour qu'elles puissent le reproduire ici en confiance », dit Maurice Houvion.

LOIN DU RECORD DU MONDE

Ses disciples sont loin de l'Australienne recordwoman du monde, Emma George (4,59 mètres), ou des 4,51 mètres de la meilleure Européenne, la Tchèque Daniela Bartova, mais il s'en accommode. « Elles ont sûrement moins de qualités que les meilleures actuelles au niveau vitesse, détente et force du haut du corps, mais cela évoluera avec la prochaine génération, qui sera recrutée plus spécifiquement. L'important, c'est qu'on ne trouve jamais de femmes déformées par le saut à la perche, car elles pratiquent une véritable culture phy-

sique, qui les développe harmonieusement. » Amandine Homo a dix-sept ans et incarne déjà l'avenir de la perche féminine. Junior et tout juste bachelière, elle a été initiée au saut à la perche par son père dès l'âge de treize ans. Il supervise toujours sa préparation physique. Championne de France

femmes perchistes flirtant avec les 5 mètres. Caroline rit. Elle ne s'y voit pas. Amandine acquiesce. Même si, comme son aînée, elle rêve de Sydney, à chaque jour suffit sa peine. « Pour un podium rien qu'ici, il nous faudrait battre notre record, dit-elle. Alors ce sera déjà bien de se qualifier pour la fi-

La Coupe d'Europe des nations aura lieu à Paris

Initialement prévue à Florence (Italie), l'édition 1999 de la Coupe d'Europe des nations d'athlétisme aura finalement lieu à Paris, au stade Charléty, au mois de juin, ont annoncé des responsables de la Fédération européenne d'athlétisme, lundi 17 août, à Budapest, en prélude aux championnats d'Europe. Cette compétition a été décalée en raison de problèmes d'infrastructures. Les Français sont qualifiés d'office pour l'épreuve. Lors de l'édition 1998, à Saint-Petersbourg au mois de juin, les hommes avaient terminé cinquièmes de l'édition et les Françaises avaient obtenu leur premier podium en Coupe d'Europe en décrochant le bronze.

La Fédération française d'athlétisme (FFA) avait également proposé la ville de Fort-de-France, à la Martinique, pour organiser l'édition 2000, mais il semble que le projet ne soit plus vraiment d'actualité, notamment pour des raisons de couverture télévisée.

Alain Blondel, un médaillé devenu manager

EXISTE-T-IL une vie, une vraie, après l'athlétisme ? Une route ombragée se dessine-t-elle pour les athlètes qui ont franchi leur dernière ligne d'arrivée ? Longtemps,

PORTRAIT

Cet ex-champion d'Europe du décathlon est l'agent d'une vingtaine d'athlètes

Alain Blondel n'a pas su ou pas voulu répondre. Champion d'Europe du décathlon en 1994, le Français avançait dans l'existence au rythme tranquille des saisons. « Je me voyais bien durer un peu, raconte-t-il aujourd'hui. Faire les Jeux d'Atlanta, puis prolonger. Et finalement m'en aller, sans doute en 1997, après avoir dû au revoir à tout le monde. »

Une blessure l'en a empêché. Une première alerte en 1993, puis une autre, l'année suivante. Une opération du tendon d'Achille qui tourne mal, fin 1996, puis une deuxième, peu après, dont il conserve encore une gêne dans la démarche. Aujourd'hui, Alain Blondel n'est plus athlète. Poussé dehors sans ménagement. Il a disputé son ultime décathlon en septembre 1995, sur le stade de Talence. « Mais j'ignorais alors, dit-il, que ce serait le dernier. » Les regrets l'ont rapidement quitté. Question de nature et plus encore de circonstances. « Je suis trop occupé, explique-t-il, pour ruminer le passé. »

A Budapest, il loge à l'hôtel de l'équipe d'Allemagne. Et se présente comme l'entraîneur person-

nel de l'immense Heike Drechsler, championne olympique du saut en longueur en 1992, sa compagne de tous les jours. Il prête également sa plume, comme consultant, à France-Sport. Et Thiver, il aime coiffer la casquette d'organisateur, le temps d'une réunion en salle à Karlsruhe (Allemagne). « Je suis multicarte », reconnaît-il. Son vrai métier, pourtant, est ailleurs. Alain Blondel fait profession d'agent d'athlètes. Christine Arron, Patricia Girard, Dan Philibert, Sylviane Félix... Il compte une vingtaine de clients, tous français. « Et je suis en train de gagner dans le milieu, dit-il, l'équilibre de manager des athlètes français. »

PROGRESSION À TÂTONS

Curieusement, l'idée d'une telle carrière ne l'avait jamais effleuré. Diplômé en informatique, il se voyait bien tourner le dos à l'athlétisme. « J'avais même entrepris, après mon titre européen, des études d'ingénieur à l'INSA de Lyon, explique-t-il. Mais je n'ai jamais pu les achever. » Alain Blondel s'accorde trois mois de réflexion. Puis il ose un début de réponse, trop peu sûr de lui-même pour le confier à voix haute. « J'avais constaté sur la fin de ma carrière certaines lacunes du côté des agents. Alors, j'ai décidé de me lancer. »

En août 1997, l'entraîneur de Patricia Girard, François Pépin, lui emboîte le pas et lui confie ses premiers clients. Quelques mois plus tard, Jacques Pisenta suit le mouvement. Il choisit Alain Blondel pour défendre les intérêts financiers de ses athlètes - Christine Arron, Dan Philibert, Stéphane

Call - dans les meetings internationaux. « Je voulais commencer petit et me limiter à un groupe d'une dizaine de noms, raconte-t-il. Je doutais trop de mes compétences pour briller les étapes. Mais les événements m'ont pris de vitesse. » Les débuts lui donnent raison. Trop tendre, mal à l'aise et encore trop proche de ses athlètes pour entretenir avec eux des relations d'argent, il avance à tâtons. « Il n'est pas évident, explique-t-il, de déterminer la valeur estimée d'un champion dans une compétition. C'est un métier. En plus, il me fallait faire abstraction des sommes que j'avais touchées. Un décathlonien ne vaut pas très cher, rien de voir avec un sprinter. »

Aujourd'hui, Alain Blondel se dit respecté du milieu. Mais sa société, Mosaique Sport Marketing, vitote et ne le nourrit même pas. « Je n'envisage même pas de me salarier, avoue-t-il. Pour l'instant, mon ambition se limite à équilibrer les comptes et payer les frais de téléphone, de fax et de voyages. » Il reconnaît sans honte vivre du petit pécule entassé pendant ses années de compétition.

L'avenir ne lui arrache aucune grimace. « Je vais devoir m'accrocher ces prochaines années, dit-il, mais j'ai déjà réfléchi à mon développement. Il me faut plus d'athlètes, dont quelques étrangers. Et surtout, faire de la gestion de carrière, m'occuper de leurs contrats publicitaires, de leur image. » Il en parle avec envie. Et se voit, déjà, expliquer à ses clients que la vie, la vraie, peut exister une fois passée la porte du stade.

Alain Mercier

Nouvelle saisie dans le camion d'une équipe cycliste

DES PRODUITS pharmaceutiques ont été saisis, dimanche 9 août, par les douaniers au péage autoroutier de Vitrac (Gironde) dans un camion de l'équipe cycliste Cofidis qui revenait d'une épreuve en Espagne, la Clásica San Sebastian. Les produits - des médicaments italiens et français et des ampoules non étiquetées - contenus dans une mallette ont fait l'objet d'analyses dans le courant de la semaine. Les résultats n'étaient pas encore connus lundi 17 août. Le chauffeur qui se trouvait seul à bord du véhicule a été interrogé avant d'être relâché. Un responsable de l'équipe devrait être entendu mardi à Bordeaux par les douaniers. L'enquête porte sur une éventuelle infraction douanière.

Le coureur italien de l'équipe Cofidis, Francisco Casagrande, vainqueur de la Clásica San Sebastian, a fait l'objet de plusieurs contrôles positifs au printemps, notamment au Tour de Romandie, contrôles à propos desquels une contre-expertise a été demandée.

Ce nouvel épisode dans la lutte contre le dopage survient après la publication dans Le Journal du dimanche du 16 août d'un entretien avec Daniel Blanc, médecin du sport à Lausanne, qui s'occupe des coureurs de l'équipe Festina, Laurent Dufaux et Richard Virenque. « Je pense que la seule solution, c'est de laisser les sportifs professionnels s'autogérer, a notamment déclaré Daniel Blanc dans cet entretien. [Les laisser] faire

leurs propres règlements en accord avec les médecins spécialistes, puis [les laisser] faire eux-mêmes la police en chassant les brebis galeuses. »

Selon le médecin, la politique prohibitive menée par les instances dirigeantes est inutile, puisque, de toute manière, les sportifs prennent les produits interdits : « Un athlète qui me dit s'être fourni en produits et me demande mon avis, je préfère lui dire : "On va essayer ensemble de limiter les dégâts". »

Concernant le danger que représente le dopage, le docteur Blanc radicalise même sa position en considérant que, si un coureur le consulte pour savoir ce qui peut être fait pour l'aider à gagner un Grand Tour, « on peut peut-être lui donner une petite dose d'anabolisants pendant quatre à six semaines avec un travail spécifique, afin d'augmenter progressivement sa masse musculaire. (...) Je ne pense pas que les anabolisants donnés à petite dose soient dangereux. »

Le médecin suisse n'est pas opposé au fait de permettre à l'athlète de retrouver son niveau grâce à FEPO, car « le vrai dopage, c'est se doper tout au long de la saison ». Mais il préconise une relation de confiance entre les médecins et les sportifs et souhaite « être crédible aux yeux du coureur ».

DÉPÊCHES

■ **TENNIS** : Nathalie Tauziat est huitième au classement mondial publié, lundi 17 août, par l'Association des joueuses professionnelles. La Française, qui a passé le premier tour du Tournoi de Montréal, lundi, occupe ainsi le meilleur rang de sa carrière. Le classement est toujours dominé par Martina Hingis. Mais la Suisse est talonnée par l'Américaine Lindsay Davenport, qui a gagné son troisième tournoi d'affilée à Los Angeles, dimanche, en dominant la numéro un mondiale.


■ **FOOTBALL** : Bernard Lama a été rappelé dans les buts de l'équipe de France par le sélectionneur national, Roger Lemerre, pour le match amical Autriche-France, mercredi 19 août, à Vienne. Le gardien de but du Paris-Saint-Germain remplace le titulaire, Fabien Barthez, victime d'une douleur à la cuisse.

SPECIAL ÉTÉ

l'européen

Histoires d'Europe

De Jules César à l'euro



NUMÉRO TRIPLE

"SPÉCIAL ÉTÉ"

20F

EN VENTE DU 29 JUILLET AU 23 AOÛT 98

BALADE DANS LES VIGNOBLES

Le condrieu, un petit blanc devenu grand

Sauvé d'une disparition annoncée par l'acharnement de quelques vignerons, ce côtes-du-rhône rare est aujourd'hui recherché pour les meilleures tables

CONDRIEU

Il y a à peine plus de cinquante ans que le condrieu a été mis pour la première fois en bouteille. Jusque-là, il était vendu en vrac, et ce vin de table qui voyageait mal faisait le bonheur, entre autres lieux, du bistro des mineurs à Saint-Étienne. Aujourd'hui, ce blanc est à la carte des plus grands restaurants de la planète et une bouteille, chez le viticulteur, ne coûte en général pas moins de 120 francs... quand il en reste à acheter.

Qui saurait situer le mont Pilat, pointe la plus avancée du socle granitique du massif Central vers la vallée du Rhône ? C'est à l'ombre de ce massif que se trouve Condrieu (« coin de ruisseau » en ancien français) sur la rive droite du fleuve, à un jet de pierre en dessous de Vienne.

Les vignes qui entourent le village sont accrochées en minuscules terrasses sur d'abrupts cotreaux. Au centre d'un petit vignoble d'une centaine d'hectares répartis sur sept communes. En tout et pour tout, on produit en moyenne 250 000 bouteilles par an de ce vin blanc. La rareté semble d'ailleurs ici devenue une habitude locale et l'on ne s'étonnera, au détour du chemin, de découvrir sur un panneau routier que le village de Saint-Pierre-de-Boeuf, classé en Condrieu, est jumelé avec une commune du Sénégal.

UN FIL TÊNU

Mais de la rareté à l'extinction, le fil est si ténu qu'il manque parfois de rompre : ce fut le cas ici. Le condrieu revient de loin. Le phylloxéra, la guerre, la crise viticole des années 30 et les conditions particulièrement difficiles de culture de la vigne sur ces pentes à plus de 50 % ont fait avoir raison du vignoble, unique cépage cultivé sur place.

Bien qu'une zone d'environ 200 hectares ait été définie en appellation d'origine contrôlée (AOC) en 1940, il n'y avait plus que six hectares cultivés dans les années 50. « La vigne s'arrachait à tour de bras pour planter des arbres fruitiers », se souvient Georges Vernay qui fut le premier viticulteur à croire au renouveau possible de l'appellation. « À l'époque, les négociants n'achetaient le raisin que 60 centimes le kilo alors que l'abricot valait déjà 1 franc. »

Dans les années 70, paraît un ouvrage au titre accrocheur, *Le vigneron est-il condamné ?* Ce raisin à peau épaisse qui contient re-



lativement peu de jus est en effet en train de disparaître de ce petit terroir des Côtes du Rhône, lieu où il est quasi exclusivement cultivé. Jouant contre le sort, « Joe » Vernay, avec une poignée de viticulteurs locaux, veut y croire encore. Sur la route nationale, il construit de ses propres mains un caveau de dégustation pour faire connaître ce vin jaune pâle, souple et onctueux, au puissant bouquet de fleurs des champs et d'abricot.

L'homme, qui a aujourd'hui soixante-douze ans, a laissé depuis quelque temps les soins de la vinification à sa fille Christine, mais il faut le suivre encore quand il parcourt les « chaillots », ces étroites terrasses taillées dans le granit, où le soleil frappe si fort l'été qu'on ne peut venir y travailler qu'entre 5 et 10 heures du matin. « La vigne n'aime qu'une seule ombre, confie-t-il, celle de celui qui la travaille. »

Sur ces bandes serrées entre deux murets, parfois si étroites qu'on ne peut y planter plus d'un rang de vigne, aucune machine ne parvient à circuler. Le vigneron fait tout à la main. De l'hectare et demi qu'il avait à ses débuts en 1953, Joe a peu à peu étendu son vignoble à six hectares de Condrieu. Dans le virage à flanc de coteau où il a garé sa jeep bleue, il montre de la main la friche, près de ses vignes, qu'il compte acheter bientôt. Ce vin, considéré comme une pièce de musée il y a trente ans, regagne petit à petit chaque parcelle de ses terres.

Joe Vernay aime cette victoire. Bernard Pivot lui a fait le plaisir de lui dire que son « coteau de verdon » 92 était sans doute le meilleur blanc qu'il ait bu au monde.

D'autres comme Gagnaire, Bosc ou la maison Pic à Valence sont aussi depuis de longues années ses thuriferaires. A ce précurseur sont venus s'ajouter, depuis le début des années 80, nombre de jeunes vignerons qui ont cru à leur tour au condrieu.

Certains, comme Yves Cuilleron, y étaient peut-être plus disposés que d'autres, car lui aussi est un enfant du village.

Même s'il a d'abord fait des études de dessin industriel, son père et son grand-père travaillaient déjà ici quelques acres de condrieu. Depuis qu'il a pris les rênes de l'exploitation en 1987, il a porté son vignoble, dans cette appellation, à huit hectares. Un record dans le coin.

Les deux cuvées 97 qu'il propose diffèrent sensiblement. Si sa « petite côte » est un modèle dans le style condrieu (assez gras, chargé en arômes de violette et d'amandes grillées), ses « chaillots » donnent, eux, un vin plus ample et concentré où le bois s'insinue avec délicatesse et se marie aux notes d'agrumes.

À L'ANCIENNE

Enfin, comme beaucoup de ses jeunes confrères qui prétendent retrouver ce qu'ils appellent « la vérité originelle du condrieu », Yves Cuilleron propose une version de ce vin blanc, non pas en sec mais en moelleux, comme il l'était jadis. Pour ce faire, il laisse flâner les raisins sur les ceps et ramasse les grains botrytisés en passant huit fois sur chaque parcelle, de dix jours en dix jours.

Au final, sa « récolte tardive aguerie » possède une solide charpente alcoolique, un fort taux de sucre résiduel et des arômes très confits d'abricot.

L'un des grands partisans de ce condrieu « à l'ancienne » et sans doute l'un des meilleurs viticulteurs en la matière est Marc Rouvière, au Domaine du Chêne. Ancien caviste lyonnais, il ne possède de la vigne ici que depuis une dizaine d'années, mais a déjà un credo sur le sujet. « Que ce soit pour du sec ou du moelleux, je récolte de toute façon très tardivement. Autrefois, le condrieu était un vin primeur qu'on servait à Noël en l'honneur de Noël, mais depuis novembre, un vin classé dans les liquoreux. Est-ce celui-là le plus intéressant ? Je m'interroge et donc je fabrique pour trouver la réponse. Ce qui est sûr, c'est que ce condrieu, qui n'est pas une réputation de garde, tiennent bien quand ils sont moelleux. J'ai eu la chance de goûter dans ce genre un condrieu 1947 qui était une envoiante confiture de pêches et d'abricots. »

Si les vendanges tardives ont, en ce moment, le vent en poupe dans l'appellation, elles ne représentent toutefois que 5 % du total des condrieu, selon le président du syndicat des vignerons, Robert Niero. Celui-ci n'est d'ailleurs pas un de leurs plus chauds partisans : « Certaines cuvées surmaturées sont à la limite du lourd par manque d'acidité. L'équilibre est difficile à trouver. »

Guillaume Crouzet

★ Tous les domaines cités pratiquent la vente au caveau. Se renseigner pour les horaires d'ouverture : Georges Vernay, 1, route nationale, 69420 Condrieu, tél. : 04-74-59-52-22. Yves Cuilleron, Verlieu, 42410 Chavanay, tél. : 04-78-87-02-37. Marc Rouvière, Domaine du Chêne, 42410 Chavanay, tél. : 04-74-87-27-34.

BONNES ÉTAPES

MONTJOUX

■ Avec sa gueule de boxeur, son crâne rasé et ses trente-six ans, François Villard, dans sa cave aux parpaings apparents, est devenu grâce à ses condrieu très concentrés et puissants, le chouchou de la critique. Parker a craqué pour son Quintessence 1994, « fabuleusement riche et équilibré, avec une acidité extrêmement élevée et un caractère minéral sous-jacent ». Les amateurs d'un style de condrieu à la limite d'une vendange tardive apprécieront ses Terrasses du Palat ou son Grand Vallon dans leurs cuvées 1997. Attention, les parcelles de ce vigneron-artiste sont microscopiques et ses rendements ne dépassent pas 26 hectos à l'hectare (37 autorisés en réalité). Résultat : peu de vin, mais très aromatique. Ses Terrasses du Palat, aux arômes de fruits confits et de tilleul, sont d'une surprenante ampleur en bouche.

★ François Villard, Montjoux 42410 Chavanay, Tél. : 04-74-53-11-25.

TAIN

■ Il a un site sur le Web, toutes les étiquettes de ses vins sont surimprimées en braille et, dans son caveau, près de la gare de Tain, on peut voir à travers des dalles de verre les différents sols de la vallée du Rhône. Michel Chapoutier est très mode. Trop ? Certainement pas. Car il travaille ses vignes d'une façon unique : ni herbicides, ni pesticides, ni engrais chimiques, mais des purins d'ortie et de préle, des labours réguliers et des tailles sévères pour concentrer le sucre dans la grappe. Dans le caveau de ce producteur et négociant, la grande ardoise sur le bar indique les vins à la dégustation chaque jour. Succès, sous la direction de Corinne : plus de 60 000 bouteilles vendues ici l'an dernier. Parmi les bons rapports qualité-prix, le saint-joseph Deschamps en 1996 (100 % Marsanne). Belle robe jaune pâle aux reflets verts, nez minéral et une attaque franche qui se termine sur des notes miellées (65 F). Beau choix de vins monocépages dans ces blancs de la vallée du Rhône : crozes-hermitage La Petite Ruche 1996, hermitage Chante Alouette disponible dans presque toutes les caves de 1989 à 1996, à l'exception de 1995, seulement en magnum.

★ Caveau Chapoutier, 18, avenue du Docteur-Paul-Durand 26600 Tain, Tél. : 04-75-08-92-61.

SAINT-DÉSIRAT

■ A quelques kilomètres de Condrieu se trouve, en terre ardéchoise, la cave de Saint-Désirat, qui produit Saint-Joseph et Condrieu. Derrière la maison des vins, un sentier passe sous l'ancienne voie ferrée désaffectée, laissent à sa gauche un ruisseau qui cascade sur les marches de pierre. Arrivé sur la terrasse, on découvre un beau panorama sur la vallée du Rhône et, surtout, le point de départ d'un sentier de découverte à travers le vignoble, balisé d'une dizaine de panneaux explicatifs. Comptez une heure quinze environ pour effectuer ce circuit de 2,5 kilomètres en tout.

★ Circuit de découverte de Rochevine, 07340 Saint-Désirat, Tél. : 04-75-34-22-05.

VIENNE

■ Grande étape gastronomique de la région, cette Pyramide, reprise depuis bientôt dix ans par Patrick Héninroux. Deux macarons Michelin, un service et un décor de charme et surtout un « menu du marché » qui, pour 280 francs, propose les légumes d'été, de rale à la pulpe d'artichauts ou le parmentier de queue de beauf ou oignons confits. L'autre raison de s'arrêter ici, c'est Jean-Claude Ruet, formidable sommelier, septième dans cette fonction depuis que la maison a ouvert, en 1982, 20 000 bouteilles en cave et en salle, près de 60 % des ventes pour les crus de la vallée du Rhône, dont il est un expert incontesté. L'an dernier, il a ainsi vendu 3 000 bouteilles de condrieu (il en a une vingtaine de références à sa carte). Selon ses recommandations, c'est à l'apéritif qu'il convient de boire ce vin ou pour accompagner langoustines ou pintade, quand le chef les met au menu.

★ Restaurant La Pyramide F-Point, 14, boulevard Fernand-Point, 38200 Vienne, Tél. : 04-74-53-01-96.

ROUTE DES VINS

■ Publié sous la houlette de Hugh Johnson, grand spécialiste du monde viticole, un petit guide souple paru au début de l'année présente les régions viticoles de la vallée du Rhône. Une sélection de vigneron « choisis parmi les plus talentueux et les plus accueillants » (ce qui ne va pas toujours de pair), des hôtels et des restaurants, l'indication des marchés régionaux et des monuments à visiter, de nombreuses photos et cartes en couleur : ouvrage dense, maquette aérée. On peut regretter cependant l'absence totale de prix, notamment pour la restauration et l'hébergement, même si l'on nous affirme qu'ils sont « relativement modérés ».

★ La Route des vins des Côtes du Rhône, d'Hubrecht Duijker, 120 F. Flammarion.

La tsarine de Château-Grillet

VERIN

de notre envoyé spécial
Isabelle Baratin est la petite dernière de la famille mais, ici, c'est elle qui décide. Sa mère, ses deux frères et sa sœur lui ont laissé les commandes de Château-Grillet. « Belle », comme la surnommait son père André, est à l'image des flûtes brunes dans lesquelles elle met son vin en bouteille : fine, élancée, ardente. Il y a quatre ans, ce père qui dirigeait tout meurt au matin, le premier jour des vendanges. A compter de ce jour, elle, qui avait fait ses classes de vigneron à ses côtés, a dû prendre seule son envol. Et ce n'est pas facile quand on a en charge un monument du patrimoine viticole comme Château-Grillet.

Cet AOC des Côtes du Rhône est en effet un cas presque unique dans la législation française, puisqu'il ne concerne qu'un seul domaine de moins de 4 hectares et qui appartient entièrement depuis plus de cent cinquante ans à la même famille. Comme dans l'appellation voisine de Condrieu, tout

est planté en vignier. Au milieu d'un amphithéâtre granitique qui surplombe le fleuve, un petit château aux formes bizarres, assemblées comme trois pièces de Lego, flotte au-dessus d'un océan de sarmets.

LE MARC DE L'AMITIÉ

La différence avec les vignobles condrieu qui jouxtent le domaine ? Un sol riche en mica, une exposition totalement protégée des vents du nord et un élevage de près de deux ans, essentiellement en fûts de chêne. Au final, à peine plus de 10 000 bouteilles chaque année d'un vin blanc souple et rond, gras jusqu'à l'onctueux et qui déploie en vieillissant des arômes subtils de fleurs et de fruits mûrs. Un vin si rare, si précieux que, du temps du père, un panneau était affiché sans cesse au bas de la propriété : « vente suspendue ».

Signe de changement, l'écriteau n'est plus là : la jeune femme a fait refaire et ouvert l'étroite pièce du bas, enserrée entre les

deux tours, et c'est dans cette ancienne cuisine, au rez-de-chaussée, qu'elle reçoit les visiteurs et vend même quelques bouteilles... si elle vous juge digne d'en acheter.

Car, si son vin est peu acide, on sent très bien qu'elle peut l'être aussi. Femme de tête, conteuse infatigable, elle est ici dans sa maison de famille, dont elle vous fait le privilège d'entrouvrir la porte... qu'elle pourrait aussi bien refermer à votre nez. Mais elle peut aussi bien vous emmener faire un tour dans les chaillots qui cerment le château en appelant chacun par son petit nom : « la cabane », « la terre rouge », « le pointu », « l'éclatage ».

Elle peut même - preuve d'amitié - vous faire humer son marc (une centaine de bouteilles seulement) dont elle aura déposé quelques gouttes au creux de sa paume.

G. C.

★ Château-Grillet, 42410 Verin. Visite sur rendez-vous. Tél. : 04-74-59-51-56.

A lire dans

Le Monde

« Dieu bénisse ta soirée »

Une nouvelle inédite de Naguib Mahfouz

Un cahier spécial de 40 pages avec Le Monde daté samedi 22 août

هكذا من راحل

NES ÉTAPES

AUJOURD'HUI

LE MONDE / MERCREDI 19 AOÛT 1998 / 15



- Ensoleillé
- Peu nuageux
- Brèves éclaircies
- Couvert
- Brume brouillard
- Averses
- Pluie
- Orages
- Neige
- Vent fort
- Température de l'eau

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ FRANCE. L'autoroute A3 sera fermée à la circulation de 21 h 30 à 5 heures dans le sens province-Paris durant la nuit du mercredi 19 au jeudi 20 août, depuis Aulnay-sous-Bois jusqu'à Rosny-sous-Bois, en raison de travaux. Toujours en région parisienne, l'autoroute A1 sera fermée dans le sens Paris-province, entre la porte de la Chapelle et l'échangeur de Saint-Denis, dans la nuit du jeudi 20 au vendredi 21 août, de 21 h 30 à 5 heures. Un itinéraire de déstasse sera mis en place dans les deux sens depuis les aéroports du Bourget et de Roissy-Charles-de-Gaulle.

■ ÉTATS-UNIS. Deux routes panoramiques de l'Etat de Washington, sur la côte Nord-Ouest, viennent d'être distinguées par l'administration fédérale parmi l'ensemble du maillage routier. Il s'agit de l'Interstate 90, reliant Seattle à Thorp, connue sous le nom de Mountains to Sound Greenway et désormais qualifiée National Scenic Byway. Tandis que la State Route 410, entre Enumclaw et Naches, via le parc national Mount Rainier, qui traverse des paysages spectaculaires, est baptisée Stephen Mather Memorial Parkway. Informations touristiques et envoi du guide au 1-800-890-5493 (numéro local) ou sur Internet: www.tourism.wa.gov.

■ CANADA. Nouvelles Frontières affiche des offres sur des vols Paris-Montréal pour des départs les 24, 25, 26, 27 et 29 août, retour les 9 et 16 septembre. Tarifs A/R, hors taxes, 1 990 F. Renseignements au 0800-33-33-33 et sur Minitel 3615 NF.

Orages isolés en montagne

MERCREDI, le temps reste estival sur la France, avec une chaleur toujours élevée et un soleil dominant, surtout au sud en plaine. Le relief des Alpes, des Pyrénées et de la Corse peut toutefois à nouveau connaître l'orage.

Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie. - La journée est agréable, avec un soleil à peine contrarié par d'insignifiants nuages. Températures maximales voisines de 20 degrés sur le littoral de la Manche, comprises entre 22 et 25 degrés ailleurs.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le soleil revient avec la seule présence de discrets cumulus de beau temps. Températures estivales, avec un maximum de 26 à 28 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - En Bourgogne et Franche-Comté, la journée est dominée par le soleil et la chaleur. Dans les autres régions, le soleil doit composer avec quel-

ques nuages sans conséquences. Le thermomètre grimpe jusqu'à 29 ou 30 degrés.

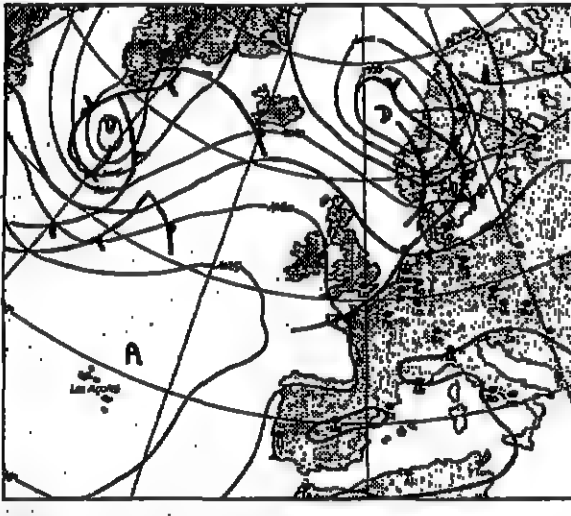
Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Soleil et chaleur continuent à régner. Les nuages restent rares et discrets, sauf dans la chaîne pyrénéenne où un orage peut éclater. Températures maximales 25 à 27 degrés sur la côte atlantique et dans les Pyrénées, 29 à 31 degrés ailleurs.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Dans les Alpes, le ciel reste menaçant et l'orage peut à nouveau éclater. Dans les autres régions, il fait beau et chaud. Température maximale voisine de 27 degrés dans les Alpes, 30 degrés ailleurs.

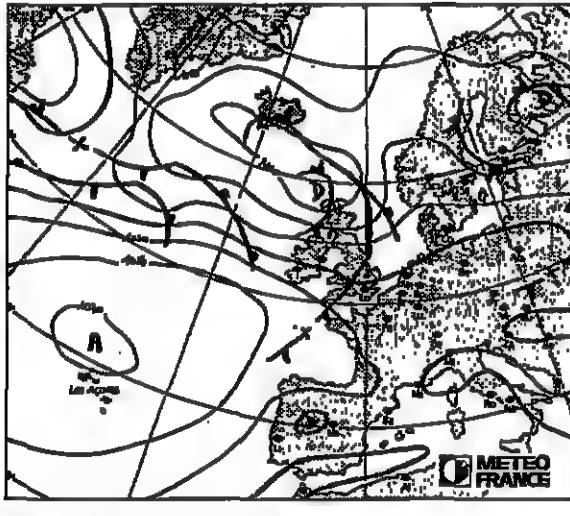
Langue-doc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Soleil et chaleur continuent à régner. Toutefois le relief du Roussillon, des Alpes-Maritimes et de la Corse ne sont pas à l'abri d'un orage. Le thermomètre culmine au plus chaud de la journée vers 29 degrés sur le littoral et entre 32 et 34 degrés dans l'intérieur.

PRÉVISIONS POUR LE 19 AOÛT 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel.
S: ensoleillé;
N: nuageux;
C: couvert;
P: pluie;
N: neige.

FRANCE métropole	18/30 S
AVIGNON	16/24 S
BASTIA	15/29 S
BORDEAUX	14/28 S
BREZIL	11/20 S
CAEN	14/20 S
CHERBOURG	9/21 S
CLERMONT-F.	14/28 S
DJIBOUTI	15/29 S
GRANVILLE	12/20 S
LYON	15/28 S
MARSEILLE	17/31 S
NANCY	14/29 S
NANTES	12/25 S
NICE	22/28 S
PARIS	12/26 S
PAU	14/26 S
PERPIGNAN	19/32 S
RENNES	10/23 S
STRASBOURG	14/28 S
TOULOUSE	17/29 S
TUNIS	12/27 S
FRANCE outre-mer	
COCHINCHINE	29/31 N
FORT-DE-FR.	25/31 N
BRUXELLES	12/22 N



Situation le 18 AOÛT - 0 heure TU



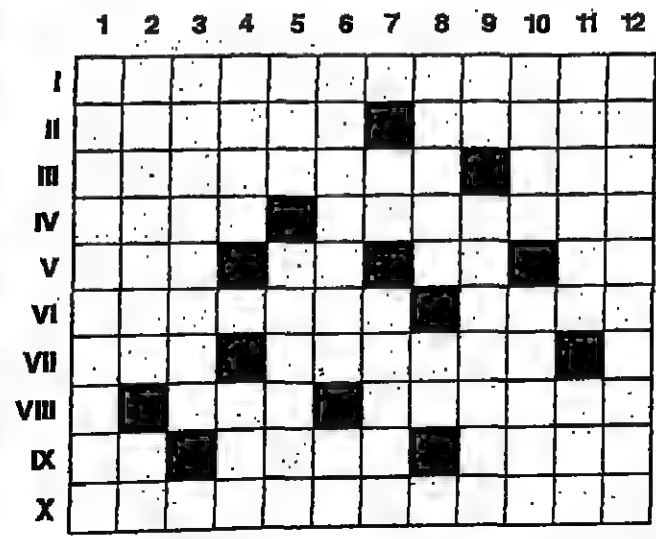
Prévisions pour le 20 AOÛT - 0 heure TU

20/25 S	BUCAREST	19/31 S	MILAN	22/31 S	VENISE	20/27 N	SANTO DOMINGO	21/15 S	ASE-OCCIDENT	26/31 P
23/29 S	BUDAPEST	21/29 P	MOSCOW	14/19 N	VIENNE	18/29 P	TORONTO	12/22 S	BANGKOK	26/30 P
25/32 N	COPENHAGUE	10/17 S	MUNICH	16/26 N	AMÉRIQUES	22/32 S	WASHINGTON	12/28 S	BOMBAY	26/30 C
18/24 S	DUBLIN	13/19 C	NAPLES	22/32 S	BRASILIA	7/18 S	APRÈS	23/33 S	DAKAR	26/32 S
	FRANCFORT	14/26 N	OSLO	22/31 S	BUENOS AIRES	15/30 S	HAÏPHONG	23/33 S	DUBAI	33/43 S
	GENÈVE	15/30 S	PALESTINE	22/31 S	CHICAGO	16/25 S	KINSHASA	23/33 S	HANOI	27/32 P
	HELSINKI	10/16 P	PRAGUE	15/24 N	CARACAS	23/31 P	DAKAR	23/33 S	HONGKONG	26/31 S
	ISTANBUL	23/29 S	ROME	21/29 S	CHICAGO	16/25 S	KINSHASA	23/33 S	JERUSALEM	24/34 S
	KIEV	19/24 S	SEVILLE	22/34 S	LIMA	12/18 C	LE CAIRE	24/35 N	NEW DELHI	27/32 P
	LISSONNE	18/26 N	SOFIA	15/25 N	LOS ANGELES	16/22 S	MARAKESH	22/37 N	PEKIN	22/32 S
	LIVERPOOL	12/19 N	ST-PETERSBURG	12/16 N	MEXICO	14/22 S	HAÏPHONG	23/33 S	SEUL	24/28 S
	LONDRES	14/25 N	STOCKHOLM	11/15 P	MONTECARLO	12/21 S	PRETORIA	12/28 S	SINGAPOUR	26/30 P
	LUXEMBOURG	12/24 C	TENERIFE	17/25 S	NEW YORK	18/25 S	RABAT	19/27 N	SYDNEY	13/17 P
	MADRID	20/29 N	VARSOWE	13/21 N	SAN FRANCISCO	11/18 S	TUNIS	23/34 S	TOKYO	26/32 N

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98197

3615 LEMONDE, topes SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

1. Tous comptes faits, c'est une qualité. - 2. Pour voyager dans l'autre sens. Se trouve dans la partie grêle. - 3. Ouvrir le jugement. La première chez les GO. - 4. Chauffé au foyer. Met fin aux affaires. - 5. Après la levée. Vient d'avoir. Possessif. Dans le plumier. - 6. Marquer un temps d'arrêt. Homme à femme. - 7. Dans le filet, en anglais et en français. Lâcher tout le monde. - 8. L'Europe des dix-huit, née à Porto. Reprise vertement. - 9. Possessif. Plate dans la

VERTICALEMENT

1. Il page, il court et, en plus, il pédale. - 2. Recouvrement de fonds. Abréviation. - 3. Chagriné. - 4. Boit pour oublier. Prend le chef à rebrousse-poil. - 5. Vient de savoir. Mis à la tâche. - 6. En bonne place au verger. Démonstratif retourné. - 7. Saint sur la Vire. À peu de chance de réussir. - 8. Les petits prennent souvent de l'importance. Interfec-

tion. - 9. Article étranger. Mise à plat. - 10. Un nom pour Philippe. Sarmet de vigne. - 11. Inscrit au Palais Brongniart. Tel, mais mis n'importe comment. - 12. Ornées et décorées avec finesse.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98196

HORIZONTALEMENT

1. Trouble-fêtes. - 2. Récréative. - 3. OPE. Tripanet. - 4. Pelotes. Na. - 5. Prose. Rabah. - 6. Lateralité. - 7. Eb. Saker. Las. - 8. VIII. Il. Vivarium. - 9. Neteté. Hère. - 10. Déserters.

VERTICALEMENT

1. Trop-pleins. - 2. Repérable. - 3. Ocelot. Std. - 4. Ur. Osés. Te. - 5. Betteraves. - 6. Lare. Alité. - 7. Etes. Lever. - 8. FIP Rira. - 9. Evasité. Rhé. - 10. Ten. Bélier. - 11. ENA. Aura. - 12. Strabismes.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Imprimé au Monde 12, rue M. Desobry 94882 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

SCRABBLE

PROBLÈME N° 83

Le quatrième mot



Tirage: C E E I O R S

a) Trouvez et placez un mot de sept lettres.

b) Avec ce même tirage, trouvez 6 mots de huit lettres en le complétant avec 6 lettres différentes appartenant à l'un des mots placés sur la grille.

N.B. - Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.

2. Préparation de la grille de la semaine prochaine.

d) A E I L P S U: trouvez un sept-lettres. A H I O S T U: trouvez un sept-lettres.

Solution dans Le Monde du 26 août.

Solution du problème paru dans Le Monde du 12 août. Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première

lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

a) HARDIES, 13 F. 74, faisant PETROLAI.

b) ADHERAIS, N 8, 90 - DECHIRAS, L 6, 78 - ENHARDIS, 14 A, 66.

c) JAIS, A 12, 43, faisant AN, IN et SE.

Michel Charlemagne

LITTÉRATURE Julien Green, citoyen américain et écrivain d'expression française, est mort jeudi 13 août, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans. ● SON FILS ADOPTIF, Eric Green, a

annoncé la disparition de l'écrivain lundi soir 17 août, précisant dans un communiqué que l'écrivain avait été « enseveli à l'étranger en toute intimité, selon sa volonté ». ● AUTEUR DE

nombreux romans, parmi lesquels *Adrienne Mesurat*, *Varouna*, *Mont-Cinère*, *Léviathan*... Julien Green avait démissionné de l'Académie française en novembre 1996. ● DE PARENTS

AMÉRICAINS sudistes, en France depuis 1945, Julien Green, protestant converti au catholicisme, a illustré dans ses romans, dans son œuvre autobiographique ainsi que dans son volumi-

neux *Journal*, le conflit entre la chair et l'esprit. Le huitième volume de ses *Œuvres complètes* était sorti, au printemps, dans la « Bibliothèque de la Pléiade ».

Julien Green, chronique d'une âme déchirée

L'écrivain américain de langue française est mort à Paris, jeudi 13 août, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans. Protestant converti au catholicisme, il est l'auteur de romans et d'un volumineux « Journal » où se conjuguent tentations charnelles et aspirations religieuses

BIEN QUE NÉ à Paris, le 6 septembre 1900, Julien Green appartenait par sa famille à une terre lointaine, presque irréelle : le sud des États-Unis, le *Deep South* d'avant la guerre de Sécession. Son père venait de Virginie, sa mère de Géorgie, et ni l'un ni l'autre n'avaient accepté la victoire de la bannière étoilée sur les troupes du général Lee. L'ombre écrasante de la défaite sudiste plana sur l'enfance de Julien ; ses camarades du lycée Janson-de-Sailly, auxquels il tentait d'expliquer ses origines, ne le comprenaient pas, à l'exception de l'un d'eux, qui résuma la situation ainsi : « En somme, tu appartenais à une nation qui n'existe plus. »

Dans les trois tomes de son autobiographie commencée en 1963 : *Partir avant le jour*, *Mille Chemins ouverts*, *Terre lointaine*, Julien Green a retracé scrupuleusement l'itinéraire qui l'a conduit à l'âge adulte. Partant de l'idée que « l'enfant est le père de l'homme », il a spontanément adopté l'attitude que requiert la psychanalyse, à savoir : plonger la mémoire dans le gouffre du temps et la laisser en retirer cette multitude de petits faits, parfois insignifiants, parfois exemplaires, qui, interprétés correctement, éclairent notre histoire personnelle. Les résultats sont souvent imprévisibles ; d'où la fascination qu'une telle démarche ne peut manquer d'exercer sur qui s'intéresse à cette vaste contrée, si mal explorée, qu'est l'âme humaine.

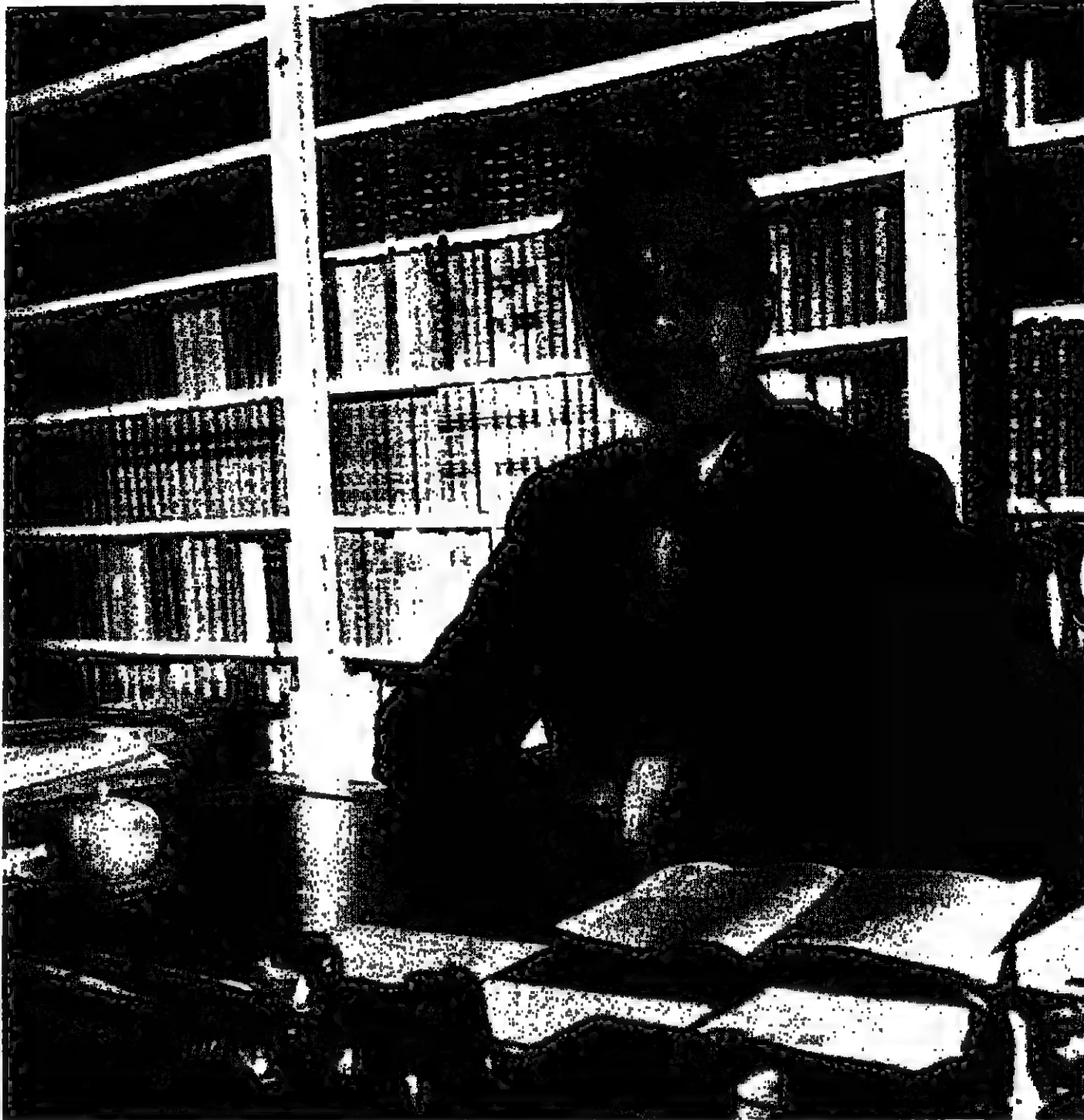
Dans *Partir avant le jour*, Julien Green a évoqué son enfance préservée, entourée de sœurs plus âgées, aimantes et malicieuses, d'un père trop souvent absent et d'une mère excessivement puritaine qui, chaque soir, lui lisait la Bible en anglais. Retraçant la genèse de son homosexualité, il a raconté l'effet plus que troublant que produisit sur son imagination le tableau de Lecomte du Noüy : *Les Porteurs de mauvaises nouvelles*, ainsi que les illustrations de Gustave Doré pour la *Divine Comédie* ; il a également raconté comment sa mère, quand il avait cinq ans, le menaça avec un couteau de castration (« J'ai cut it off », lui cria-t-elle) parce qu'elle l'avait surpris se masturbant, ou encore couronné, le baillant, après avoir regardé une partie très précise de son corps, elle avait murmuré : « Oh ! que c'est donc laid ! »

C'est sa mère encore qui, juste avant de mourir, le 27 décembre 1914, lui parla d'un frère qu'elle avait aimé et qui était mort syphilitique. On comprend mieux après cela sa hantise et son dégoût de la chair.

À seize ans, le jeune Julien, épris de sainteté, abjura le protestantisme et se convertit au catholicisme après avoir lu *La Foi de nos pères*, du cardinal Gibbons, dont il écrivait : « C'est après cette des Pensées de Pascal, qu'enfant je lisais à genoux, la lecture qui exerça sur ma pensée l'influence la plus décisive. » Son père, auquel il fit part de sa décision, lui répondit en souriant : « Je suis moi-même catholique depuis trois mois. » Green ajoute : « C'était la première fois que nous parlions religion, et cela nous gênait l'un l'autre. »

En quittant le lycée Janson-de-Sailly, il s'engagea à dix-sept ans dans le service américain des ambulances. Il est envoyé à Verdun, puis sur le front italien. En août 1918, il passe dans l'armée française, où il servira pendant quelques mois dans l'artillerie. Il s'interroge sur son avenir : sera-t-il peintre, écrivain ou poète ?

En 1919, invité par son oncle maternel, il se rend aux États-Unis, où, durant quatre années, il étudiera les lettres à l'université de Virginie (Charlottesville). C'est là qu'il écrira, en anglais, sa première nouvelle : *L'Apprenti psy-*



Julien Green dans son bureau, en 1955.

chiatre, qui relate l'histoire d'un psychiatre sombrant dans la folie. On y trouve déjà, sous ce style limpide qu'il affectionne et dont il ne se départira jamais, son extrême sensibilité au mystère des êtres, à cette chape d'angoisse qui les écrase, à ce désir de fuir dans la mort ou la folie l'innommable qui les menace

On trouve déjà dans sa première nouvelle, sous ce style limpide qu'il affectionne et dont il ne se départira jamais, son extrême sensibilité au mystère des êtres, à cette chape d'angoisse qui les écrase, à ce désir de fuir dans la mort ou la folie l'innommable qui les menace

Théophile Delaporte, son *Pamphlet contre les catholiques de France*, qui attirera l'attention de Jacques Maritain, livre dans lequel il attaque avec une belle ardeur les bien-pensants ; mais comme il le reconnaît plus tard, s'il s'en est pris à ses coréligionnaires avec une telle férocité, c'est qu'il en voulait d'abord à lui-même.

« Si jamais une autobiographie est sortie de mes mains, écrira-t-il, c'est bien ce petit livre. J'étais

furieux de découvrir que je n'étais pas un saint. Trop de choses bouillonnaient en moi, trop de désirs dont la violence m'alarmait. Je ne me croyais pas perdu certes, mais je croyais perdu le catholique incertain que j'accablais de mes reproches et qui me ressemblait comme un frère. Je lui parlais de l'enfer pour le ramener dans la voie étroite. » Ce pamphlet ne produira pas l'effet voulu sur son auteur : Green s'éloignera de plus en plus du catholicisme et vivra pendant une quinzaine d'années dans un agnosticisme inquiet.

En 1934, il note ceci dans son

sa foi, éprise d'absolu et teintée de jansénisme, avec les séductions de ce monde. L'humanisme chrétien lui est étranger et l'aggiornamento, l'ouverture au monde de Vatican II, l'irritera. Ce n'est pas l'homme des demi-mesures ou des compromis. « Si la vérité ne vous enivre pas, n'en parlez point », écrivait-il dans le *Pamphlet*. Si les dieux grecs l'ont attiré, il n'a jamais songé à les accorder avec le Christ.

Gaëtan Picon observait un jour à son propos que si lui n'a mieux évoqué l'angoisse, la paralysante tristesse qui pèsent au fond du quotidien, l'étouffement n'est cependant pas chez lui le dernier mot : l'insatisfaction devant le monde renvoie à l'espoir, au sentiment d'une autre vie. Si nous avons le sentiment de « ne pas être au monde », c'est donc que nous méritons un autre monde ; c'est donc sans doute qu'un autre monde nous attend. Le christianisme consiste pour Green à aimer à en mourir quelque chose dont on n'a jamais entendu la voix, ni vu le visage.

Dès ses premiers romans, Green se fit rapidement connaître. Mais, malgré un succès qui ne se démentit jamais, il vécut retiré. Mal à l'aise dans les salons, fuyant les cocktails mondains, n'appartenant à aucun groupe, parti ou chapelle, il fréquentait quelques rares amis : Jacques Maritain, André Gide, Gertrude Stein, Robert de Saint-Jean.

Très jeune déjà, Julien Green tenait son *Journal*, ne se doutant pas que bien des années plus tard des inconnus, de plus en plus nombreux, le liraient par-dessus son épaule. Sa publication, sur le

conseil de l'éditeur Grasset, débuta en 1938, le premier volume couvrant les années 1928-1934. Les carnets intimes précédant cette période avaient été détruits.

Ce *Journal* nous révèle un homme d'une grande délicatesse, réservé et sincère, hanté par l'indicible, vivant naturellement dans le surnaturel ; mystique, Green ne cesse de se rebeller contre les tentations charnelles. Il s'est mis tout entier dans cette chronique d'une âme déchirée, à la recherche de Dieu et cédant dans la honte, l'effroi et la culpabilité, aux exigences d'une sexualité « anormale ».

C'est dans un ouvrage autobiographique, écrit à l'âge de soixante-quatorze ans, *Jeunesse*, que Julien Green s'est livré avec le plus de liberté, avec le plus d'audace. Il a rapporté comment chaque soir, tenaillé par une insatiable fringale sexuelle, il errait dans Paris « en apparence au hasard, mais déjà instruit des itinéraires les plus favorables dans les lieux qu'un observateur moins attentif eût présumés déserts ». Les dieux grecs ne couraient pas les rues, le jeune Green compose avec le tout-venant, multipliant les expériences sordides autant qu'humiliantes.

Si, la nuit, ses démons le lâchent dans les rues de Paris, ces rues qu'il imagine conduisant tout droit aux enfers, chaque matin, en revanche, il est assailli de remords, de scrupules et d'angoisses ; alors les décisions les plus fermes, les plus irrévocables sont prises. Elles ne seront jamais tenues. Ces expériences, fâcheuses sur le plan spirituel, se

révéleront fécondes sur le plan littéraire. A François Mauriac qui parlait de « purifier la source », Green fit remarquer que la source même du roman est toujours empoisonnée et que, privée des poisons qui la composent, elle risque fort de se tarir. Il faut en prendre son parti : « Il n'y a pas de roman sans poison », c'est-à-dire sans péché.

En une formule admirable : « L'enfant dicte et l'homme écrit », Julien Green a résumé son attitude face à la création littéraire. Son art est celui d'un visionnaire ; il va fixer dans ses romans les images qui s'imposent à son imagination ; il gardera toujours à leur égard une attitude passive ; son œuvre s'est écrite presque

« J'étais furieux de découvrir que je n'étais pas un saint. Trop de choses bouillonnaient en moi, trop de désirs dont la violence m'alarmait »

malgré lui : elle est l'autre versant de sa vie : la face obscure, rêvée. Il n'a pas craint d'affirmer que s'il perdait le souvenir de ses premières années, il ne pourrait plus tracer une seule ligne.

Le thème central de ses livres est l'angoisse : qu'on l'envisage sous un angle métaphysique ou psychanalytique, on ne peut manquer d'être frappé par l'étrangeté de l'univers greenien, où, dans la solitude et l'ennui, s'affrontent l'esprit et la chair, Dieu et le démon. Les personnages greeniens sont des personnages écartelés que le destin inexorablement conduit à la folie, au meurtre ou au suicide. On comprend qu'il ait passionné les psychanalystes et que Mélanie Klein, par exemple, ait consacré une étude à son roman : *Si j'étais vous*.

Julien Green, pour sa part, ne s'intéressait pas particulièrement à la psychanalyse. Je me souviens encore que, lorsque je l'avais rencontré, il y a maintenant une dizaine d'années, il avait été fort surpris quand je lui avais apporté ses théories sur l'identification-projection à partir de son roman. Il m'avait confié que, de Freud, il avait surtout lu les cas cliniques, mais que la théorie l'ennuyait. Concernant la psychanalyse, il avait ajouté qu'elle approfondit le mystère de l'âme sans beaucoup l'éclaircir.

Paradoxalement, cet écrivain si intemporel n'a jamais été indifférent à son siècle ; mais il en a toujours parlé comme un étranger, comme un témoin venu d'ailleurs. En date du 15 octobre 1931, il note dans son *Journal* : « La vie n'est jamais si belle que lorsqu'elle s'éloigne de ce qu'on appelle la vie. Que signifient dans l'éternité le putsch de Hitler, les mutineries à bord des croiseurs anglais, la chute de la livre ? Tout est ailleurs. Rien n'est vrai que le balancement d'une branche dans le ciel. »

En dépit ou en raison de cette distance, Green a restitué l'air du temps, les cataclysmes et les poussières de l'histoire ; il s'est révélé l'observateur passionné et attentif d'un monde qui, pour n'être pas le sien, n'a pas cessé cependant de l'étonner, de l'inquiéter et de l'amuser.

Roland Jaccard

55 من رمضان

CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 19 AOÛT 1998 / 17

Visite au crépuscule

Le 8 mai, l'écrivain nous recevait chez lui, rue Vaneau

« QUI SAIT si cette autre moitié de la vie où nous pensons vieillir n'est pas un autre sommeil un peu différent du premier, dont nous nous éveillons quand nous pensons dormir ? », avait écrit Pascal. Cette phrase, Julien Green l'avait placée en exergue de son roman *L'autre Sommeil*. Il était persuadé de n'être jamais devenu ce qu'il aurait voulu être, de n'avoir jamais été digne de ses désirs, d'avoir existé avec le sentiment que « ce n'est pas ça » ; un autre le doublait, de rêves en vertiges.

Le 8 mai, dans son appartement de la rue Vaneau, un certain Julien Green s'était réveillé, à l'heure où l'écrivain commençait à guetter les étoiles. Le champagne était rouge, comme les lourds rideaux retenus par des cordelières. Éléphant comme pour une noce, calé au coin d'un canapé, il attendait notre visite, avec gourmandise. Le huitième tome de ses *Œuvres complètes* dans « La Pléiade » ainsi que le traditionnel album iconographique de la collection, venaient de paraître. Il aurait pu frapper les trois coups avec sa canne : dans la pénombre propice aux confidences chuchotées, aux répliques vives, à l'évocation de quelques grands moments de sa vie ressurgis comme en un dernier acte, grandiose, on pouvait se croire au théâtre. Green, serin, semblait ne rien craindre d'un retrait en coulisses, où Dieu l'attendait.

Des coulisses, où Dieu l'attendait. Son corps criait la lassitude : des douleurs dans les jambes et dans les articulations des mains, une surdité qui l'obligeait à demander de parler fort, de répéter ce qui venait d'être dit, et qui donnait à notre rencontre, à son don, des allures de *commedia dell'arte*. Son fils Eric Green était là ; c'était lui qui jouait Scapin.

Nous avions, ce soir-là, évoqué les tableaux de Claude Lorrain, parce que Julien Green avait écrit « une prédilection pour les peintres de l'aube et du crépuscule ». Nous

avions parcouru les souvenirs d'un amoureux du cinéma, cet empire du rêve peuplé de fantômes. Green avait été de ceux que Nosferatu le vampire avait envoûtés : « Je n'ai jamais oublié l'image du bras d'eau morte de Lübeck, du long bateau noir qui apporte Dracula dans son cercueil. » Il avait exprimé le désir de visionner le *Parsifal* de Syberberg, et *Titanic* où tromphait Leonardo DiCaprio. Green avait été frappé par ce naufrage, dans sa jeunesse, du paquebot dont on disait que « Dieu lui-même ne pourrait pas le couler ».

Il semblait ne rien craindre d'un retrait en coulisses, où Dieu l'attendait

Cette catastrophe, après le tremblement de terre de Messine, lui était apparue comme révélatrice de la fin d'un monde : « Déjà, à l'époque, la corruption s'était partout. L'argent était devenu le dénominateur commun. Un veau d'or. » Il restait ému par les images du *Je vous salue Marie* de Jean-Luc Godard, auquel il avait fait juste une remarque : « Il faudrait que vous relisez votre catéchisme ! »

D'instinct, il avait envie de parler de sa foi, du pape Paul VI, de son ami Jacques Maritain, et des béatitudes que lui procurait l'écoute de la grande musique, « à l'heure où les oiseaux chantent avant de se coucher. La musique dit tout ce que je voudrais dire et que je ne peux pas dire, ce qui reste informulé en moi. C'est la langue de l'union, de la communion, la langue des anges. Elle me ramène à la religion. Quand la foi et la musique se rejoignent, c'est le bonheur inouï. » Mais c'est sans rechigner qu'il s'était laissé entraîner sur d'autres

pentres, celles de ses personnages. Il nous avait écouté, presque désarmé, lui parler de la violence qui rôde dans son œuvre. La violence de l'autre, à l'intérieur de soi.

Il ne niait pas avoir dépeint des hommes et des femmes qui souffraient dans les ténèbres de la frustration, des innocents effarés de découvrir dans la sexualité un terrible ravissement, des êtres meurtris par la douleur du désir et torturés par les affres de la grâce. Il savait bien qu'il y avait chez lui des mains qui tuent, des cous qu'on étrangle, des yeux qui s'ouvrent à la fois sur la peur et l'émerveillement, des yeux qui cachent leur flamme obscure et font briller la double fascination de la perte et du salut. Il savait les corps insurgés, violés, et les âmes nocturnes : « Le corps a une ombre, l'âme a la sienne. » Julien Green avait souvent confessé son « mal à supporter le bonheur », « la manifestation sombre et violente de l'instinct », « l'odeur de fruit et de chair qui donne envie de mourir », « la lutte exaspérée contre la tentation ».

Mais cela lui semblait lointain, désormais. Seul lui importait ce devoir de « sincérité » : « Tout dire. » Il avait dit que « le roman est un monde où le mensonge n'a aucune place », il cherchait encore, humblement, à cerner une vérité, « celle qui se fausse entre moi et le papier ».

L'écriture l'avait magnifié. Il en goûtait la noblesse, lorsqu'elle était digne des « grandes œuvres ». Il répétait le mot de Cocteau : « Après les aveux commence le mystère. » Enchaîna : « Pour moi la psychanalyse, ce sont les aveux. Le mystère reste entier, l'inconscient est insaisissable. » Il évoqua la mort de son ami, l'abbé Cognet : « Il terminait un sermon en disant "Mortem, il faut conclure..." et il est mort. Oh, mon Dieu ! »

Jean-Luc Douin



Sur le paquebot « Exochorda » vers les États-Unis, en 1940.

Vingt-cinq ans avec l'habit vert, puis une démission

SECRÈTEMENT, il ne détestait pas choquer. Cela convenait même assez bien à son élégance feutrée, contrebalançant son extrême courtoisie. On voit en effet mal quel autre motif put pousser Julien Green, un beau jour de novembre 1996, à démissionner de l'Académie française, institution où il avait été élu triomphalement en juin 1971 au fauteuil de François Mauriac – tous les autres candidats s'étant désistés. À l'époque, la question de la nationalité de cet Américain né à Paris avait bien été soulevée, mais pour aussitôt être résolue : la légitimité d'une œuvre faisant honneur à la langue dans laquelle elle était écrite avait alors semblé suffisante.

Et puis, à quatre-vingt-seize ans, alors qu'on pouvait le croire déjà statufié dans son bel habit vert, Julien Green annonce qu'il a adressé une lettre à Maurice Druon, secrétaire perpétuel de l'Académie, lui annonçant qu'il se considérait comme ne faisant plus

partie de la compagnie, « les honneurs ne m'intéressant pas du tout quel qu'il soit ». Au côté du quai de Conti, on s'alarme un peu, jugeant que le vieux monsieur a ses humeurs. Surtout, on rappelle le règlement : on ne démissionne pas de l'Académie, à laquelle on est élu à vie, et même au-delà.

AUCUNE DÉCLARATION

C'est oublier un peu vite Mgr Dupanloup (1871), qui ne supporta pas l'entrée de l'abbé Emile Littré, Pierre Emmanuel (1975), celle de Félicien Marceau, et Pierre Benoît (1959) qui, lui, n'accepta pas le veto mis par le général de Gaulle à l'égard de Paul Morand. Tous s'estimèrent « libérés » de leur fauteuil. L'Académie française (est) plutôt une réunion de bons camarades qu'une association d'esprits exceptionnels, avait alors grincé l'auteur de *L'Atlantide*.

Julien Green ne fit à cette occasion aucune déclaration ; il revendiqua seulement sa nature

d'« homme libre ». Son fils déclara à *La Stampa* : « Cela faisait des années qu'il envisageait ce départ. D'ailleurs, en vingt ans, je crois que les autres académiciens l'ont vu fréquenter leurs réunions treize fois à peine. Mon père est américain, il le revendique souvent. Il n'a jamais voulu se présenter, recevoir des honneurs que la France entendait lui attribuer. » Personne ne se souvint des protestations de l'intéressé lors de l'élection de 1971.

Maurice Druon fit alors la mise au point suivante, avec ce qu'il faut d'ironie et de sous-entendus ; elle mit un point final à l'affaire : « Monsieur Julien Green, que son grand âge tient éloigné de l'Académie depuis longtemps, n'a sans doute pas mémoire des règlements de la Compagnie. On ne peut pas démissionner de l'Académie française, le titre d'académicien français n'étant pas une fonction à titre provisoire mais une dignité inamovible. »

Patrick Kéchichian

Le soufre et l'encens

« DIEU, qu'il est beau ! », répétait Mauriac. En effet, Julien Green rayonnait d'une grâce extrême. Jusque dans le grand âge, le charme de l'étudiant américain d'autrefois restait sensible, sous l'ordonnée d'évêque pâle. On s'attendait à lui voir l'anneau, et des chaussettes mauves.

Ni les brûlures d'âme, ni les tumultes du monde, ne semblaient avoir marqué cette vie réglée par les cloches de couvent des beaux quartiers ; à l'écart du siècle, mais à son image, par les métissages et les combats intérieurs présents dans toute l'œuvre.

Métissage culturel rare : né américain, grandi sur les « campus » du Sud, Green a transhumé vers le Paris fébrile de l'entre-deux-guerres, et vers la langue française, qu'il allait manier avec la délicatesse des néophytes et la concision de son anglais maternel.

Plus dépayssant : le passage de la foi réformée à la catholique, au moment même où, pour sa pénitence, Rome effectuait le trajet inverse en renonçant aux affres délicieuses de la confession et aux fastes liturgiques qui avaient attiré le jeune protestant. Cette évolution de l'Eglise, son volumineux *Journal* ne cessait de s'en désoler, comme d'un affaissement de la vie spirituelle, de l'existence

chamelle et, partant, de l'inspiration romanesque.

Avec Mauriac et Bernanos, Green aura été un des derniers romanciers catholiques pour qui la fiction postule un Dieu attentif aux secrets de chacun, la tentation, le péché, damnation et salut, soufre et encens.

Le miracle de l'art aura permis que son œuvre survive au règne de la permissivité et du freudisme, dissipateurs de précieuses mystères, et bêtes noires de Green, à l'égale de Vatican II.

JUSQU'À L'HORREUR DE SOI
La démonisation de la chair et de ses déviations profite, dans les années 30, aux personnages de femmes des premiers romans (*Mont-Cinère*, *Adrienne Mesurant*, *Léviathan*, *Varouna*). Elle favorise le trouble des titres d'après-guerre (*Si j'étais vous*, *Molra*, *Chaque homme dans sa nuit*). Elle sera encore présente dans les œuvres des années 70 (*L'autre*, *Le Mauvais Lieu*).

Tourmenté, jusqu'à l'horreur de soi, par son homosexualité, au temps où celle-ci était persécutée par la société comme par l'Eglise, Green s'est accommodé des tolérances et absolutions d'aujourd'hui, sans que l'œuvre perdît le sens qu'elle s'était cherché dans

l'anomalie et la faute. Témoins, les aveux tranquilles de son *Journal* et de son autobiographie, de *Partir avant le jour* (1963) à *Jeunesse* (1974).

A plus de quatre-vingt-cinq ans, Green montra sa fertilité en se lançant dans une longue saga (*Dixie*), où revivait la torpeur féérique de son « Sud » natal, thème de son grand succès au théâtre, en 1953.

Voyageur aussi attentif que secret, Green a bien parlé des villes italiennes ou allemandes où il lui plaisait de s'immerger incognito, quand il ne glissait pas, de son pas paisible, dans les rues à jardins du faubourg Saint-Germain.

Après une journée d'écriture, de lecture et de correspondance – ses lettres sont un modèle d'élégance –, Green notait souvent dans son *Journal*, entre deux remarques de plus en plus navrées sur le cours du monde, l'instant de grâce qu'était pour lui le passage de la lumière à l'ombre, derrière le dôme des Invalides. *Partir avant le jour*, titre un de ses meilleurs livres : « Ecrire avant la nuit » aurait pu être sa devise de gouteur calme, aux franges de l'obscur, aux frontières du plaisir tourment et de la plus sereine spiritualité.

Bertrand Poirot-Delpech

« La sexualité est partout, jusque dans les mains jointes d'une religieuse »

En 1993, dans un entretien au « Monde », l'écrivain abordait la relation spiritualité-sexualité

AU COURS DE L'ÉTÉ 1993, Laurent Greilsamer avait rencontré Julien Green à l'occasion de la publication, aux éditions Fayard, des premiers carnets inédits de son *Journal*, sous le titre *On est si sérieux quand on a dix-neuf ans*. Nous publions ci-dessous quelques extraits de l'entretien paru dans *Le Monde* le 7 septembre 1993. À la fin de sa vie, l'écrivain parlait plus librement des questions touchant à la sexualité.

« (...) De très bonne heure, je vais préparer le petit déjeuner, c'est mon job, c'est le moment d'une nouvelle vie : un nouveau jour. C'est merveilleux. J'ai toujours avec moi le Nouveau Testament. Je l'ouvre au hasard, c'est une vieille habitude. Le conseil dont on a besoin est donné de cette façon-là. Combien de fois cela s'est vérifié ! Elle est étonnamment cette lecture. C'est elle qui porte le plus de fruits dans la journée. Avant de me mettre au travail,

UN ÉLÉMENT D'EFFROI

« (...) Il y a eu chez moi, à différentes périodes, un élément d'effroi devant la sexualité en général et l'homosexualité en particulier. Et il

y a eu l'importance de l'amour platonique qui a fait des ravages dans ma vie à deux ou trois reprises.

« C'est très particulier, c'est peut-être très moderne parce que ce sont des complications qui existent et dont on ne parle pas souvent. Cet amour-là n'est pas courant dans nos régions. C'est anglais, sûrement écossais, et probablement scandinave. La plupart des hommes vous diraient : l'amour platonique ? Non !

« (...) L'amour, pour moi, ce n'est pas seulement physique. On est porté par un sentiment très fort qui est l'amour. Si l'élément sexuel est absent, tant pis, cela n'a pas d'importance. L'important c'est que la personne qu'on aime soit avec vous, à côté de vous. Et pour la plupart des homosexuels, hélas, c'est incompréhensible.

« (...) En 1958 j'ai supprimé [la sexualité]. J'ai entendu une voix qui m'a dit : "C'est maintenant ou jamais." J'ai répondu : "Si Vous ne

m'aidez pas, je ne peux rien faire." Le secours est arrivé, mais l'expérience a été déchirante. Cela a duré au moins deux ans, et à ce moment la paix est revenue.

UN MOI EXCESSIF

« C'est le résultat d'une vie entière où la force religieuse alternait avec l'élan sexuel qui était beaucoup trop fort parce que c'était un moi excessif. La sexualité m'empêchait de suivre la vie que je voulais avoir.

« (...) La sexualité est partout, dans toutes les manifestations de la vie, de la production, de l'activité littéraire et artistique. Jusque dans les mains jointes d'une religieuse, il y a de la sexualité. Seulement il y a un moment où le déséquilibre est trop fort. À ce moment-là il faut transformer sa vie pour que l'instinct sexuel continue à se manifester, mais sous une autre façon que sous la forme charnelle qui est exclusive.

1900 : naissance à Paris de Julien Hartridge Green.
1916 : conversion au catholicisme.
1917 : l'engagement dans l'American Red Cross qui l'envoie sur le front italien.
1918 : aspirant à l'école d'artillerie de Fontainebleau, occupation de Sarre.
1919 : étudiant à l'université de Virginie.
1920 : publication de son premier récit, « The Apprentice Psychologist », dans la revue *The University of Virginia Magazine*.
1922 : retour à Paris.
1924 : Pamphlet contre les catholiques de France, sous la signature de Théophile Delaporte.
1925 : *Suite anglaise* (essais biographiques).
1926 : *Mont-Cinère*, roman.
1927 : *Le Voyageur sur la terre*, nouvelles, et *Adrienne Mesurant*, roman. Des prix littéraires (Harper, Bookman) couronnent son œuvre qui est traduite dans de nombreux pays.
1928 : *Nathaniel Hawthorne*, biographie.
1929 : *Léviathan*, roman.
1931 : *L'autre Sommeil*, roman.
1932 : *Epaves*, roman.
1934 : *Le Visionnaire*, roman.
1936 : *Minuit*, roman.
1938 : premier volume (« Les années faciles ») du *Journal*, qui se poursuivra jusqu'en 1996, avec un seizième volume. *Pourquoi suis-je moi ?*
1939 : le séjour aux États-Unis pendant la déclaration de guerre.
1940 : *Varouna*, roman.
1942 : mobilisé comme sergent dans l'armée américaine, il refuse les grades et sert dans l'Office d'information de guerre (OWI). Publication de *Quand nous habitons tous ensemble* (*Memories of happy days*), souvenirs.
1943 : avec sa sœur Arne Green, il traduit de nombreux textes de Péguy.
1947 : *Si j'étais vous*, roman.
1950 : *Molra*, roman.
1951 : *Le Revenant*. Election à l'Académie royale de Belgique.
1953 : *Sud*, théâtre, joué à l'Athénée.
1954 : *L'ennemi*, théâtre, aux Bouffes parisiens ; *Je suis un autre*, pièce radiophonique.
1956 : *Le Malfaiteur*, roman, et *L'ombre*, théâtre (théâtre Antoine).
1960 : *Chaque homme dans sa nuit*, roman.
1963 : « Partir avant le jour », premier volume d'une *Autobiographie* qui s'achèvera avec un cinquième volume, « La fin d'un monde », en 1992.
1965 : *La Dame de pique*, d'après Pouchkine, et *La Mort d'Ivan Ilich*, d'après Tolstoï, scénarios écrits avec son fils adoptif Eric Jourdan.
1971 : *L'autre*, roman. Election à l'Académie française au fauteuil de François Mauriac.
1972 : parution dans la « Pléiade » des deux premiers tomes des *Œuvres complètes*. Election à l'Académie des États-Unis.
1974 : *Liberté chérie*, pamphlet.
1975 : *Magie du Septentrion*.
1976 : *La Nuit des Fantômes*, récit pour enfants.
1977 : *Le Mauvais Lieu*, roman.
1979 : *Une grande ombre*, correspondance avec Jacques Maritain.
1983 : *Frère François*, biographie de François d'Assise. Paris, essai.
1984 : *Histoires de Vertige*, nouvelles.
1985 : *Dernain n'existe pas* (pièce écrite en 1979), et *L'Automate* (écrite en 1980). Villes, journal de voyage. *Le Langage et son double*, essai bilingue.
1987 : *Dixie*, I : « Les Pays lointains », roman.
1989 : *Dixie* II : « Les Étoiles du Sud », roman.
1991 : *Ralph et la quatrième dimension*.
1994 : *Dionysos*.
1998 : *Jeunesse immortelle*, essais. Réédition de *Jeunes années* dans la collection « Points Seuil », avec des pages inédites et le premier récit de son enfance aux États-Unis.

La plupart des livres de Julien Green sont disponibles aux éditions du Seuil, chez Fayard et en « Pléiade » (Gallimard). Il s'était vu consacrer cette année « l'Album de la Pléiade », tandis que Wolfgang Matz lui consacrait (aussi chez Gallimard) un essai biographique, Julien Green, le siècle et son ombre.

À NOS LECTEURS. En raison de l'actualité, nous avons dû supprimer notre « Guide culturel ». Nos lecteurs le retrouveront dès demain.

INITIATIVES LOCALES

les offres d'emplois cadres des collectivités territoriales

Cadres territoriaux

Le Conseil Général de Vaucluse recrute par voie de mutation UN CONSEILLER TECHNIQUE EMPLOI-FORMATION pour le service insertion R.M.I. à la Direction de la Vie Sociale.

Le conseiller technique emploi-formation exerce son activité sous la responsabilité technique et hiérarchique du responsable du service insertion R.M.I. Il contribue, dans son domaine de compétences à l'analyse des actions liées à l'emploi-formation des publics en situation de précarité et favorise une dynamique prospective à travers un partenariat élargi.

Ce poste est ouvert aux fonctionnaires titulaires de catégorie B de la filière administrative (rédacteurs).

CAPACITÉS :

- Bonne connaissance du dispositif R.M.I. et autres dispositifs d'insertion.
- Capacité d'analyser les projets d'insertion dans leurs aspects fonctionnels, techniques, financiers, partenariaux.
- Grandes qualités relationnelles et rédactionnelles.
- Facilité à concrétiser les projets dans leurs aspects opérationnels.
- Rigueur d'organisation et analyse des textes réglementaires.
- Sens du travail en équipe.
- Grande disponibilité.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae et du dernier arrêté relatif à la situation administrative devront être adressées
avant le 29 août 1998 au plus tard à
Monsieur le Président du Conseil Général de Vaucluse
Direction des Ressources Humaines
84009 AVIGNON CEDEX 9

Le Conseil Général de Vaucluse recrute par voie de mutation UN ATTACHÉ POUR LA DIRECTION DE L'ACTION ÉCONOMIQUE, chargé de la promotion des actions économiques de la collectivité et des appuis aux partenaires internes et externes en la matière.

Ce poste est ouvert aux fonctionnaires titulaires de catégorie A.

MISSIONS :

- Suivi des foires et manifestations économiques en Vaucluse.
- Participation aux événements économiques (colloques, congrès, salons professionnels internationaux, concours, etc.).
- Missions d'appui à l'exportation.
- Relations protocolaires avec les organismes et partenaires économiques.
- Communication économique.
- Coordination inter-services et inter-directions en matière de promotion et d'animation économique.
- Coopération décentralisée.

COMPÉTENCES :

- Connaissance du tissu économique vauclusien.
- Maîtrise des langues étrangères (anglais et espagnol en particulier).
- Maîtrise des techniques commerciales d'entreprise (marketing, promotion, export...).

QUALITÉS :

- Grande disponibilité (ce poste nécessite une grande adaptabilité aux contraintes des manifestations locales, nationales et internationales, déplacements nombreux à l'étranger).
- Sens de la communication.
- Capacité de négociation.
- Sens de l'organisation et de l'animation de réseaux de partenaires professionnels.
- Expérience d'organisation d'opérations collectives d'entreprises.
- Expérience d'accueil des délégations professionnelles étrangères (acheteurs, importateurs, délégations officielles, etc.).

Les candidatures accompagnées d'un CV et du dernier arrêté relatif à la situation administrative devront être adressées **avant le 29 août 1998 au plus tard à Monsieur le Président du Conseil Général de Vaucluse, direction des ressources humaines 84009 AVIGNON CEDEX 9.**

La Ville de Paris

recrute par voie de détachement

UN DIRECTEUR

des conservatoires de musique, de danse et d'art dramatique de Paris, titulaire de la fonction publique territoriale, titulaire du Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur de conservatoire national de région ou d'écoles de musique contrôlées par l'Etat.

L'intéressé sera chargé

- de la direction pédagogique et administrative de l'établissement
- de sa gestion technique, administrative et financière,
- de la définition et de la mise en œuvre d'un projet pédagogique ainsi que d'un programme d'actions de diffusion et d'animation.

Toutes ces missions seront menées en liaison étroite avec les orientations définies par la direction des affaires culturelles de la ville de Paris.

Profil recherché : dynamisme et aptitude à l'encadrement, sens de l'organisation et des contacts, rigueur, disponibilité, bon niveau musical.

Les dossiers de candidatures assortis d'une lettre de motivation, d'une photographie et d'un C.V. devront être adressés à l'attention de Monsieur Jean GAUTIER, Directeur des affaires culturelles, 31 rue des Francs-Bourgeois - 75004 Paris avant le 1er octobre 1998.

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA MARTINIQUE

Recrute

UN ATTACHÉ (H/F)

pour son service de l'aide sociale à l'enfance

Mode de recrutement : Prioritairement par la voie statutaire (mutation, détachement, liste d'aptitude), à défaut par la voie contractuelle.

Fonctions : • Contrôle de l'application du dispositif de l'aide sociale à l'enfance sur l'ensemble des circonscriptions, • Elaboration des projets de prévention, • Suivi des enfants placés dans les familles d'accueil, ou les établissements, • Suivi des procédures d'adoption (instruction des demandes).

Profil souhaité : Bac + 4 minimum - Connaissance du cadre législatif et réglementaire de l'aide sociale à l'enfance - Sens des relations humaines - Aptitude à la conduite d'équipes - Rigueur - Disponibilité - Grande discrétion - Esprit d'analyse et de synthèse - Qualités rédactionnelles.

Les candidatures devront être adressées au plus tard le 30 août 1998 à :

Monsieur le Président du Conseil Général - Direction Générale des Services Départementaux
Direction des Ressources Humaines - Centre Administratif du Département de la Martinique
Boulevard Chevalier Sainte-Marthe - 97200 FORT-DE-FRANCE.

Avis de concours de la fonction publique territoriale

DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN

CONSEIL GÉNÉRAL

AVIS DE CONCOURS

Le Département du Haut-Rhin organise 1 concours sur titre comportant un entretien avec un jury en vue du recrutement de

10 Assistants Territoriaux Socio-éducatifs dans la spécialité assistant de service social

DATES DU CONCOURS : À PARTIR DU 7 DÉCEMBRE 1998

- Dates de retrait des dossiers : du 28 septembre 1998 au 15 octobre 1998 (*)
- Date limite de dépôt des dossiers : le 30 octobre 1998 (*)

Les dossiers de candidatures sont à retirer puis à adresser à Monsieur Le Président du Conseil Général du Haut-Rhin
Hôtel du Département - Direction des Ressources Humaines, 7 rue Bruat - B.P. 551
68006 COLEMAR CEDEX.

Pour tous renseignements complémentaires, il conviendra de s'adresser au Département du Haut-Rhin, Direction des Ressources Humaines - Tél. 03 83 22 68 54.

(*) le cachet de la poste faisant foi ou avant l'heure de fermeture des bureaux

Le Centre de Gestion du Doubs

ORGANISE

UN CONCOURS DE MÉDECIN

ouvert aux candidats titulaires du diplôme d'État de docteur en médecine et justifier d'un diplôme ou certificat d'études spécialisées

Nombre de poste ouvert : 1

Date épreuve : 11.12.98

Dates retrait des dossiers : du 05/10/98 au 19/10/98 (cachet de la poste faisant foi)
Date limite de dépôt des candidatures : 26/10/98 (cachet de la poste faisant foi)

Lien de retrait et dépôt des dossiers :
Centre de Gestion du Doubs
BP 416 - 25208 MONTBÉLIARD CEDEX

Toute demande de dossier doit être écrite et accompagnée d'une enveloppe 21 x 29,7 timbrée à 6,70 F et libellée au nom et adresse du candidat.

AUCUNE INSCRIPTION NE SERA PRISE PAR TÉLÉPHONE
ou EN DEHORS DES PÉRIODES D'INSCRIPTION

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Dordogne

organise un concours réservé de SECRÉTAIRE DE MAIRIE

Concours exclusivement réservé aux agents non titulaires exerçant des fonctions correspondant au cadre d'emplois des SECRÉTAIRES DE MAIRIE (Catégorie A)

■ Ce concours est ouvert pour 1 poste et se déroulera le 16 décembre 1998 dans un centre d'examen du Centre de Gestion de la Dordogne.

■ Le concours réservé de Secrétaire de Mairie est ouvert exclusivement aux agents non titulaires au 14 mai 1996 et qui exercent des fonctions définies par les statuts particuliers du cadre d'emplois de SECRÉTAIRE DE MAIRIE, justifiant au plus tard à la date de clôture des inscriptions d'un diplôme sanctionnant au moins deux ans de scolarité après le baccalauréat. Les candidats doivent également justifier, à la même date, d'une durée de services publics effectifs de même niveau de catégorie au moins égale à 4 ans d'équivalent temps plein au cours des huit dernières années.

■ La loi prévoit des conditions particulières pour les agents qui ne sont plus en fonction ou en congé au 14 mai 1996, mais qui l'ont été un moment après le 1^{er} janvier 1996 : ces anciens agents non titulaires peuvent se présenter au concours réservé s'ils justifient au 14 mai 1996 du diplôme requis et de quatre ans d'équivalent temps plein au cours des huit dernières années et s'ils répondent par ailleurs aux conditions d'emploi.

■ Retrait des dossiers de candidature : du 5 octobre au 23 octobre 1998 à 17 heures (les demandes d'inscription par courrier devront être accompagnées d'une enveloppe auto-adressée timbrée à 6 F 70, format 32 x 23) au Centre de Gestion - Maison des Communes - Boulevard de Saintgourde - BP 108 - 24051 PERIGUEUX CEDEX 9

■ Date limite de dépôt des dossiers : 5 novembre 1998, à 24 heures, le cachet de la poste faisant foi ou avant 17 heures en cas de dépôt au Centre de Gestion de la Dordogne.

La rubrique "Initiatives Locales"*

un rendez-vous hebdomadaire à ne pas manquer pour vos opportunités de carrière.
Renseignements : 01-42-17-39-42 - Fax : 01-42-17-39-38

* Le mardi daté mercredi

Conseil - Audit

Jeunes diplômé(e)s, jeunes professionnel(le)s,

Et si vous profitiez de l'été pour penser à votre avenir ?

Après avoir passé(e) avec succès vos examens, fait avancer vos projets professionnels, c'est le moment de vous ressourcer et de vous poser les bonnes questions.

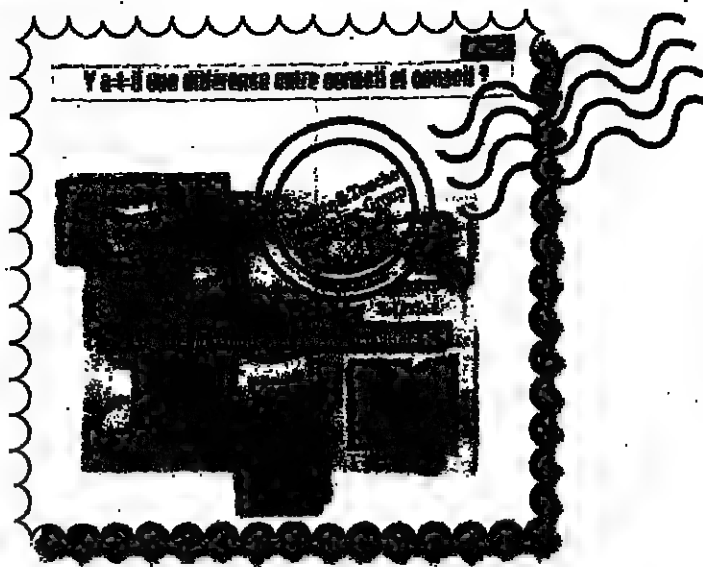
Récemment diplômé(e) d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs ou après une expérience significative en entreprise ou dans un cabinet de conseil, rejoindre notre activité conseil en qualité de consultant ou de manager est possible... même cet été !

Vous aurez la possibilité d'intervenir dans divers domaines : amélioration des processus, mise en place des grands systèmes intégrés, conduite du changement...

Nous sommes à votre écoute pour envisager l'avenir ensemble... dès maintenant ou à la rentrée. Pour un premier contact, adressez-nous votre dossier de candidature, sous réf. ETE/1e08.

Et pourquoi pas avec une carte postale !

*Pendant les vacances,
les recrutements continuent,
après les vacances aussi...*



Deloitte & Touche Consulting Group,
Dominique Duclos,
185 av. Charles-de Gaulle,
BP 136, 92200 Neuilly-sur-Seine.
(e-mail : Dduclos@Deloitte.fr)

**Deloitte & Touche Consulting
Group**

Consultants Senior/Managers bilingues Anglais

Allemagne
Bi-culturels
franco-allemands
Réf. SC/ALL

Espagne
Bi-culturels
franco-espagnols
Réf. SC/ESP

Italie
Bi-culturels
franco-italiens
Réf. SC/ITA

Portugal
Bi-culturels
franco-portugais
Réf. SC/POR

Maroc
Bi-culturels
et bilingues arabes
franco-marocains
Réf. SC/MAR

Nous sommes un intervenant majeur dans le monde du Conseil en Management. Nous opérons dans 12 pays avec 450 professionnels. Reconnus comme des spécialistes du management du changement, notre objectif est l'amélioration de la performance des entreprises. Nos méthodes sont fondées sur un véritable partenariat avec nos clients et une approche très pragmatique du conseil.

Notre action très participative dans le développement de solutions adaptées aux problèmes de nos clients, associée au fait que nous mettons en place nos recommandations, assure une forte croissance de nos activités en Europe.

Nous souhaitons aujourd'hui renforcer nos opérations en Allemagne, Espagne, Italie, Portugal et Maroc et recherchons à cet effet des Consultants Senior et des Managers.

→ Au sein de nos équipes, vous interviendrez dans le cadre des missions confiées par nos clients. Vous développerez et mettrez en place les changements nécessaires à l'amélioration de ces organisations. A terme, vous serez directement responsable de projets et, à ce titre, vous animeriez une équipe de 5 à 6 personnes.

→ Agé de 28 à 35 ans, vous justifiez d'une expérience réussie de 2 à 5 ans en milieu industriel ou commercial ou d'1 à 4 ans dans le domaine du conseil. Outre votre maîtrise parfaite de l'anglais, vous possédez de fortes capacités d'analyse, de travail et d'adaptabilité. Vous êtes mobile, vous avez le sens du travail en équipe et savez mettre en place des actions concrètes débouchant sur des améliorations de la performance.

Merci de nous adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite et photo obligatoire) en précisant la référence SC/ALL, SC/ESP, SC/ITA, SC/POR ou SC/MAR :
IMR - Service du Recrutement
34, avenue de Messine - 75008 Paris.



INSTITUTE OF MANAGEMENT RESOURCES
LOS ANGELES - MEXICO - TORONTO - MONTREAL - PARIS - MELAN - FRANKFURT

Communication Implémente

Consultants Managers, rejoignez les spécialistes de la conduite de projets de changement difficiles

7 à 10 ans d'expérience probante en organisation vous ont conduit à intervenir sur des contrats importants et à encadrer plusieurs consultants. Vous cherchez aujourd'hui découvrir de nouveaux horizons en optimisant votre acquis professionnel. Nous vous proposons d'intégrer un projet fort et de passer d'une logique de productivité à une logique de mobilisation des hommes. Vous intégrez une structure très réactive à dimension humaine, caractérisée par la très grande diversité et l'originalité de ses missions. Jetez contrepartie de votre implication : vous pourrez participer au capital dans un avenir proche.

Profil du Manager selon HERBEMONT CÉSAR & ASSOCIÉS

C'est à la fois un homme ou une femme d'écoute et d'action, capable d'animer d'importantes réunions, possédant des qualités de négociateur et un solide bon sens. Pugnace, il sait « éduquer » son stress et possède une forte présence dans la relation.

Agé de 30 à 35 ans, il est diplômé d'une grande école, parle couramment anglais et si possible une autre langue.



Portrait de HERBEMONT CÉSAR & ASSOCIÉS

Cabinet de référence en matière de conduite de projets de changement politiquement, socialement et humainement difficiles.
- 25 MF de CA.
- 22 consultants.
- Objectifs en l'an 2000 :
50 MF - 50 consultants.

Valeurs

- Il faut écouter avant de parler.
- Rien ne résiste au travail.
- Un homme drôle ne peut pas être mauvais.

HERBEMONT ■ CÉSAR & ASSOCIÉS
Réussir les projets de changement difficiles

Si vous voulez nous rejoindre, envoyez votre CV avec photo et lettre manuscrite sous réf. CM 07/98 à :
HERBEMONT CÉSAR & ASSOCIÉS - 24, bd des Iles - 92442 Issy-les-Moulineaux Cedex.
Lire notre livre « La stratégie du projet latéral » paru chez Dunod vous permettra de préparer votre entretien.

Juristes Ressources humaines

Entreprise nationale de prestations de service, implantée sur tout le territoire, recherche pour accompagner le développement de ses fonctions Ressources Humaines et le renforcement de son dispositif de formation

DES CONSULTANTS INTERNES EN DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

- Dans le cadre de la politique de développement des compétences et la gestion prévisionnelle des emplois, ils conseillent et accompagnent les managers et les responsables ressources humaines régionaux dans le développement des compétences individuelles et collectives.
- Basés dans de grandes métropoles régionales, leur champ d'intervention couvre plusieurs régions et leurs domaines de compétences reposent en priorité sur le conseil en management et sur l'ingénierie de formation.
- Des déplacements fréquents sont à prévoir.
- Diplôme bac + 4, vous pouvez justifier d'une première expérience réussie dans une responsabilité de service RH et/ou management opérationnel.
- Ces missions sont proposées dans un premier temps en CDD de 12 mois, avec des perspectives d'évolution réelles et une rémunération comprise entre 150 et 200 K€ bruts annuels.

Merci d'envoyer votre candidature (CV + LM) à notre Conseil.
Cabinet GHK - 72, rue du Fbg Saint-Henri - 75008 Paris

monde des cadn

COMMERCIALE
du 1er

مذا من لامل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 19 AOÛT 1998 / 21

Secteurs de pointe

FCI est un groupe international, filiale du groupe FRAMATOME. Présent dans 23 pays, il compte 8500 personnes et plus de 43 filiales. Il est numéro 3 mondial et leader en Europe sur les marchés de la connectique. Partenaire de grandes entreprises dans les secteurs de l'électronique, de l'informatique, des télécommunications et de l'automobile, il propose une large gamme de produits standards et spécifiques.

Responsable Technique et Qualité

La branche Interconnexion O.M. est spécialisée dans la conception et la fabrication de produits électroniques et industriels, reproductibles.

Son besoin : un responsable technique et qualité de la ligne d'assemblage des produits électroniques. Il aura la mission d'assurer la qualité et la fiabilité des produits, de superviser les équipes de 6 techniciens, l'optimisation des procédés de fabrication, de la qualité et un rôle d'interface avec l'extérieur.

Vous devez avoir une formation d'ingénieur et 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine de la connectique. Vous devez maîtriser les méthodes de gestion de la qualité et la maîtrise de technologies modernes. Vous devez avoir une forte autonomie. Le poste est situé à Paris.

Si vous êtes intéressé(e), envoyez votre dossier (CV et lettre de motivation) à notre conseil DRH/OT-HERMINE, 33, rue de Miromesnil - 75008 Paris.

FCI connecte le monde



Http : //www.fciconnect.com

LOUIS VUITTON

Une certaine idée de la création... Depuis 1854, Louis Vuitton exprime le changement dans le respect de la tradition. Bagages, maroquinerie et aujourd'hui prêt-à-porter, Louis Vuitton anticipe sans cesse les tendances. Avec 5.000 collaborateurs, nous réalisons 8,8 milliards de francs de CA dont plus de 90 % à l'international. Pour satisfaire une haute exigence de qualité, nous contrôlons l'ensemble de nos 11 sites de production.

DEUX JEUNES INGÉNIEURS QUALITÉ GRANDE ÉCOLE

INGÉNIEUR SPÉCIFICATIONS : en liaison avec les départements Achats et Design, la Direction Marketing et la Direction Production, vous établissez les spécifications techniques matières de nos nouvelles lignes de bagagerie, des produits de diversification (soutiers...) et plus généralement de nos futurs projets. Vous pilotez en particulier la mise en place des plans de test et l'analyse des résultats. Enfin, vous gardez le suivi technique des développements. (réf. IS/08)

INGÉNIEUR QUALITÉ TEXTILE PAP : en liaison avec le département Achats et les Directions Prêt-à-porter et Artistique, vous êtes le garant de la qualité des matières textiles de notre nouvelle ligne de prêt-à-porter hommes et femmes. Vous définissez leurs spécifications et mettez en place un circuit de validation des matières, de l'élaboration de la collection à la production. Enfin, vous analysez les informations des fournisseurs concernant l'exploitation des matières ainsi que les commentaires des services retouches et après-vente. (réf. IQT/08)

Débutant et diplômé d'une grande école d'ingénieurs (X, Mines, Centrale...), vous parlez couramment anglais, l'italien étant un atout supplémentaire. Sensibilité aux produits de luxe, souci du détail et excellentes capacités de communication sont essentielles pour réussir votre mission.

Pour ces postes basés à Paris, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV et photo) sous réf. choisie à Louis Vuitton Maître DRH - 2 rue du Port-Neuf - 75034 Paris Cedex 01.



Carrières internationales



ORGANISATION FOR THE PROHIBITION OF CHEMICAL WEAPONS

The Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons (OPCW) is a new international disarmament organisation based in The Hague, the Netherlands, with the objective of destroying all existing stocks of chemical weapons and prohibiting the use and development of this category of weapons of mass destruction through the regular inspection of chemical industries. Since the OPCW was established just over one year ago, the number of states which have pledged to support it has increased from 60 to 112, including all permanent members of the UN Security Council.

New International Organisation based in The Hague, Netherlands.

The OPCW is seeking suitable candidates for a number of vacancies, as well as offering for future openings, in two main areas of employment:

Information Systems - Fixed term contracts, initially for a three year period.

Head of Network and Systems: Advanced University degree in Computer Engineering, confirmed leadership skills and in-depth technical knowledge of networking in secure environments. Experience in Windows NT, CA Unicenter TNG, Lotus Notes, X.25/X.400.

Head of Administrative Information Management Section: University degree in computer science, mathematics or other related domain, enhanced with up to date technology and management courses. Minimum 10 years experience of progressively responsible professional experience in computer systems with at least 5 years of supervisory/project management experience.

Information Systems - Temporary Assistance contracts, for a one year period.

Business Analyst (Security Non-critical Systems): Should have University degree in Business Administration, computer science or related domain, experience in implementation of computerised accounting systems, strong Business Process Re-engineering (BPR) skills, experience in report drafting in English and preferably a CPA and/or Certified Information Systems Auditor qualification.

Application Programming Officer (Security Non-critical Systems): University degree in computer science, mathematics, related domain or substantial working experience. Knowledge required in Systems 10, MS SQL, Windows 95, MS Access, PowerBuilder, Lotus Notes, SmartScreen Builder and Job Scheduler.

Conference Services - Fixed term contracts, initially for a three year period.

Senior Linguist (Spanish): Degree in Languages (translation and interpretation), ten years of continuous experience, preferably within the UN system. Perfect command of Spanish (must be a native speaker/mother tongue), excellent knowledge of English and of one other language of the Organisation (Arabic, Chinese, French, Russian).

Senior Linguist (French): Degree in Languages (translation and interpretation), ten years of continuous experience, preferably within the UN system. Perfect command of French (must be a native speaker/mother tongue), excellent knowledge of English and of one other language of the Organisation (Arabic, Chinese, Russian, Spanish).

Linguist (Arabic) (5 posts): Degree in Languages (translation and interpretation), six years of continuous experience, preferably within the UN system. Perfect command of Arabic (must be a native speaker/mother tongue), excellent knowledge of English and of one other language of the Organisation (Arabic, Chinese, French, Russian, Spanish).

Linguist (English): Degree in Languages (translation and interpretation), six years of continuous experience, preferably within the UN system. Perfect command of English (must be a native speaker/mother tongue), excellent knowledge of two other languages of the Organisation (Arabic, Chinese, French, Russian, Spanish).

Linguist (Chinese): Degree in Languages (translation and interpretation), six years of continuous experience, preferably within the UN system. Perfect command of Chinese (must be a native speaker/mother tongue), excellent knowledge of English and of one other language of the Organisation (Arabic, French, Russian, Spanish).

Remuneration and conditions of employment are excellent. Tailor-made recruitment, includes assignment grant, travel and removal on appointment and on separation, home leave, use-free vehicle, education grant, rental subsidy, provident fund, health insurance etc.

Only candidates who are citizens of a Member State of the Organisation will be considered for employment by the OPCW, which is an equal opportunity employer. Information about the OPCW, including an up-to-date list of current Member States as well as the appropriate application forms (which cannot be filled electronically) may be found in the OPCW website <http://www.opcw.org>. Enquiries about the above vacancies are to be directed to Head of Recruitment, fax 31-70-116790, internet recruitment@opcw.org, who will provide detailed information about each vacancy.



EUROPEAN CENTRAL BANK

VACANCIES IN THE EUROPEAN CENTRAL BANK PRESS OFFICERS IN THE DIRECTORATE FOR EXTERNAL RELATIONS

The European Central Bank (ECB), established in Frankfurt am Main on 1 June 1998, is urgently seeking applications from suitably qualified candidates to fill vacancies in its Directorate for External Relations. The ECB has its own terms and conditions of employment, including a competitive salary structure, retirement plan, health insurance and relocation benefits. Candidates must be a national of a Member State of the European Union.

The holders of this position will work in a team assisting the Head of the Press Division in the performance of her duties, in particular:

- elaborating responses to the media and to the public in general regarding the ECB and European monetary policy;
- organising press conferences and newspaper, television and radio interviews;
- drafting of contributions to the press;
- evaluating press reports on issues of relevance to the ECB and compiling a daily press digest for the use of the Management of the ECB.

Qualifications

- Candidates should have a university degree in economics or business administration.
- A very good command of English and proven drafting ability in English are required. Italian, French or a Scandinavian language as the candidate's mother tongue is desirable but a working knowledge of at least one other European Union language is required.
- The ability to work under time pressure and to tight deadlines.
- Familiarity with modern office equipment and personal computers.
- A sound knowledge of central banking and institutional features of the Community would be an advantage.
- Experience of contact with the media is desirable.

Ref: ECB/12/98LM

Applications

Applications should include a Curriculum Vitae and a recent photograph, together with references confirming the required experience and skills. They should quote the reference number and should be addressed to the European Central Bank, Directorate Personnel, Postfach 16 03 19, D-60066 Frankfurt am Main, and should reach us no later than 28th August 1998. Applications will be treated in the strictest confidence and will not be returned.

These vacancies are also published on Internet: <http://www.ecb.int> but applications should only be submitted on paper via surface mail.

Le monde des cadres

Médias & Régies Europe, règle publicitaire du groupe Publicis recherche sur Paris un ou une :

COMMERCIAL(E) Junior ou 1ère expérience en CDI

- De niveau Bac+2 / Commerce, vous avez effectué des stages dans la vente, ou bénéficiez d'une 1ère expérience.
- Vous serez chargé(e) de vendre de l'espace publicitaire, rubrique offres d'emploi, sur la presse magazine auprès des Directeurs des Ressources Humaines, des cabinets de recrutement et des agences spécialisées de communication en Ressources Humaines.
- Ce poste de Chef de Publicité Junior demande un véritable tempérament commercial, une aisance téléphonique, une force de conviction remarquable et une ténacité sans faille.
- Merci d'adresser votre candidature en précisant sur l'enveloppe la référence CPLM08/98 à : Médias & Régies Europe, Patrick Puitsant - 133, av. des Champs-Élysées - 75409 PARIS Cedex 08.

Carrières internationales

GOOD KNOWLEDGE OF NOVELL/WINDOWS NT?

Hewlett-Packard in Amsterdam is looking for multilingual Support Consultants (m/f)

Hewlett-Packard is one of the largest producers and suppliers of information and communication services. At Hewlett-Packard's centre of expertise in Amsterdam, we provide customers, partners and colleagues with a comprehensive range of technical support services through a network of call centres covering Europe, Middle East and Africa.

In our Networking, Servers & Storage team we offer possibilities for Support Consultants. You as part of this team will provide high-level technical network support to national and international customers, partners and resellers to solve queries by phone.

We require:

- A good working knowledge of MS Dos, Windows 95/NT and Novell.
- A good command of English combined with native or near native in one or more of the following languages: French, Spanish, Italian.

- You can perfectly analyze problems by telephone and are capable of providing the customer with the appropriate advice and/or solutions.
- Knowledge of networking peripherals (hubs, routers, switches) will be a plus.
- Working experience in an IT support environment is preferred.

We offer:

Working at Hewlett-Packard means working in a fascinating, innovative work environment, where new developments in electronic communication are a daily occurrence. As a Support Consultant you will have a well-paid job offering attractive fringe benefits. On-going training keeps you updated, while a personal development plan helps you to grow within your current position and those to come. For this position a relocation package will be offered. Content Recruitment is handling the selection procedure on behalf of Hewlett-Packard.

If you recognize yourself in the above profile, please contact Jacqueline van Heeswijk or send your application to:

Content Recruitment
Attn. Ms. drs. J.E.C. van Heeswijk
Hogehilweg 18a 1101 CD Amsterdam
The Netherlands
e-mail: Recruitment@content.nl
Tel. + 31 (0) 20 691 21 21
Fax. + 31 (0) 20 697 17 16

Interviews will be conducted on the following dates: September 7th, 8th, 16th and 17th in Paris.

General information about Hewlett-Packard can be found on: <http://www-europe.hp.com>.



SEPPHO HOFFRÉN Consultancy (Konsultointimistö Seppo Hoffrén Oy), established in 1981, is the foremost management consultancy for small and medium sized companies in North Europe. Our turnover for the current year will be approx. FF22 m. We have 30 consultants including Seppo Hoffrén, Managing Director, backed up by 10 administrative staff. We have had a full-time consultant in the UK and in Russia since 1992, in the Baltic States since 1994, in Germany since 1995, in France since 1996, in Sweden since 1998. We are looking for: -

BUSINESS CONSULTANT - France

The Person (he/she) we are looking for is

- a professional market researcher who can work for companies that are interested in entering the French market
- an excellent organiser who can find potential customers, get contacts, and arrange appointments for company representatives who come to meet potential business partners in France
- a professional trainer on subjects such as "How to do Business in France", "Business Culture in France", "Business negotiations in France" and so on

He/She has

- a suitable academic qualification (University degree (BAC+2/4) in Economy or Physiology)
- experience in the areas listed above
- necessity to spend days or weeks abroad each month (mostly in Finland)
- willingness and motivation to work as a member of our teams which is growing quite rapidly and which is already international
- extra space to set up a home office

Please send your application with full cv (what have you accomplished?), stating your salary request (How expensive are you?) and your arguments for being selected (why do you think you are right candidate?) to Seppo Hoffrén Consultancy by 28th August. Because of our busy schedules, we cannot answer telephone enquiries.



Address: Käsityökatu, 43
Fin - 70100 KUOPIO (Finlande)
Fax: 00358 17 580 4410

Le PARLEMENT EUROPEEN, le COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL et le COMITÉ DES RÉGIONS organisent deux concours internationaux pour le recrutement de

TRADUCTEURS (m/f)

(concours EUR/LA/133 - carrière LA7/LA6) et

TRADUCTEURS ADJOINTS (m/f)

(concours EUR/LA/134 - carrière LA8) de langue suédoise

chargé(e) d'accomplir des travaux de traduction dans la langue suédoise de textes traitant principalement de sujets politiques, sociaux, régionaux, financiers, scientifiques et techniques concernant les secteurs d'activité de l'Union européenne.

Lieu d'affectation: Luxembourg, Bruxelles ou tout autre lieu d'activité des services des institutions communautaires.

Principales conditions d'admission:

Titres ou diplômes:

- Etudes universitaires complètes sanctionnées par un diplôme de fin d'études.
- Dans le cadre du concours EUR/LA/134, seuls seront admis à concourir les candidats ayant obtenu le baccalauréat ou un diplôme équivalent.

Expérience professionnelle:

- Expérience professionnelle d'au moins deux ans (EUR/LA/133).
- Aucune expérience professionnelle n'est requise (EUR/LA/134).

Conditions communes:

- Parfaite maîtrise de la langue suédoise et connaissance approfondie d'au moins deux autres langues officielles de l'Union européenne dont l'une sera OBLIGATOIREMENT le néerlandais, le portugais, le français, l'italien ou l'espagnol. Les langues officielles de l'Union européenne sont: l'allemand, l'anglais, le danois, l'espagnol, le finnois, le français, le grec, l'italien, le néerlandais, le portugais, le suédois, l'espéranto, le polonais, le roumain, le slovaque, le slovène, le tchèque, l'espéranto.
- Être ressortissant d'un des États membres des Communautés européennes.
- Être né(e) après le 25 septembre 1952 (maximum 45 ans).

Des dérogations à cette limite d'âge maximale peuvent être accordées sous certaines conditions.

LES INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES METTENT EN ŒUVRE UNE POLITIQUE VISANT À GARANTIR L'ÉGALITÉ DES CHANCES ENTRE HOMMES ET FEMMES DANS TOUS LES EMPLOIS. ELLES ENCOURAGENT VIVEMENT LES CANDIDATURES FÉMININES.

Date limite de dépôt des candidatures: 25 septembre 1998.

Sous peine d'exclusion du concours, les candidats doivent utiliser l'acte de candidature et le formulaire de candidature insérés dans le Journal Officiel.

Pour obtenir le Journal Officiel, envoyez sous pli, avant le 11 septembre 1998, une enveloppe (minimum 23 x 32), non-livrée, ou une étiquette auto-collante, libellée à vos nom et adresse, en y indiquant la référence EUR/LA/133/98 ou EUR/LA/134/98, à l'une des adresses suivantes:

- au PARLEMENT EUROPÉEN, Services Concours, BAK 0F02, L-2929 LUXEMBOURG.
- Bureaux d'information du PARLEMENT EUROPÉEN, • Nybrogatan 11, Str. S-11438 STOCKHOLM.
- Pohjoisseläntä 31, FIN-00100 HELSINKI.

On the behalf of our client, an international and successful enterprise, which produces and sells goods for the packaging industry, we are looking for a young, motivated and dynamic

Technical Sales Representative

Your main duties will be:

- to advise and look after an international and diversified clientele (pharmaceutical, cosmetics, food, etc.)
- visiting international clients, which requires frequent travelling abroad
- regular contacts with the client's field representatives
- clarification of technical aspects with the headquarters located in Italy and their suppliers
- acquisition of prospective clients

The ideal candidate will be of an open, extrovert personality, a good negotiator, capable of successful integration into a complex environment. Further a commercial background with a good knowledge of technical or vice versa, as well as a good command of another European language are required.

Careful introduction into this vacancy is assured together with further development on a regular basis. Ideally, the applicant will not be over 25 years of age.

Regarding more details or information do not hesitate to call, or send us a complete application incl. picture, to the attention of Mr. R. Bruni.

Z-Consult Ltd.

Pfluggässlein 1, CH-4001 Basel/Switzerland
Tel: 0041/61/261'31'31, Fax 0041/61/261'31'34

LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

La BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT est une institution financière internationale créée dans le but de promouvoir la croissance économique du continent africain. Son capital est détenu par 53 États africains et 24 États d'Europe, d'Asie et d'Amérique. Son siège est à Abidjan, Côte d'Ivoire, Afrique de l'Ouest. La Banque recrute des ressortissants de pays membres pour les postes suivants:

DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

Conduire les initiatives et programmes de la Banque dans le domaine du développement du secteur privé, y compris la privatisation par l'octroi de prêts, de fonds propres, de garanties et de services consultatifs aux micro, petites et moyennes entreprises; constituer une équipe de professionnels techniques performants et très motivés et veiller à assurer à temps des services d'appui de qualité à tous les secteurs. Les candidats doivent être titulaires au minimum d'une maîtrise ou d'une qualification professionnelle équivalente. Une expérience professionnelle dans le domaine de la gestion d'une gamme complète d'activités liées aux projets de préférence dans une institution internationale ou multinationale est requise. Ils doivent avoir une expérience professionnelle pertinente d'au moins 10 ans, dont 5 à un poste d'encadrement.

CHEF DE DIVISION AU SEIN DU DÉPARTEMENT DE LA TRÉSORERIE

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme universitaire d'études supérieures en Banque/Finances, dans un domaine apparenté ou en ingénierie. Ils doivent également avoir au moins 7 ans d'expérience professionnelle dans le domaine bancaire, en consultation ou autre pratique professionnelle comparable. Ils doivent avoir une bonne connaissance des notions de configuration de produits, d'émissions et de risques, et comprendre parfaitement des produits tels que les valeurs mobilières à revenu fixe et à revenu variable et les produits dérivés.

Critères généraux:

Pratique des logiciels modernes. Aptitude à s'exprimer parfaitement en anglais et/ou en français, et une bonne connaissance écrite de l'une ou l'autre langue. La connaissance des deux langues constitue un atout supplémentaire. La Banque propose un traitement compétitif au plan international et des prestations attractives. Les dossiers de candidature comprenant un curriculum vitae détaillé doivent être envoyés, avant le 30 septembre 1998, à l'adresse ci-dessous. Les femmes sont encouragées à présenter leurs candidatures. En raison du nombre élevé de candidatures attendues, seuls les candidats présélectionnés seront informés. Les candidatures nous parvenant après la date de clôture seront prises en compte pour de futures recrutements.

DIVISION DU RECRUTEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DU PERSONNEL
DÉPARTEMENT DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES
BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT - 01 81 1387, ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE - FAX: (225) 20-49-43 - Website: <http://www.afdb.org>

RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

Le Monde

1^{er} quotidien français à l'étranger

هكذا من الامم

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / MERCREDI 19 AOÛT 1998 / 23

MARDI 18 AOÛT

FILMS DE LA SOIRÉE

19.30 Les Sept Mercenaires ■ John Sturges (États-Unis, 1960, 125 min.) Cinéma

20.30 Cœurs brisés ■ Philip Moeller (États-Unis, 1995, N, v.a., 85 min.) Cinéma

20.30 Hanna K ■ Constantin Costa-Gavras (France, 1982, 110 min.) Cinéma

20.35 Bandito ■ Caballero ■ Richard Fleischer (États-Unis, 1956, 100 min.) TMC

21.00 Bagdad Café ■ Percy Adlon (Allemagne, 1987, 95 min.) France 2

21.00 Rocketeer ■ Joe Johnston (États-Unis, 1991, 105 min.) Disney Channel

21.55 La Malédiction des hommes-chats ■ Robert Wise (États-Unis, 1944, N, v.a., 75 min.) Cinéma

22.20 Big Man ■ David Leand (Grande-Bretagne, 1991, N, v.a., 85 min.) Cinéma

22.40 Brazil ■ Terry Gilliam (Grande-Bretagne, 1986, 140 min.) France 2

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

19.00 Rive droite, rive gauche. Les Brunes sont-elles les nouvelles critiques ? Que faut-il lire en BD ? Molière a-t-il engendré la peste unique ? Paris Première

20.00 Temps présent. Récupération du coma. Paris Première

20.30 Zone interdite. Les chemins de l'adolescence. M 6

21.00 Enjeux - Le Point. Terrorisme au Pays Basque : les durs de l'ETA continuent leur campagne de tuerie. Guerre civile au Chiapas. Cinquante ans, le drapeau fédéraliste restait pour la première fois sur le Parlement à Québec. TV 5

21.00 Le Gal Savorit. Un drame d'été (ou sont passés les idéaux ?). Invités : Jean-Claude Carrière, Romain Couppi, Paul-Marie Couteaux, Guy Sorman, Roger Caratini, Jean d'Ormesson. Paris Première

22.00 La France et ses religions. Les Juifs de France. Invités : Juste Alfa, Philippe Haddad, Pierre Birnbaum, Shmuel Trigano. Histoire

22.30 Un siècle d'écrits. Pierre Moizant. TV 5

22.30 De l'actualité à l'histoire. Les identités d'Israël. Invités : Alain Dieckhoff, Marc Baré, Shmuel Barim, Yael Dagan. Histoire

23.30 Si l'ose écrire. Marcel Morsau. Homme aux cinquante livres. TV 5

DOCUMENTAIRES

18.35 À l'école vétérinaire. [25]. Savoir Vivre. Canal +

19.00 Amérique latine, un continent décaqué. [16]. Odysée

19.15 Prostitution. Confessions de clients. Planète

MUSIQUE

19.45 La Grande Saga des animaux. Les félins. Odysée

20.05 Les Jardins du paroxysme. [17]. Les jardins et le temps. Planète

20.15 L'été dans les glaces de Tibbala. Odysée

20.35 Les Enfants de Summerhill. Planète

20.45 La Vie en face. Aïda et la Terre. Histoire d'un remède en Berry. Arte

21.35 Les Chemins de l'été. [17]. Planète

21.45 Les Allées de la mafia. Odysée

21.55 Pour l'amour du Louvre. Paris Première

22.25 Partir sur la route des îles. [29]. Odysée

22.45 Lonely Planet. Afrique du Sud et Lesotho. Planète

23.15 Salut-Cyr, les Hommes d'honneur. Odysée

23.35 Claude François... 20^e anniversaire. France 3

23.35 Gigi et Monica. TSR

0.20 La Perle et son mystère. Odysée

0.35 Les Nouveaux Explorateurs. Séries

SPORTS EN DIRECT

20.00 Athlétisme. Championnats d'Europe. France 3

18.55 Mezzo junior. Le Concert. Chorégraphe. Marius Petipa. Musique. Adolphe Adam. Mezzo

DANSE

18.55 Mezzo junior. Le Concert. Chorégraphe. Marius Petipa. Musique. Adolphe Adam. Mezzo

MUSIQUE

21.00 et 0.55 Yehudi Menuhin et Viktoria Postnikova. Muzik

21.40 Yehudi Menuhin. Au conservatoire de Moscou 57. Chœurs de Bach, Bartok, Beethoven, Tchaikovsky. Muzik

22.30 Célébration de l'Orchestre de la Radio de Stuttgart. Trois chorégraphes de Delussy : Sonje d'une nuit d'été, de Mendelssohn. Mezzo

TÉLÉFILMS

20.50 La Liberté d'aimer. RTBF 1

22.00 Deux locataires pour l'été. Eric Le Hung. Festival

22.50 La Cinquième Victime. O Ivan Nagy. M 6

SÉRIES

19.00 Sliders, les mondes parallèles. M 6

19.00 Highlander. La belle époque. Série Club

20.15 New York Undercover. Affaires intérieures. 13^{ème} Rue

20.40 Chicago Hope, la vie à tout prix. Histoire de cœur. La nuit. RTL 9

21.40 L'Heure Simon. Série Club

22.25 Seinfeld. Le supporter. Canal Jimmy

22.30 La Loi de Los Angeles. La cour des miracles. Têta

23.40 Galactica. Les zones de tueur [20]. 13^{ème} Rue

23.45 Clair de lune. États d'âme. Têta

23.55 Star Trek, la nouvelle génération. Rapports de force (v.o.). Canal Jimmy

0.00 La Fin du marquisat d'Aurad. [24]. Histoire

NOTRE CHOIX

21.55 Paris Première Pour l'amour du Louvre En 1897, une poignée de collectionneurs d'art et d'hommes politiques fondaient la Société des amis du Louvre pour empêcher certains chefs-d'œuvre de sortir de France. Quand le musée passe à côté d'un tableau, d'une sculpture ou d'un objet important, le conseil d'administration de la Société se réunit pour voter, ou non, l'achat de la pièce. Yves de Peretti, conquis par ces amateurs passionnés - aujourd'hui de simples donateurs fortunés -, a suivi les préparatifs du centenaire de l'association, marqué par l'acquisition d'une toile de David (le portrait de Juliette de Villeneuve) que le musée n'avait pu s'offrir. Son film explore les coulisses de la plus belle galerie d'art du monde et révèle la passion discrète des amis, des amours, des amants de la Société du Louvre. Dommage qu'on nous présente le 26 minutes. La version 52 minutes en disait bien plus sur les acteurs de la vie d'un grand musée (conservateur, Société des amis, personnel, visiteurs...) et permettait d'approcher la relation entre l'œuvre d'art et celui qui l'admire. - S. B.

22.50 Arte Comedia : « La Place Royale » En 1992, au Théâtre de la Comédie d'Aubervilliers, Brigitte Jacques transportait La Place Royale, de Corneille (1635), à l'époque nouvelle vague. Deux ans après, à l'occasion d'une reprise, le cinéaste Benoît Jacquot (qui avait déjà « tourné » un précédent spectacle de Brigitte Jacques : *Elvire/Juliette* 40) filme la pièce de Corneille avec une seule caméra portée à l'épaule, captant l'éphémère de la représentation, de la jeunesse, de l'amour. Superbe.

MERCREDI 19 AOÛT

NOTRE CHOIX

20.45 Arte Les Mercredis de l'Histoire Varian Fry, un héros oublié

1 AOÛT 1940-AOÛT 1941 : douze mois qui comptèrent bien plus dans la vie de Varian Fry que tout le reste, douze mois qui valurent la vie sauve à nombre de grandes figures de la culture et des arts du XX^e siècle. Mais Varian Fry est un héros oublié. Inconnu avant son année héroïque, il est retombé dans l'anonymat aussitôt après, en dépit de l'incroyable tâche accomplie en si peu de temps. Grâce à lui, plus de deux mille personnes furent soustraites aux menaces que faisait peser sur elles le nazisme. Parmi elles : André Breton, Marc Chagall, Max Ernst, Jacques Lipchitz, Heinrich Mann, André Masson, Franz Werfel. Ils étaient français ou allemands réfugiés en France, avant la guerre. Leurs œuvres étaient de celles dont on faisait, en Allemagne, des autotafels, parce qu'elles relevaient de l'art dégénéré. Beaucoup étaient de grands artistes, avaient dénoncé l'hitlérisme, et de surcroît, étaient juifs. Dans l'espoir d'embarquer vers une terre plus hospitalière, ils convergèrent vers Marseille. C'est là que Varian Fry fut envoyé par un groupe de braves et riches Américains qui, bien que peu aidés par leur gouvernement, avaient entrepris de secourir ces représentants de la civilisation et de les amener en Amérique. Avant d'être expulsé par les autorités de Vichy, Varian Fry acquiesça de sa mission au-delà de tout espoir, au prix de singuliers subterfuges et de grands risques, avec le cruel regret d'avoir dû effectuer un tri, tant on se pressait autour de lui. Il ne pouvait venir en aide à tous et ses mandants ne voulaient entendre parler de gens connus. Comment survivre à une telle aventure ? Varian Fry, passeur d'artistes, documentaire germano-britannique réalisé par David Kerr, a le mérite de poser cette question, entre autres. Varian Fry a mal vécu. A peine rentré aux États-Unis, il découvrit qu'on n'avait plus besoin de lui. Avec une discrète amertume, il sombra dans l'oubli. Même celui - à quelques exceptions près - des gens qu'il avait sauvés.

Francis Corrau

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.45 Contre vents et marées. 19.00 Météo. 19.30 Le Journal de l'air. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Les Truffes ■ Film. Bernard Nauer. 22.25 Urgence II ■ Film. O. Gilles Béhan. 0.05 Histoire naturelle. L'eau pure de nos montagnes. 1.00 TF 1 nuit. Météo. 1.15 Reportages. Les papés-papés. 1.40 Le Jeune Ballet de France.

FRANCE 2

19.15 1000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Qui est qui ? 19.30 Au nom du sport. 19.55 et 20.45 Météo. 20.00 Journal. 21.00 Bagdad Café ■ Film. Percy Adlon. 22.40 Brazil ■ Film. Terry Gilliam. 1.00 Journal. Météo.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion. 18.50 Météo des plages. 18.55 Le 19-20 de l'information. Météo. 20.00 Athlétisme. 20.45 Tout le sport. 21.00 La Carie aux trésors. La Baigne, Corse du Nord. 23.05 Météo. 23.30 Claude François... 20^e anniversaire.

CANAL +

18.32 Les Baisers. ■ En clair jusqu'à 20.30 18.35 L'École vétérinaire. [25]. 19.00 Best of Nulle part ailleurs. 19.50 et 22.00 Flash Infos. 20.05 Les Simpson. 20.30 Une femme très très très amoureuse. Film. Ariel Zeitoun. 22.05 Deuxième danse ■ Film. Bruce Beresford (v.o.). 23.45 La Vie comme elle est... 23.55 Angel Baby ■ Film. Michael Rymen.

ARTE

19.00 Beany & Cecil. 19.30 L'Autre Amérique. 20.00 Archimède. RU 486 : le droit à l'avortement menacé. 20.30 8 1/2 Journal. 20.45 La Vie en face. Aïda et la Terre. Histoire d'un remède en Berry. 21.45 Comedia. Théâtre de rue. Les territoires de l'art. 22.50 Comedia : La Place Royale. Pièce de théâtre. Benoit Jacquot et Brigitte Jacques. 0.40 Musica. David Gilmour, artiste du peuple ? 1.55 Court-circuit. Jeu de plage. Court métrage. Laurent Carlet.

M 6

18.00 Mission casse-cou. 19.00 Sliders, les mondes parallèles. 19.54 Le Six Minutes. Météo. 20.10 Une femme d'enfer. 20.35 La Météo des plages. 20.40 E-Mé Junior. Les bulgares. 20.50 Zone interdite. Les chemins de l'adolescence. 22.50 La Cinquième Victime. Têta. O Ivan Nagy. 0.25 Sexy Spoon. Le reptile.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Les Inventeurs du futur. 19.54 La Radio à l'épreuve. Mémoire. 22.40 Nocturnes. Naissance d'un opéra. Le Dernier jour de Sodome. 0.05 Du jour au lendemain (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE

19.57 Musique à l'Empéri. à Salon-de-Provence. Œuvres de Schubert, Beethoven, Klein, Brahms. 21.30 Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron. Œuvres de Chopin, Beethoven. 23.00 Soleil de nuit. Aldo Romano, batteur et compositeur.

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées. Récital du pianiste Blanton, Claviers de Haydn, Schumann, Liszt. 22.20 Les Soirées. (suite). Œuvres de Tchaïkovski, Magnard, Lazzari.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

19.55 Les Femmes de l'histoire. 19.55 Les Victimes de l'histoire. 20.00 Journal. L'image du jour. Météo. 20.30 Football. Autriche - France. 22.40 Le Secret de Chateau Valmont. Têta. [17]. Charles Jarrow. 0.20 Histoire naturelle. 1.15 TF 1 nuit. Météo.

FRANCE 2

18.55 Res. 19.30 Dans la chaleur de la nuit. [12]. 19.55 Chicago Hope, la vie à tout prix. 20.00 Un livre, des livres. 20.30 Walidki Ouest. 21.20 Athlétisme. Championnats d'Europe. 19.50 et 20.30 Thrage du Loto. 19.55 et 20.45 Météo. 20.00 Journal. 20.40 Au nom du sport. 21.00 Le Raisin d'or. Têta. [17]. Charles Jarrow. 22.40 1000 enfants vers l'an 2000. 22.45 Potins d'été. Pièce de théâtre. Jean-Noël Ferrière. 0.25 Journal. Météo. 0.40 Faust argentin. Pièce de théâtre. Alfredo Arias.

FRANCE 3

19.00 Estivages. 19.20 Keno. 19.35 Aventures des mers du Sud. 19.45 Les Amnésies de la vie. Têta. [17]. Thomas Carter. 19.55 Les Équipes de Remington Steele. 20.00 C'est l'été. 20.20 Questions pour un champion. 20.30 Météo des plages. 20.35 Le 19-20 de l'information. Météo. 20.55 Tout le sport. 21.05 Consom'ag. 21.10 Enquête mortelle. Têta. [17]. Charles Jarrow. 22.45 Portes en défilé. Coup de chapeau à Fernandel. 23.40 Météo. 23.50 Un siècle d'écrits. Vladimir Nabokov.

CANAL +

19.30 Un espoir dans la nuit. Têta. [17]. Charles Jarrow. 19.50 L'Enfant et les Loups. Têta. [17]. Charles Jarrow. 20.00 Journal. 20.30 Les Baisers. ■ En clair jusqu'à 21.00 20.35 L'École vétérinaire. [25]. Naissances difficiles. 19.00 Best of Nulle part ailleurs. 19.50 et 23.00 Flash Infos. 20.00 Zapping. 20.05 Les Simpson. 20.30 Le Journal des sorties. 21.00 Surviving Picasso. Film. James Ivory. 21.10 Le Polygraphe ■ Film. Robert Lepage. 0.40 South Park. 1.05 Patinage artistique.

LA CINQUIÈME/ARTE

19.57 Les Lumières du music-hall. Gilbert Bécaud. 19.57 La Cinquième rencontre... Les Amériques. 19.57 Les Compagnons des quatre vents. 19.57 Entretien avec Michel Restin, ethnologue. 20.00 Les Secrets de l'Inde. L'Himalaya. 20.15 Modes de vie. modes d'emploi. 20.30 8 1/2 Journal. 20.45 Les Mercredis de l'Histoire. Varian Fry, passeur d'artistes. 21.35 Les Cent Photos du siècle. Muratori, c'est fini. photo de Vincenzo Carrese (1945). 21.45 Musica. Plácido Domingo raconte la légende de Parsifal. 23.15 Profil. A la recherche de Christian B. 0.00 La Lucarne. Jean Rouch à l'envers. 0.50 Antoine et Antoinette ■ Film. Jacques Becker.

M 6

19.35 Amour, rap et trahison. Têta. [17]. Charles Jarrow. 19.35 Des clips et des bulles. 19.45 Agence Acapulco. 19.50 Mission casse-cou. 19.55 Sliders, les mondes parallèles. 19.54 Le Six Minutes. Météo. 20.10 Une femme d'enfer. 20.40 E-Mé Junior. 20.50 Zone interdite. Les chemins de l'adolescence. 22.50 La Cinquième Victime. Têta. [17]. Charles Jarrow. 0.20 L'Heure du crime.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.30 La Rage du jazz. Californie, les frères de la Côte. Jim Hall. 19.50 Chroniques du voyageur immobile. 20.00 Les Inventeurs du futur. Fait-il avoir peur des biotechnologies ? 21.00 La Radio à l'épreuve. L'après-midi de monsieur Andesmes. 22.40 Nocturnes.

FRANCE-MUSIQUE

19.00 Jazz été. Festival d'Uzeste. 19.57 Musique à l'Empéri. à Salon-de-Provence. Trio pour deux hornbass et basson, de Beethoven ; Trio pour violon, violoncelle et piano op. 15, de Scarlatti ; Quintette pour violon, clarinette, cor, violoncelle et piano, de Fribich ; Concerto pour piano et six instruments, de Janacek ; Septuor op. 20, de Beethoven. 21.30 La Roque-d'Anthéron. En direct. Marc-André Hamelin, piano. Sonate, de Dukas ; Sonate n° 23 D 960, de Schubert. 23.00 Soleil de nuit. Pierre Boulez.

RADIO-CLASSIQUE

18.30 Majuscules. Le Violoncelle Peter Wopchew. 19.30 Classique à l'air libre. 20.40 Les Soirées. Chœur, comédie chantée de Massenet, par le Chœur de l'Opéra de Bayreuth et l'Orchestre de la Radio de Munich, dir. Steinberg. 22.40 Les Soirées. (suite). Œuvres de Chausson, Saint-Saëns.

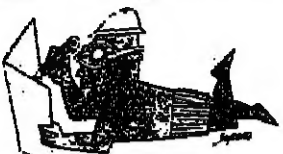
SIGNIFICATION DES SYMBOLES :

■ Signifié dans « Le Monde »
■ Télévision-Radio-Multimédia
■ On peut voir
■ Ne pas manquer
■ Chef-d'œuvre ou classiques
Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite. Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur. ■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

LES CODES DU CSA :

○ Accord parental souhaitable.
△ Accord parental indispensable
■ Interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte
■ Interdit aux moins de 16 ans.

Le Monde organise le grand jeu de l'été

PLUS DE
700 PRIX
À GAGNER !

Chaque semaine, entre le 1307 et le 200898, Le Monde publie du lundi au samedi une grande série thématique. Cette lecture vous permettra de gagner l'un des 100 prix hebdomadaires et l'un des 10 prix offerts au classement général. Vous participez selon votre intérêt à un jeu hebdomadaire ou à l'ensemble des sept jeux.

● **Jeu n° 6 : « Leur France »** - du 17/8/98 au 22/8/98
Cet semaine, six écrivains étrangers racontent au Monde leur amour de la France.

Question n° 2 - Le Monde du 18/8/98 date 198/98

Quelle institution échappe à la mentalité américaine ?
Clôture du jeu n° 6 : le 25/8/98 minuit (le cachet de La Poste faisant foi). Seuls seront pris en considération les réponses exactes envoyées au plus tard le jeudi suivant le date de clôture du jeu. Par jeu, il ne sera attribué qu'un seul des prix (indiqués dans le règlement).

Chaque jour, un indice précieux est diffusé sur RTL entre 7 h 30 et 8 h 30.

● **Sélection des 100 gagnants hebdomadaires**

Chaque jour paraissent un article de la série thématique et une question relative à cet article. Pour jouer, il suffit de répondre aux six questions de la semaine. Les gagnants sont sélectionnés par tirage au sort parmi les joueurs ayant répondu à toutes les questions. Les gagnants sont sélectionnés par tirage au sort parmi les joueurs ayant répondu à toutes les questions.

1^{er} prix : 1 semaine au Sénégal pour 2 personnes, vols inclus, avec Nouvelles Frontières
2^e prix : 1 semaine au Maroc pour 2 personnes, vols inclus, avec Nouvelles Frontières
3^e prix : 1 semaine en Tunisie pour 2 personnes, vols inclus, avec Nouvelles Frontières
4^e et 100^e prix : Un chèque-cadeau Fnac d'une valeur de 500 F

● **Le classement général**

Il classera les participants par ordre décroissant du nombre de réponses exactes données aux sept jeux hebdomadaires. Toute bonne réponse donne un point. Le joueur qui aura obtenu le plus grand nombre de points sera le gagnant. Les six premiers gagnants recevront un prix. Le classement général paraîtra dans Le Monde du 22/8/98, date 220/98.

Des 1^{er} au 100^e prix : des chèques-cadeaux Fnac valables sur tous les produits proposés dans les magasins Fnac : livres, CD, chaînes hi-fi, équipements, consoles, appareils photo, instruments, téléphones et ordinateurs de bureau.

1^{er} prix : 25 000 F
2^e prix : 25 000 F
3^e prix : 25 000 F
4^e et 100^e prix : 5 000 F

Extrait du règlement

Les grands jeux obligent à l'acte. Participation réservée exclusivement aux personnes résidant en France métropolitaine (C'est-à-dire en France). Les trois points envoyés pour l'un des jeux ou pour l'un des six jeux ou pour l'ensemble des sept jeux hebdomadaires et ceux envoyés pour le classement général, ne sont pas cumulables. Les gagnants sont sélectionnés par tirage au sort parmi les joueurs ayant répondu à toutes les questions. Les gagnants sont sélectionnés par tirage au sort parmi les joueurs ayant répondu à toutes les questions.

RTL Nouvelles Frontières fnac

Résultats du jeu n°3

Les réponses aux questions :
Question 1 : Air
Question 2 : Comode
Question 3 : Cinq toisés
Question 4 : Saint-Ours
Question 5 : Léopold II
Question 6 : Le pénis

Les 100 gagnants :
1^{er} prix : Une semaine au Sénégal pour 2 personnes, vols inclus, avec Nouvelles Frontières : Stéphane DOMENEC, Villalaf (34)
2^e prix : Une semaine au Maroc pour 2 personnes, vols inclus, avec Nouvelles Frontières : Lucie BARTHELEMY, Villalaf (34)
3^e prix : Une semaine en Tunisie pour 2 personnes, vols inclus, avec Nouvelles Frontières : Francis MOUGENEC, Jean-Louis (34)
4^e et 100^e prix : Un chèque-cadeau Fnac d'une valeur de 500 F :

Bernadette ARNOULT, Albou (18) - Albert ARSENAULT, Toulouse (31) - Serge BARTHELEMY, Paris 9 - François BENOIST, Palaiseau (91) - Eddy BERTRAND, Paris 16 - Paul BIENCOURET, Gentielly (94) - Jean BOMME, Mity La Forêt (91) - Bernard BOURGEOIS, Marivaux-Sud (91) - Denise BOUTONNET, Ivry-sur-Seine (93) - Anne BRIDE, Paris 4 - Marie BRUGNOT, Toulouse (31) - Roland BRUGNOT, Capbreton-Gare (12) - Maurice CARLES, Aix en Provence (13) - Jean-Marie CAUDRON, Creil (60) - Hervé CHAIX, Paris 13 - Maurice CHAPUIS, St Victor de Mairis (38) - Françoise CHATAIGNER, St Germain des Prés (18) - Claudine COMOZ, Paris 20 - Maurice COUDURET, St Pierre d'Orb (49) - Marie-Aude CHASSON, St-Etienne (42) - Geneviève CHERIN, St-Etienne (42) - Eric DARY, Le Mans (72) - Catherine DARCHY, Marseille (13) - Jean-Roch DELAGOLLE, St-Hilaire le Petit (31) - Jean DELEBARRÉ, Fontenay (91) - Anne-Marie DENECER, Lyon (69) - André DEVERDELON, Marseille (13) - Carole DEVILLE, Angoulême (16) - Olivier DEVOT, Mouchamps (49) - Odile DUBAT, Chaligny-sur-Marne (94) - Jean-Pierre DURAND-GAILLARD, Six-Fours (83) - Magali ERRECAAT, Béziers (34) - Jean-Luc EWER, Paris 15 - Benoît FAUJAT, Paris 12 - Pierre FAURE, Paris 14 - Claire FEILLON, Châteauneuf (34) - Gilles FISCHER, Rodez (12) - Marie-Claude FLORANCE, La Boissière (13) - Serge FRAGAULT, Juy-le-Mouton (92) - Gérard GABET, Bordeaux (33) - Jean-Pierre GARCIA, Toulouse (31) - Frédéric GLAUDOT, Châteauneuf-Salons (71) - Jacqueline GOUIN, Evreux (27) - Didier GOUTNER, Malakoff (92) - Daniel GROSSO, Montreuil (93) - Nicole GRUNBERG, Versailles (78) - Carole GUDERMAN, Paris 15 - Geneviève HADON, St-Clément (42) - Denise LA COTE, Lezoux (58) - Jean-Pierre LAROCHE, Calers (46) - Lucienne LECOURTOIS, Granville (50) - Marie LEMARCHAND, La Mazière (26) - Sébastien LENOIR, Quimper (29) - Marie-Agnès LEUTENEGGER, Paris 17 - Michel LEVI, Les Issambert (83) - Chantal LUNARE, Argenteuil (91) - Henri MARIÉ, Longjumeau (44) - Jacqueline MADRE, Orléans (45) - Pierre MAÏS, Dreuil (71) - Patrick MARCHAND, Gisors (27) - Cécile MAURAS, Virey-sur-Seine (54) - Janine MELLET, Longueville les Meux (57) - Marie MICHELLE, La Brétanne (84) - Monique MIGNOTY, Nant St-Georges (21) - Serge MOULIN, Senanches (28) - Christian MUDRY, Rougemont (90) - Elisabeth NEAU, Féménelle (77) - Serge PARFUS, Palaiseau (91) - Lucie PASCAL, Seyne (04) - Vincent PEREZ, Rodos (07) - Jean PERIER, Aubert (07) - Nathalie PEYRE, Clamart (92) - Jean PHILBERT, St-Germain des Lays (78) - Dominique PINET, Paris 20 - Gaston POULIN, Le Pin (91) - Dominique POUPON, Neaumesnil (77) - Marlène RAFFI, Paris 16 - Rémy RAMONDON, Paris 1 - Joséphine REATY, Montreuil (93) - Paul-Albert RENARD, Suresne (92) - Alain ROUSSEAU, Epigny-sur-Seine (91) - Paulette SAUMON, Montfermeil (93) - Pierre SAULNIER, Paris 5 - Eric SEIGNOVERT, St-Christophe des Ales (30) - Anne SERUZE, Poliers (84) - Anne-Marie SIMON, Villeneuve de la Coudre (77) - Elisabeth SULTAN, Argenteuil (91) - Anne SYLVAISON, Gennevilliers (70) - Michèle TAILLON, Ceyzérieu (43) - Laurence THILLIER, Mulhouse-Dornach (48) - Paul TIRAND, Castelnaudary (11) - Emmanuel VELLA, Bordeaux (33) - Marc VITAL, Paris 14 - Paulette WALAINE, Gany (27) - Bernadette WESSELINGH, Rappelle les Arles (13) - Olga YANNA, Le Teil (44) - Thierry ZITTE, Cergy-le-Haut (95).

Les prix sont attribués à partir du 1^{er} septembre par courrier recommandé à chacun des gagnants.

« Le Monde diplomatique » d'août

AU SOMMAIRE du numéro d'août du Monde diplomatique, Pierre Bourdieu (De la domination masculine), Paul Virilio (Délirium optique), Cornelius Castoriadis (Contre la mort de l'insignifiance), Gilles Châtelet (Retire Marcuse), Toni Negri (L'Italie des années 70), Manuel Vazquez Montalban (Lady D), adulateur, vierge et martyr), Ignace Ramonet (Où va Israël ?), Jean Chesneau (Hong Kong sous le drapeau rouge), Marc Augé (Un ethnologue au Mondial), Denis Duclos (L'hyperbourgeoisie), Benjamin R. Barber (Culture McWorld contre démocratie), Serge Halimi (Un journalisme de racole), Edward W. Said (Les intellectuels arabes et Garaudy), Dominique Vidal (De Mein Kampf à Auschwitz), Herbert A. Schiller (Vers un nouveau siècle d'impérialisme américain), Bernard Cassen (Démocratie participative à Porto Alegre), etc.

* En vente chez votre marchand de journaux, 22 francs.

Tirage du Monde daté mardi 18 août 1998 : 475 885 exemplaires

La thérapie génique va être expérimentée contre le cancer du sein

Des résultats prometteurs ont été obtenus à l'aide d'un « gène suicide »

DES RÉSULTATS expérimentaux obtenus par un groupe de chercheurs français ouvrent de nouvelles perspectives dans la thérapie du cancer du sein. Obtenus à partir d'un modèle expérimental animal de thérapie génique, ces travaux se poursuivront avec le lancement, dans quelques mois, du premier essai humain chez des femmes souffrant d'un cancer du sein métastatique.

L'équipe, dirigée par le professeur David Klatzmann (hôpital de la Pitié-Salpêtrière Paris, université Pierre-et-Marie-Curie, CNRS), qui réunit des chercheurs de l'université François-Rabelais de Tours (professeur Philippe Boungnoux) et de la firme Génopole, société française de biotechnologie (docteur Ming X. Wei), travaille depuis le début des années 90 dans le champ de la thérapie génique. Une discipline qui vise à la mise au point des outils issus de la génétique moléculaire afin d'améliorer les stratégies anticancéreuses en détruisant de manière spécifique les cellules malignes et en respectant les cellules saines. Ses travaux, publiés dans la revue *Cancer Research*, montrent, au travers de résultats expérimentaux obtenus chez l'animal, un phénomène a priori prometteur concernant la destruction des métastases du cancer du sein.

Ces chercheurs ont eu recours à la technique dite du « gène suicide ». Ils ont injecté dans la tumeur maligne des cellules au patrimoine génétique modifié capables, de fait, de cette transformation, de fabriquer des rétrovirus eux aussi génétiquement modifiés. Incapables de se reproduire,

ces virus sont porteurs d'un « gène suicide », un fragment d'information génétique issu d'un virus herpes qui s'introduit au sein des cellules malignes. Au terme de cette série de manipulations, les chercheurs administrent un médicament habituellement utilisé dans le traitement de certaines infections virales herpétiques (le Cymevan), qui permet d'obtenir la destruction sélective des cellules tumorales par apoptose, un mécanisme bien connu en biologie de mort cellulaire.

« EFFET DE VOISINAGE »

L'équipe du professeur Klatzmann avait, jusqu'à présent, bâti des modèles animaux concernant des cancers du foie, du cerveau (glioblastomes) et de la peau (*Le Monde* daté 1^{er} - 2 août 1993). Elle était ensuite passée aux premières phases de l'expérimentation humaine. Les résultats de ses derniers travaux - « très encourageants » selon le professeur Klatzmann - seront publiés avant la fin de l'année.

En attendant, les travaux publiés par *Cancer Research* concernent des résultats obtenus chez le rat et dans le modèle du cancer du sein. L'enthousiasme des chercheurs tient, d'une part, au fait que ce modèle expérimental est, pour la première fois, très proche du cancer du sein humain et, d'autre part, que la thérapie administrée semble cette fois efficace non seulement au niveau de la lésion traitée mais aussi à distance sur les métastases non directement traitées.

« Pour la première fois, cette thérapie génique a été testée sur un modèle de cancer « spontané » »,

proche des cancers du sein humain, explique le professeur Klatzmann. Ces tumeurs ont été induites chez des rats en leur administrant un produit chimique cancérogène qui induit des tumeurs multiples. (...) Ces tumeurs « spontanées » proviennent de la transformation in situ d'une cellule saine en une cellule cancéreuse et reproduisent donc le processus de cancérisation qui aboutit aux cancers humains. A ce titre, elles constituent un modèle d'étude significatif. »

L'autre intérêt de ce modèle est qu'il induit entre deux et six tumeurs par animal. Les résultats de l'étude montrent « une excellente efficacité du traitement ». « De surcroît, chez chacun des animaux, l'ensemble des tumeurs (traitées et non traitées) a régressé de plus de 90 %, précisent les chercheurs. Nous constatons que notre traitement induit un puissant « effet de voisinage ». Les mécanismes responsables de ce phénomène ne sont pas encore entièrement élucidés, mais certainement d'origine immunologique. Cet effet est d'une grande importance pour le traitement des cancers métastatiques, laissant espérer que le traitement de la tumeur primitive pourra avoir une efficacité générale sur la maladie cancéreuse. »

Ces résultats conduiront à la réalisation d'un essai thérapeutique de traitement chez les femmes atteintes de cancer du sein métastatique dès le début de 1999. Les principaux procédés techniques mis en œuvre sont protégés par des brevets détenus par la société Génopole et l'université Pierre-et-Marie-Curie.

Jean-Yves Nau

Les pickpockets chiliens de l'été parisien

POUR LES PICKPOCKETS, l'été parisien est la saison des bonnes affaires. Le constat est aussi vieux que le vol à la tire : l'afflux de touristes dans la capitale vaut promesse de portefeuilles bien garnis et de poches bien remplies. Les policiers de la brigade de répression du banditisme (BRB) sont donc tenus de redoubler d'efforts et le groupe spécialisé dans la chasse aux dérobeurs d'étrangers en goguette se trouve plus que jamais mis à contribution. D'autant que, s'agissant de la lutte contre le fléau des « tireurs », les élus municipaux et les pouvoirs publics ne ménagent jamais leurs encouragements, surtout en cette période de l'année.

Depuis 1993, les enquêteurs avaient noté la présence de plus en plus importante à Paris de pickpockets venus d'Amérique du Sud : quatre interpellations en 1993, treize en 1994, vingt en 1996. Et, depuis un peu plus d'un an, ils assistent, médusés, à l'explosion d'une véritable « Chili connexion ». De mars 1997 à août 1998, pas moins de cinquante-sept personnes, de nationalité chilienne, ont été arrêtées pour des faits de vol à la tire. L'été der-

nier, le succès des Journées mondiales de la Jeunesse (JM) avait attiré une première vague de « tireurs » venus de Santiago du Chili. Cette année, les bons résultats de l'équipe de football chilienne lors du Mondial ont favorisé l'arrivée de nouveaux spécialistes.

Vendredi 14 août, sept policiers de la BRB ont interpellé, dans un hôtel proche de l'aéroport de Roissy, trois nouveaux pickpockets chiliens. Ils venaient de dérober la sacoche d'un commandant de bord nicolais, en transit dans l'établissement. Débarqués depuis une semaine à Paris, en provenance de Santiago, ils étaient hébergés chez un compatriote installé en France de longue date, en échange d'un « loyer » de 6 000 francs. Leurs habitudes de travail étaient minutieuses et parfaitement rodées. Ils exercent, en priorité, dans les endroits fréquentés par les touristes : aéroports, musées, grands cafés ou hôtels. D'autres groupes ont une prédilection pour les gares. L'arrivée de l'Eurostar, gare du Nord, est très prisée. Une fois le client repéré, ils s'en approchent. L'un détourne classiquement son attention, tandis que l'autre s'empare du sac à main ou du portefeuille. Le troisième surveille discrètement les alentours.

Du tact, et jamais de violence. Si, d'adventure, leur cible s'aperçoit de quelque chose, ils lèvent tranquillement le siège pour s'en aller voir ailleurs. L'activité est fructueuse. Sur les trois personnes interpellées vendredi, les policiers ont saisi près de 600 dollars américains (environ 3 600 francs), ainsi que des récépissés de plusieurs mandats de 1 000 dollars (environ 6 000 francs) expédiés au Chili. Les trois hommes n'avaient pas l'intention de rester longtemps à Paris. La capitale n'est en général qu'une étape dans un périple européen. Les Chiliens n'y restent qu'une dizaine de jours, puis ils se rendent à Londres, Bruxelles ou Genève, en quête de nouveaux terrains de chasse, avant de regagner Santiago.

Ceux-là, comme leur collègue, devront patienter pour le voyage de retour. Défrayés à la huitième section du parquet, ils risquent jusqu'à un an de prison.

Pascal Ceaux

Une nouvelle fracture apparaît dans le courant libéral

Des opposants à Alain Madelin créent le Pôle républicain, indépendant et libéral (PRIL)

L'ADHÉSION de Jacques Blanc, réélus président du conseil régional du Languedoc-Roussillon grâce au Front national, au groupe Démocratie libérale de l'Assemblée nationale, continue de provoquer des remous hors du parti d'Alain Madelin. Mais aussi dans sa propre formation.

Lorsque cette adhésion a été rendue publique, à la fin de la semaine s'achevant le 15 août, quelques responsables de Démocratie libérale comme Jean-Pierre Raffarin, sénateur de la Vienne, Dominique Buisson, député de Charente-Maritime, Jean-François Maitre, député des Bouches-du-Rhône, ou Denis Jacquet, député de la Moselle, ont été « troublés » d'être mis devant le fait accompli, « sans que le groupe ni même le bureau en aient débattu ». Ils s'en sont plaints auprès de M. Madelin pour qui, selon M. Buisson, cette adhésion relève du non-événement. Les protestataires entendent néanmoins demander que le débat puisse avoir lieu au sein de DL, et faire en sorte qu'une aile modérée puisse s'y exprimer.

De leur côté, les libéraux qui s'étaient opposés à M. Madelin dès son départ de l'UDF, le 16 mai, et qui sont donc demeurés dans l'UDF, s'organisent au sein de la confédération. Plusieurs d'entre eux, parmi lesquels les députés Renaud Donnedieu de Vabres (Indre-et-Loire), Claude Gaillard (Meurthe-et-Moselle), Arthur Paecht (Var), Ladislav Poniatowski (Eure), Gilles de Robien (Somme), Rudy Salles (Alpes-Maritimes) et François Sauvadet (Côte-d'Or), le sénateur des Hauts-de-Seine Jean-Pierre Fourcade, le député européen Bernard Lhéridon et l'ancien ministre Alain Lamassouse, ont co-signé une lettre adressée aux militants de l'UDF pour leur annoncer la constitution d'un « pôle républicain, indépendant et libéral » (PRIL).

Cette initiative, en préparation depuis le début de l'été (*Le Monde* du 8 août), a un triple objectif. Tout d'abord, elle se fait sans que le nom de François Léotard, accaparé par sa mise en examen pour « blanchiment » dans l'affaire du

prêt de 5 millions de francs dont avait bénéficié le Parti républicain dans des conditions peu claires, y soit associé. Gérard Longuet, ancien président du Parti républicain, qui avait déjà écrit de son côté aux militants de son ancien parti pour critiquer la stratégie de M. Madelin, ne figure pas non plus parmi les signataires. « Il nous faut rapidement montrer de nouveaux visages », expliquent plusieurs des signataires.

SITUATION CONFUSE

Cet appel prépare, en second lieu, l'élection, le 16 septembre, du nouveau président de l'UDF. A un mois de ce rendez-vous, censé permettre à ce qui reste de la confédération de trouver un nouveau souffle, la situation demeure en effet confuse. François Bayrou, président de Force démocrate, qui, au lendemain des élections régionales, avait déclenché les hostilités en demandant la création d'un nouveau parti unifié « du centre et du centre-droit », est bien décidé à se faire élire. Mais, outre que l'on ne peut

Sans-papiers : déceptions parmi la gauche « plurielle »

CRITIQUE, dimanche 16 août par la droite, l'assouplissement de cinq des critères de régularisation des sans-papiers (*Le Monde* daté 16-17 août) a provoqué, lundi 17 août, des réactions diverses au sein de la gauche « plurielle ». Saluant le geste du gouvernement, le Parti communiste estime qu'« une nouvelle étape peut être engagée ». « De nombreux sans-papiers vont ainsi reprendre espoir, voir leur demande aboutir », écrit Serge Guichard, membre du comité national, dans *L'Humanité* du 17 août.

Beaucoup moins convaincus, les Verts qualifient de « pas infime dans la bonne direction » la circulaire du ministre de l'Intérieur aux préfets. Dans un communiqué, ils soulignent que cette mesure « ne devrait aboutir qu'à la régularisation de 10 000 à 15 000 sans-papiers » et ajoutent que « le gouvernement rejette donc sciemment les quelque 55 000 autres dans la clandestinité, l'exploitation et la détresse ».

Associations et syndicats n'ont pas manifesté plus d'enthousiasme. La CGT qualifie la décision gouvernementale de « nouvelle avancée », mais insiste sur la nécessité de « poursuivre l'action » pour aboutir à la régularisation de « tous les sans-papiers qui en ont fait la demande ». Le MRAP se dit « une nouvelle fois déçu » par la « médiocrité » du gouvernement. SOS-Racisme « salue ce premier fléchissement du gouvernement » mais réclame « un geste clair, net et généreux ». Droits devant ! dénonce la volonté du gouvernement de « diviser les sans-papiers ». Par ailleurs, plusieurs comités de sans-papiers devaient manifester, mardi 18 août, dans l'après-midi, à proximité de l'hôtel Matignon.

Cécile Chambraud